

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
MÉMOIRE PRÉSENTÉ À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR
DANIEL BOUTET

«LE MOUVEMENT D'OPPOSITION AU MONOPOLE DE L'ÉLECTRICITÉ À QUÉBEC
DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES»

AVRIL 1999

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

Résumé

À partir de la fin du XIX^e siècle, débute au Québec une période de croissance s'appuyant sur l'exploitation massive des ressources naturelles réalisée par des entreprises de haute technologie. Les premières décennies du siècle sont caractérisées par un important mouvement de concentration économique qui culmine par la grande effervescence financière des années 1920, puis par la Crise de 1930. Cette époque est le moment pour les élites canadiennes-françaises de prendre conscience de leur marginalisation croissante face au grand capital anglo-saxon en même temps que la réappropriation des leviers économiques leur apparaît de plus en plus comme une priorité. La création de monopoles de services d'utilités publiques est particulièrement critiquée. Dans certaines villes, de véritables mouvements de contestation antimonopoles prônent la prise en charge des services publics par les municipalités. Et c'est la ville de Québec qui, à compter de la fin des années 1920, constitue le principal foyer québécois de cette opposition au grand capital.

Ce mémoire situe d'abord le contexte de formation du mouvement antimonopole de Québec durant l'entre-deux-guerres. Pour ce faire, nous examinons les étapes qui menèrent à l'établissement du monopole de Quebec Power dans cette ville. Nous prêtons ensuite attention aux bases sociales du mouvement et aux alliances auxquelles il a donné lieu. Pour cela, nous nous appuyons sur la correspondance et divers rapports préparés par les organismes concernés. Les interventions des antitrustards au Conseil de ville et devant la Législature provinciale sont aussi prises en compte pour cerner leurs stratégies et leurs objectifs.

Cette recherche nous a permis d'éclairer les dynamiques du mouvement contestataire de Québec et les stratégies de la compagnie pour conserver ses privilèges d'exploitation. Avant la radicalisation du mouvement, vers 1930, ce sont d'abord les usa-

gers commerciaux et industriels qui se montrent préoccupés par le prix de l'énergie. Les tarifs domestiques de l'électricité ne sont guère considérés. Cette situation fait de la Chambre de commerce de Québec le premier opposant aux pratiques tarifaires de Quebec Power. Des études comparatives sont commandées ; elles font du système ontarien le modèle à imiter. La politique non interventionniste du premier ministre Taschereau en matière d'électricité, qui octroie une grande marge de manœuvre aux entreprises d'électricité, est aussi fortement critiquée. Nos propres calculs permettent de confirmer que le prix de l'électricité à Québec est l'un des plus élevés au Canada.

Vers 1930, le mouvement élargit ses bases grâce notamment à l'entrée en scène du docteur Philippe Hamel qui entraîne avec lui le groupe des consommateurs domestiques; la question de l'électricité n'est plus seulement l'apanage des hommes d'affaires. Le mouvement contestataire, d'abord à caractère uniclassiste, devient un mouvement plus général. En contrepartie, cependant, il se trouve fragilisé par d'importantes divergences d'opinion quant aux remèdes à employer pour parvenir à réduire les tarifs de l'électricité à Québec. Les milieux d'affaires optent pour l'adoption de mesures incitatives visant à hausser la consommation domestique, alors que l'opinion populaire se montre favorable à la municipalisation du service de l'électricité.

En 1935, après maints rebondissements, Quebec Power parvient à obtenir le renouvellement de son contrat avec la ville. Les antitrustards accueillent la nouvelle avec déception. Mais la question de l'électricité à Québec n'est pas encore résolue et se pose dorénavant à un niveau supra-local. C'est le gouvernement provincial qui en est saisi et qui se voit forcé d'imposer de nouvelles règles du jeu : l'instauration d'une réglementation beaucoup plus ferme à compter de 1935, puis la nationalisation partielle de 1944 qui donne naissance à Hydro-Québec. Entre-temps, Quebec Power a révisé à nouveau ses tarifs, les rendant cette fois conformes aux demandes historiques de la ville et de ses abonnés.

Remerciements

Je remercie mes directeur et codirecteur du Centre d'études québécoises de l'Université du Québec à Trois-Rivières — messieurs Claude Bellavance et Roger Levasseur — pour leur assistance et leur patience durant tout le processus de recherche et de rédaction. Je leur sais gré des nombreuses relectures effectuées et de la valeur inestimable de leurs conseils et du partage de leur expérience.

Je dois aussi souligner le soutien financier du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) grâce auquel ce travail a pu atteindre son terme. Le personnel des Archives d'Hydro-Québec, et celui des Archives de la Ville de Québec en particulier, ont également toute ma reconnaissance pour leur collaboration d'une rare qualité et leur dévouement remarquable.

La réalisation de ce mémoire de maîtrise est à la fois l'œuvre de l'auteur et celle de toutes les personnes qui ne cessèrent de lui apporter soutien et encouragements. Je tiens donc à remercier de tout cœur Marie-Josée Dorion, principal catalyseur de ma persévérance, et mes parents, sans l'aide desquels rien n'aurait été possible. Enfin, de sincères remerciements à Sonia Dorion pour des relectures effectuées malgré un emploi du temps plus que chargé.

Finalement, au risque d'oublier d'autres personnes, parents ou amis, je manifeste toute ma gratitude à tous ceux qui, de près ou de loin, auront fait en sorte de m'inciter à persévérer pour mener à bien cette recherche. MERCI !

Tables des matières

RÉSUMÉ	i
REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : LES AVATARS DE LA FORMATION DU MONOPOLE DE QUEBEC POWER DANS LA RÉGION DE QUÉBEC, 1899-1930	8
1. Un premier mouvement de concentration autour de Quebec Railway, Light, Heat and Power en 1899	10
2. La concurrence éphémère de Dorchester Electric	13
3. Instauration du monopole régional Quebec Power, filiale de Shawinigan Water and Power	20
4. Les pratiques monopolistes de Quebec Power en matière de tarification	22
4.1 Les coûts élevés de l'électricité à Québec	24
4.2 Le contrôle de l'offre	27
CHAPITRE 2 : LA QUESTION DE L'ÉLECTRICITÉ DANS LES ANNÉES 1920 À QUÉBEC : UN NOUVEL ENJEU SOCIAL	36
1. Les prises de position des groupes sociaux	37
1.1 La Chambre de commerce de Québec : de la dénonciation globale de la tarification à une contestation spécifique des tarifs jugés excessifs pour le commerce	38
1.2 Un notable contestataire aux accents populistes : le D ^r Philippe Hamel	47
1.3 Le conseil municipal sous la pression de l'opinion publique : la remise en question de l'entente de 1925 entre la ville de Québec et Quebec Power	50
2. Le mouvement d'opposition déborde la scène municipale	62
CHAPITRE 3 : RADICALISATION ET ÉLARGISSEMENT DU MOUVEMENT ANTIMONOPOLE DANS LES ANNÉES 1930	65
1. La résistance de Quebec Power	65
2. Une coalition fragilisée par des intérêts divergents	74
2.1 Le monde des affaires : pour une réduction négociée des tarifs favorables à ses représentants	75
2.2 Les ligues de citoyens animées par le D ^r Philippe Hamel : pour la municipalisation du service	78
2.3 Le conseil municipal : pour l'obtention du droit de municipaliser le service en cas d'échec des négociations avec Quebec Power	81
3. Le pacte de 1935 : compromis ou capitulation ?	83
4. Le déplacement de l'enjeu : de la municipalisation à la nationalisation	94
CONCLUSION	101
BIBLIOGRAPHIE	106

Liste des tableaux et des figures

Tableaux

TABLEAU I : Prix des lampes de rues et de l'éclairage à arc à Québec et ailleurs au Canada	55
TABLEAU II : Comparaison des taux réguliers et combinés à Québec	57
TABLEAU III : Comparaison des taux domestiques, commerciaux et de la force motrice à Québec et ailleurs au Canada	58
TABLEAU IV : Grilles tarifaires comparées élaborées par le Comité des citoyens	71

Figures

FIGURE I : Évolution des tarifs résidentiels de l'électricité dans la ville de Québec, 1911-1937	23
FIGURE II : Coût mensuel de la lumière électrique pour une charge de 15 kWh, 1926-1930	25
FIGURE III : Coût mensuel de la lumière électrique pour une charge de 20 kWh, 1926-1930	25
FIGURE IV : Coût mensuel de la lumière électrique pour une charge de 40 kWh, 1926-1930	25
FIGURE V : Coût mensuel de la lumière électrique pour une charge de 60 kWh, 1926-1930	25
FIGURE VI : Coût mensuel de la lumière électrique pour une charge de 180 kWh, 1926-1930	25
FIGURE VII : <i>Quebec Power Co.</i> , kWh générés et achetés, 1923-1938	27
FIGURE VIII : <i>Quebec Power Co.</i> , distribution des kWh, 1923-1938	29
FIGURE IX : Québec, maisons nouvelles et manufactures, 1922-1935	30

Introduction

L'Entre-deux-guerres est considéré à juste titre comme une période de profondes mutations. De la fin du XIX^e siècle à la Crise de 1929, le Québec connut en effet un développement économique et des changements sociaux particulièrement rapides. Une longue phase de croissance économique s'amorça vers 1896, grâce notamment à l'exploitation massive des ressources naturelles par des entreprises de haute technologie sous l'égide de capitaux étrangers. Les villes connaissaient une véritable poussée démographique alors que les régions rurales voyaient au contraire décroître leur importance relative à mesure que s'intensifiaient les courants migratoires vers les grands centres. L'après-guerre confirma ces tendances. Un climat d'effervescence financière et de forte concentration économique allait même caractériser la seconde moitié des années 1920 ; c'était les années folles.

Au cours de cette période, les élites canadiennes-françaises prirent conscience de leur marginalisation croissante face aux avancées du grand capital anglo-saxon. La politique industrielle et non interventionniste de l'État du gouvernement d'Alexandre Taschereau fut vivement contestée par les éléments nationalistes qui clamaient la nécessité pour les élites francophones de se réappropriier les grands leviers économiques.

Les industriels américains et canadiens avaient anticipé les profits que pouvaient engendrer les nouvelles technologies de pointe, et principalement leur expansion à l'échelle continentale : tramways, téléphone, éclairage électrique, etc. D'abord perçues comme objets de luxe, ces nouvelles technologies allaient bientôt être considérées comme de véritables services essentiels.

La création de monopoles de services d'utilités publiques, à partir du début du siècle, a été étudiée avec soin par Christopher Armstrong et Henri Vivian Nelles¹. La montée du capitalisme de monopole dans le secteur des services publics posa des défis considérables aux administrations municipales. Les conseils de ville prirent conscience du peu de moyens à leur disposition pour contrer le pouvoir croissant de ces entreprises. La piètre qualité et le coût élevé des services offerts par les grandes compagnies d'utilités publiques suscitaient de plus en plus de mécontentement dans la population. Sous la pression de l'opinion publique, des mesures législatives et une réglementation plus serrée seront adoptées un peu partout en Amérique du Nord afin de corriger la situation. Dans certaines villes, les critiques étaient tellement vives qu'on y vit se former de véritables mouvements de contestation antimonopoles, lesquels prônèrent le plus souvent la prise en charge des services publics par la municipalité elle-même.

De la même manière que Toronto avait été, au début du siècle, le centre de la lutte contre les abus des compagnies d'électricité ontariennes, c'est Québec qui, à compter de la fin des années 1920, allait être l'arène principale de la contestation contre le monopole de l'électricité en sol québécois. Le mouvement antimonopole dans la ville de Québec au cours de l'entre-deux-guerres allait connaître son apogée au début des années 1930, au moment où les antitrustards locaux vinrent bien près de réaliser la municipalisation du service de l'électricité.

Le mouvement contestataire fut d'abord initié par des hommes d'affaires, les premiers à prendre conscience des effets négatifs du coût élevé de l'énergie électrique sur leurs activités commerciales, voire, plus généralement, sur le développement de leur ville. Mais la question de l'électricité allait devenir un enjeu social beaucoup plus large lors de l'entrée en jeu du D^r Philippe Hamel et des différentes ligues de citoyens vers 1930. Le Conseil de ville de Québec participa également au mouvement en ordonnant

¹ Christopher Armstrong et Henry Vivian Nelles, *Monopoly's Moment*. Philadelphia, Temple

des enquêtes et en tentant à plusieurs reprises d'obtenir de la Législature provinciale le droit de municipaliser le service de l'électricité.

Pourquoi avoir choisi d'étudier Québec au cours de l'entre-deux-guerres ? D'abord parce que les conditions du développement urbain de cette ville au XX^e siècle — second centre québécois après Montréal — demeurent encore mal connues. L'historiographie, jusqu'à ce jour, a surtout retenu la période antérieure à 1850, comme si le déclin de Québec au profit de Montréal à compter de cette date avait entraîné la désaffection des historiens². La période de l'entre-deux-guerres s'avère pourtant tout à fait passionnante, en raison notamment du brassage d'idées et des positions des acteurs et des groupes sociaux en réponse aux profondes mutations économiques qui ont caractérisé cette époque³. La domination de l'économie par le grand capital, le bien-fondé des politiques non interventionnistes de l'État, les interrogations sur l'avenir des Canadiens français, etc. sont autant de questions alors largement débattues par les acteurs sociaux et qui resteront au centre de l'actualité jusque dans la période de la Révolution tranquille, sinon jusqu'à nos jours. L'entre-deux-guerres québécois ne fut

University, 1986.

² Parmi les rares études ayant eu pour objet la ville de Québec au XX^e siècle on peut mentionner celles de Raoul Blanchard (Raoul, Blanchard, *L'Est du Canada français*, Montréal : Masson-Beauchemin, 1935), François-Xavier Chouinard et Antonio Drolet (François-Xavier Chouinard et Antonio Drolet, dir., *La ville de Québec : histoire municipale : de la Confédération à la Charte de 1929*, Montréal : Masson-Beauchemin, 1963-1983) et de Fernand Ouellet (Fernand, Ouellet, *Histoire de la Chambre de commerce de Québec, 1809-1959*, Québec, Université Laval, 1959).

³ Les changements importants ressentis par les élites du Québec au cours de l'entre-deux-guerres ont déjà été démontrés dans le cadre d'études spécifiques. Par exemple, Yves Roby avait analysé le phénomène par le biais des investissements américains (Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains (1918 - 1929)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1976); Guildo Rousseau, pour sa part, optait pour l'étude de la perception de l'américanité dans la littérature québécoise (Guildo Rousseau, *L'image des États-Unis dans la littérature québécoise (1775 - 1930)*, Sherbrooke, Naaman, 1981); Clinton Archibald traçait le portrait de l'idéologie corporatiste véhiculée par les mouvements de l'*Action Nationale*, de l'*École Sociale Populaire* et de l'*Action Catholique* (Clinton Archibald, *Un Québec corporatiste ?*, Hull, Asticou, 1983); Richard A. Jones, quant à lui, abordait le thème de l'attitude canadienne française face aux États-Unis (Richard A. Jones, «Le spectre de l'américanisation». Dans Claude Savary, dir. *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*. Québec, IQRC, 1984); et enfin, mentionnons également l'article de Marcel Olscamp dans lequel il affirmait que les années 1930 furent à la fois une période de résignation et de recherche de solutions, «une période de contestation, de revendications à la fois idéologiques, sociales et politiques. De l'extrême droite à l'extrême gauche, une variété d'organisations proposent des trains de réformes» (Marcel Olscamp, «Le Québec des années trente», dans *Écrits du Canada français*. N° 77 (1993)).

certes pas une période d'immobilisme comme cette analyse du mouvement d'opposition aux monopoles dans la ville de Québec le montrera⁴.

L'objectif principal de la présente étude consiste d'abord à tenter de mieux saisir les conditions de formation du mouvement antimonopole dans la ville de Québec au cours de l'entre-deux-guerres. Pour cela, il faudra exposer les étapes de la création du monopole de Quebec Power, les ressources naturelles et les infrastructures dont bénéficiait la compagnie. Ainsi, au gré de la formation du monopole, de son réseau et du marché de l'électricité de la vieille capitale, nous observerons parallèlement la formation et les réactions du mouvement contestataire de Québec.

Après avoir précisé le contexte dans lequel le mouvement contestataire est né, nous tenterons d'en établir les bases sociales, puis de déterminer les alliances et les antagonismes qui se manifestaient parmi les différents acteurs qui participaient au mouvement de contestation. Il nous faudra également tenir compte du rôle des principaux leaders du mouvement ainsi que de la position de l'État.

Nous croyons essentiel, enfin, de mettre en lumière les tactiques et stratégies que mirent en place les antitrustards de Québec dans leur volonté de contrecarrer — sinon de modérer — les abus du monopole de Quebec Power. Pour y parvenir nous observerons à la fois les actions et requêtes du Conseil de ville de Québec, celles de la Chambre de commerce, celles du D^r Philippe Hamel et celles de la population en général. Pour cela, nous nous appuierons notamment sur l'étude de plaintes déposées auprès d'organismes officiels et des différentes enquêtes instaurées par les autorités municipales.

⁴ Claude Bellavance, Roger Levasseur et Yvan Rousseau ont abordé cette question dans la cadre d'un article où ils s'efforcent d'effectuer une réinterprétation du XX^e siècle — sans nier l'ampleur des bouleversements des années 1960 — et de rendre compte des transformations structurelles amorcées lors des décennies précédentes (Claude Bellavance, Roger Levasseur et Yvan Rousseau, «De la lutte



Les sources mises à contribution pour la réalisation de cette étude peuvent être divisées en deux groupes principaux : les fonds des Archives de la Ville de Québec et ceux d'Hydro-Québec.

Du premier groupe, nous avons principalement retenu le fonds Conseil et Comités grâce auquel il fut possible d'avoir accès à la correspondance échangée entre la municipalité et les autres acteurs (Chambre de commerce, ligues de citoyens, la compagnie Quebec Power, etc.). D'autre part, ce fonds nous a permis de consulter les divers rapports d'enquêtes mis en branle par le Conseil de ville et autres organismes dans le but de faire le point sur la tarification du service de l'électricité dans la ville de Québec. Enfin, le fonds Conseil et Comité fournit des informations au sujet des contrats conclus entre Québec et les distributeurs d'électricité.

Notre second groupe de sources est constitué par certains des fonds que l'on retrouve aux Archives d'Hydro-Québec. D'abord, le fonds Quebec Power fut utile pour la reconstitution de séries de tarification du service de l'électricité à Québec et pour la saisie de certaines données portant sur l'exploitation et la production de la compagnie. Le fonds de la Commission des services publics de Québec, quant à lui, nous a permis de retracer les plaintes et requêtes formulées à l'endroit de Quebec Power et des entreprises d'électricité qui l'ont précédées. Finalement, le fonds de la Commission Lapointe aura permis de prendre connaissance de la première commission officielle d'enquête provinciale sur les taux de l'électricité dans la province de Québec, et par le fait même, d'observer la position de l'État québécois face au problème après plusieurs années de contestation. Soulignons également l'apport de deux publications fédérales (les Rapports, états et statistiques des revenus de l'intérieur du Canada. Inspection des

antimonopoliste à la promotion de la grande entreprise. L'essor de deux institutions économiques au Québec : Hydro-Québec et Desjardins, 1920-1965». *Recherches Sociographiques*, vol 3 (1999).

poids et mesures, du gaz et de l'éclairage électrique et *Central Electric Station in Canada Part 2 : Directory*). Ces documents nous renseignent sur les équipements de production et de distribution des compagnies privées de même que sur la clientèle domestique et commerciale de ces firmes. Finalement, nous avons consulté les lois portant sur la juridiction municipale de réglementation des services publics à partir de 1870 et celles ayant trait à la «question de l'électricité» sanctionnées par le gouvernement provincial au cours des années 1920 et 1930.



La présentation des résultats de notre recherche sera faite en trois étapes. Un premier chapitre qui couvre la période fin XIX^e siècle-1925, traitera de l'implantation du monopole de Quebec Power sur le territoire de la vieille capitale. Nous y aborderons le premier mouvement de fusion qui met en place le monopole de Quebec Railway, Light, Heat & Power Co. Nous ferons ensuite l'étude du cas de la compagnie Dorchester Electric Co. Le succès éphémère de ce *challenger* nous amènera à constater la systématique faiblesse des ressources hydroélectriques de la région de Québec de même que les limites qu'imposaient des installations de production thermique d'électricité. Nous traiterons ensuite de la dernière étape de la formation du monopole, la création de Quebec Power en 1924. Ce premier chapitre sera aussi le moment d'aborder la question de la tarification de même que celle du développement du marché de l'électricité. Nous nous intéresserons à l'évolution de la tarification de l'électricité à Québec, puis nous la comparerons à celle d'autres villes canadiennes. Nous tenterons aussi d'analyser l'offre et la consommation d'électricité à Québec.

La contestation antimonopole est au cœur des chapitres deux et trois. Nous allons d'abord voir de quelle manière, au cours des années 1920, l'électricité est devenue un enjeu social. La mise en force du contrat de 1925 entre Québec et Quebec

Power a d'abord alerté le milieu des affaires de la ville. Par la suite, le Conseil de ville est à son tour devenu plus hostile à l'entreprise d'électricité. Le dernier chapitre est consacré à la radicalisation du mouvement de contestation, puis à l'abandon du projet de municipalisation. Nous exposerons les stratégies employées par la compagnie pour faire face à la radicalisation du mouvement. Nous verrons que, devant des contestataires mieux organisés, Quebec Power allait riposter en tentant de légitimer davantage sa tarification. Mais ce mouvement de contestation, qui s'affirmait maintenant avec plus de force, avait aussi ses fragilités. Nous essaierons de donner sens aux circonstances qui ont mené à la ratification en 1935 d'un nouveau contrat entre Quebec Power et la Ville de Québec, puis aux conclusions et recommandations de la Commission Lapointe, où, pour la première fois, l'État québécois acceptait de se pencher sur le « problème de l'électricité ».

CHAPITRE 1

Les avatars de la formation du monopole de Quebec Power dans la région de Québec, 1899-1930

La création de la compagnie Quebec Power en 1924 fut l'aboutissement d'un long mouvement de fusions qui jeta les bases d'un monopole du service de l'électricité dans la région de Québec. Cette stratégie d'accaparement des marchés à Québec s'inscrit dans le déploiement, au cours des premières décennies du siècle, des grands réseaux électriques intégrés. La construction de vastes centrales hydroélectriques et de lignes de transport à longue distance assurait aux compagnies propriétaires de ces infrastructures des avantages quasi insurmontables sur leurs concurrents. Les petits distributeurs locaux — qui ne pouvaient bénéficier des mêmes économies d'échelle — furent dès lors progressivement évincés.

À Québec, la vague d'achats et de fusions des petites entreprises d'électricité de la fin du siècle dernier est à mettre en relation avec la faiblesse relative des ressources hydroélectriques régionales. En effet, le potentiel des sites hydroélectriques situés en périphérie de Québec n'était pas suffisant pour satisfaire les besoins à moyen et long terme d'un centre urbain comme la ville de Québec. La filière des centrales au charbon — qui connut d'abord un certain succès — n'était guère viable à long terme. Certes, les investissements initiaux que devaient consentir les entreprises qui empruntaient cette voie étaient relativement modestes par rapport à la filière hydroélectrique, mais le coût de revient de l'énergie d'origine thermique était substantiellement plus élevé. En fait, comme nous le verrons, l'évolution des techniques de production et de transport d'énergie allait grandement

favoriser l'implantation à Québec d'une grande entreprise d'électricité pouvant compter sur les ressources hydrauliques mauriciennes.

Dans ce chapitre, nous nous penchons d'abord sur l'évolution de l'industrie électrique à Québec depuis ses débuts jusqu'à l'instauration du monopole de Quebec Power. Nous nous intéresserons au développement des infrastructures de production et de transport d'énergie et essaierons d'évaluer le potentiel énergétique des sites disponibles. Les installations physiques du service de l'électricité ont évolué de concert avec le développement du marché de l'électricité. Il en fut ainsi dès l'époque des premiers aménagements au tournant du siècle et ce, jusqu'à l'érection d'une ligne de transport des centrales mauriciennes vers Québec en 1916. Nous entendons aussi reconstituer les grandes étapes de la formation du monopole régional en rappelant les épisodes marquants des luttes souvent vives qui opposèrent tour à tour une bonne douzaine d'entreprises concurrentes depuis la fin du siècle dernier jusqu'au milieu des années 1920. Le cas de Dorchester Electric, ancêtre direct de Quebec Power, retiendra particulièrement notre attention. Nous tâcherons également d'observer de quelle façon la ville de Québec tentait de gérer l'implantation de ces entreprises d'utilités publiques sur son territoire avant la vague de contestation des années trente.

Dans un deuxième temps, nous allons tenter de retracer l'évolution à long terme du coût de l'électricité à Québec pour la clientèle résidentielle et commerciale. Nous comparerons ensuite ces tarifs avec ceux d'autres villes du Québec et du Canada, un exercice auquel se livrèrent à plusieurs reprises les contemporains qui dénonçaient le prix élevé de l'électricité à Québec. Nous désirons ainsi tenter de mieux comprendre l'un des principaux facteurs qui ont fait de Québec un important foyer de la contestation antimonopole au Québec pendant l'entre-deux-guerres. Cette démarche nous permettra en outre d'évaluer avec plus de justesse les positions des groupes et de mieux comprendre les enjeux sous-

jacents au grand mouvement contestataire qu'animèrent les élites de la vieille capitale, objet des deux chapitres suivants de notre étude.

1. Un premier mouvement de concentration autour de Quebec Railway, Light, Heat and Power en 1899

C'est en avril 1887 que furent implantées les premières lampes à incandescence d'Edison dans les rues et les espaces publics de Québec. Ce type de lampe avait déjà pénétré quelques résidences et commerces l'année précédente. Les débuts de l'aventure de l'électrification de Québec résultaient en fait de l'initiative de Quebec & Levis Electric Light Company, première entreprise à offrir à la ville le service de l'électricité dès 1881¹. Québec sera le premier centre urbain canadien à profiter d'énergie hydroélectrique grâce à l'exploitation des chutes Montmorency à partir de septembre 1885². Cet événement d'importance n'a pas manqué de frapper l'imagination des contemporains quant aux nouvelles perspectives de développement qu'il était susceptible d'apporter à leur ville.

De nombreuses petites compagnies furent créées au cours de cette période pionnière. Elles allaient être absorbées ou fusionnées pour former Quebec Railway, Light & Power en 1899³. C'était un premier pas vers la constitution d'un véritable réseau de distribution. En novembre 1909, un groupe d'hommes d'affaires dirigé par Rodolphe Forget — alors député fédéral dans Charlevoix — allait acquérir Quebec Railway, Light & Power

¹ Clarence Hogue, André Bolduc et Daniel Larouche, «Les chutes Montmorency à l'origine de Quebec Power Co.», dans *Québec, un siècle d'électricité*, Montréal, Libre Expression, 1979 : p. 171.

² *Ibid.*

³ Ce sont les compagnies Quebec & Levis Electric Co. (1888), Quebec Street Railway (1864-1897), St. John Street Railway (1818-1897), Quebec District Railway (1894-1898), Montmorency Electric Power Co. (1893-1899), Quebec Montmorency & Chgr. (sic) Railway Co. (1851-1899) et Quebec County (sic) Railway (1910-1939) qui formèrent en 1895 la Quebec Montmorency & Charlevoix Railway Co. dont la raison sociale changea pour celle de Quebec Railway, Light & Power Co. en 1899. AHQ F1/1006; AHQ F19/3062; *Central Electric Station in Canada Part II*, Rapport Cusson.

en plus d'y fusionner plusieurs firmes⁴ plus modestes pour fonder Quebec Railway, Light, Heat & Power (QRLH&P).

Lors de ces premiers moments de l'électrification de la cité de Québec, le Code municipal stipulait que les municipalités devaient pourvoir à leur éclairage, et ce, «de toute manière jugée convenable⁵». La loi énonçait en effet que les propriétaires devaient se soumettre aux travaux des entreprises de fourniture d'eau et d'éclairage électrique⁶. Par le fait même, les municipalités étaient en droit de fournir les capitaux nécessaires aux travaux de ces compagnies⁷. À la fin du XIX^e siècle, la législation relative au service de l'électricité était encore fort peu contraignante ; on laissait aux villes le soin de préciser le cadre dans lequel se développait l'industrie de l'électricité. À Québec, la ville agissait dans ce sens en amendant la charte municipale. Il semblerait en effet que ce soit dès 1899 que l'on retrouve une des premières mentions d'un recours aux compétences d'un ingénieur en matière d'électricité. Celui-ci devait indiquer aux compagnies les rues les plus favorables à l'installation de poteaux pour le support des câbles de distribution⁸. Et l'année suivante, une personne pouvait être nommée «pour inspecter les chaudières et les moteurs employés

⁴ Il s'agit des compagnies St. Henri Light & Power Co. (1891), Canadian Electric Light Co. (1880-1923), Standard Light & Power Co. (1906), Emerson McMillan & Co. (1898), International Hydro. Co. (1898), Jacques Cartier Water Power Co. (1899-1902), Quebec Jacques Cartier Electric Co. (1902-1909), Frontenac Gas Co. (1907-1910), Quebec Gas Co. (1846-1910), Compagnie Hydraulique & Électrique de Lorette (1903-1917), Lotbinière & MC. Railway Co. (1920), Quebec Eastern Railway (1912) et Quebec & Saguenay Railway Co. (1911-1919). Selon AHQ F19/3062; *Central Electric Station in Canada Part II*; Rapport Cusson.

⁵ SRQ, 1870, art. 638.

⁶ *Ibid.*, art. 639. En 1888, les Statuts refondus de la province de Québec nuancèrent cet article de loi par une nouvelle formule, soit «obliger les propriétaires ou occupants de terrains situés tant dans la municipalité que dans les municipalités voisines environnantes jusqu'à une distance de pas plus de trente milles, à laisser faire et souffrir tous les travaux entrepris pour fournir l'eau ou l'éclairage aux habitants de la municipalité, et s'approprier, pour les fins de l'approvisionnement de l'eau et de l'alimentation des aqueducs et autres constructions hydrauliques, des lacs, rivières non navigables, étangs, sources de vies et cours d'eau ayant leur origine ou coulant sur la propriété privée, sans toutefois préjudicier aux droits qu'ont les propriétaires riverains de s'en servir, tant en vertu du droit commun que de la loi concernant l'amélioration des cours d'eau, sauf l'indemnité déterminée par l'arbitrage fait à cet effet conformément aux article 640a, 640b, 640c, 640d, 640e, 640f, 640g et 640h ». Dans 47 V., c. 18, s. 4. SR., 1888, art. 6136.

⁷ *Ibid.*, art. 640.

⁸ SR., 1899, ch. LVII, art. 19.

dans les établissements industriels en la Cité de Québec⁹». Ainsi, au fur et à mesure que s'accroissait la concurrence et que se complexifiaient pour les compagnies les stratégies pour l'obtention des parts de marché de la ville de Québec, celle-ci devait également étoffer sa réglementation afin de faire face aux nouveaux défis issus d'un développement rapide des services d'utilités publiques¹⁰.

Au cours de la première décennie du siècle, le groupe Forget prenait le contrôle des utilités publiques du gaz, de l'électricité et des tramways dans Québec et sa région. La fusion des services du gaz et de l'électricité était souvent la seule solution employée par nombre de compagnies gazières canadiennes à cette époque pour faire face à la sérieuse menace que représentait l'électricité. L'intérêt — voire même la fascination — des élus municipaux et de la population en général à l'égard de l'énergie électrique allait croissant, si bien qu'au tournant du siècle les grands centres urbains constituaient désormais la première source de revenus pour les compagnies électriques. La survie des firmes dépendait assurément des contrats d'éclairage qu'elles pouvaient arracher au détriment des compagnies adverses. L'obtention de ces contrats assurait, en effet, un avantage quasi insurmontable pour l'entreprise qui le décrochait; du moins, pendant la période durant laquelle il était en force. En fait — et ce phénomène aurait été généralisé dans l'ensemble des villes canadiennes selon les historiens Armstrong et Nelles¹¹ — le choix de la compagnie responsable de l'éclairage des rues en faisait du même coup la firme dominante sur le plan local, voire

⁹ Statuts du Québec (SDQ), 63 Victoria, ch. 48, art. 7.

¹⁰ À titre d'exemple, la ville de Québec, au début du siècle, ressentit le besoin de mettre de l'ordre dans la croissance anarchique des infrastructures du service de l'électricité. La multiplication des poteaux et du filage de toute sorte força le conseil de ville à imaginer diverses réglementations : forcer l'inscription du logo des compagnies sur les poteaux correspondants — SDQ 3 Edouard VII, ch. 61, art. 8 —, et autoriser toute compagnie ou personne à pratiquer des excavations pour y déposer des tuyaux souterrains pour y conduire, entre autres, l'électricité — SDQ 7 Edouard VII, ch. 62, art. 46.

¹¹ Christopher Armstrong et Henry Vivian Nelles, *Monopoly's Moment*. Philadelphia, Temple University, 1986.

régional. Les entreprises de l'électricité dépendaient donc largement de l'influence qu'elles pouvaient exercer sur les administrations municipales¹².

Les distributeurs d'électricité devaient disposer de ressources énergétiques suffisantes pour satisfaire la demande. Au cours de la période 1919-1922, QRLH&P exploitait un certain nombre de centrales hydroélectriques en périphérie de la ville auxquelles étaient adjointes quelques usines à vapeur¹³. Sur la rivière Montmorency, deux unités de production pouvaient fournir une puissance de 7 400 HP de puissance : les usines de QRLH&P et de Montmorency Hydro-Electric disposaient chacune de cinq turbines de 1 000 HP, tandis que le système des Marches Naturelles à Saint-Louis-de-Courville pouvait produire 2 000 HP. À l'époque, on estimait à 3 % les pertes de transmission pour ces systèmes. La compagnie pouvait également compter sur son usine de Valcartier (2 turbines de 1 500 HP chacune, moins 8 % en perte de transmission), et sur celle de la rivière Chaudière produisant 2 000 HP (moins des pertes évaluées à 10 %). L'usine Saint-Gabriel, enfin, générait 2 200 HP. Au total, les centrales hydroélectriques de QRLH&P étaient en mesure, vers 1918, de fournir une puissance autour de 14 600 HP à Québec et ses environs¹⁴ pour l'éclairage, les tramways électriques, les manufactures et la force motrice.

2. La concurrence éphémère de Dorchester Electric

Au cours de la première décennie du siècle, QRLH&P était devenu maître des services ferroviaires, du tramway, du gaz et de l'électricité dans Québec. Cette situation, que Armstrong et Nelles qualifient «d'intégration formelle», était le résultat d'une stratégie d'élimination de la concurrence.

¹² Christopher Armstrong et Henry Vivian Nelles : 84.

¹³ Ces estimations sont tirées de *Central Electric Stations in Canada, Part II : Directory*.

¹⁴ Pour être précis, en 1919, *Quebec Railway. Light, Heat & Power* desservait les villes de Québec, Beauport, Château-Richer, Giffard, L'Ange Gardien, Loretteville, Montmorency, Sainte-Anne-de-Beaupré et Saint-Louis-de-Courville. *Ibid.*

Pourtant, la formation d'une nouvelle entreprise en 1909 allait bientôt remettre en cause le monopole de QRLH&P. En effet, deux ans après sa création, Dorchester Electric demandait à la cité de Québec l'autorisation d'exercer, dans les limites de la ville, les pouvoirs conférés par ses lettres patentes¹⁵. Après étude, le Comité des finances de la vieille capitale recommandait au Conseil de ville d'accorder à la nouvelle entreprise «l'autorisation d'introduire et vendre de l'électricité» sous certaines conditions, dont principalement celle de ne pouvoir «demander plus de \$0.10 par kWh dans les limites de la Cité¹⁶». Les tarifs relativement bas offerts par Dorchester Electric¹⁷ modifieront pour quelques années les conditions du marché de l'électricité à Québec¹⁸. Cette politique tarifaire agressive incitera le maire Napoléon Drouin à signer un contrat de dix ans pour l'éclairage des rues et des places publiques de la ville avec la nouvelle compagnie, en janvier 1912¹⁹.

Dorchester se vit cependant confrontée à des problèmes majeurs qui firent rapidement douter de sa capacité à fournir un service fiable. Au cours des douze premiers mois de service, la ville fut plongée dans l'obscurité complète à quatre reprises, et quatre-

¹⁵ Les lettres patentes de 1909 autorisaient Dorchester Electric Co. à : 1 - «fabriquer, produire, acheter, vendre et distribuer l'électricité ou toute autre force motrice pour fins industrielles ou autres ; [à] faire le commerce de tout article concernant l'électricité ; [enfin, à se prévaloir du] privilège de construire, exploiter, maintenir et entretenir des lignes pour la transmission de l'électricité dans les comtés de Lévis, Beauce, Dorchester et Bellechasse», et 2 - «les droits et pouvoirs de [Dorchester Electric Co.] sont étendus aux municipalités et comtés de Québec, Montmorency, Charlevoix, Portneuf, Champlain et Saint-Maurice, à la cité de Québec, aux villes de Montcalmville et de Trois-Rivières». Les lettres-patentes de 1910, quant à elles, permettaient à la compagnie de voir son «capital social augmenté jusqu'à 1 000 000.00 \$ divisé en 10 000 actions de 100.00 \$». *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ En 1913, le prix de l'électricité s'établissait entre 6,5 et 7,75 ¢ par kWh, si l'on considère l'escompte de 10 % octroyé aux abonnés qui s'acquittent dans le délai prescrit de leur facture d'électricité. Pour être plus précis, le service résidentiel était à 7,25 ¢ en été et 6,5 ¢ en hiver, et pour le service commercial à 7,75 ¢ en été et 7 ¢ en hiver. AHQ, Fonds de la Commission Lapointe : tarifs de l'énergie électrique dans la ville de Québec depuis 1911.

¹⁸ En 1911, QRLH&P offrait l'électricité à des taux variant de 10 à 12 ¢ le kWh pour le résidentiel et le commercial d'hiver et d'été ; c'est-à-dire près de 4 ¢ de plus que les tarifs offerts par Dorchester Electric Co. en 1913.

¹⁹ AVQ, sous-série Conseil et Comités 1833 - 1965, éclairage : 1910 - 1913 / QP1-4 / 42-4.

vingt-huit fois dans l'obscurité partielle²⁰. En fait, le 5 novembre 1913, Québec était pratiquement sans lumière depuis quatre jours²¹. Dorchester avait pourtant informé le Conseil de ville, en février de la même année, de l'installation d'une seconde turbine afin d'améliorer la fiabilité de son réseau. De plus, la négociation d'un contrat avec une autre entreprise d'électricité promettait un gain supplémentaire de 1 000 CV dès la fin de 1913. Ce perfectionnement, qui devait améliorer la position concurrentielle de la compagnie face à la concurrence de QRLH&P²², ne donna pas les résultats escomptés. La ville avait même pris soin d'utiliser son droit d'inspection pour vérifier si l'on avait vraiment procédé à ces améliorations. Et bien que l'ingénieur de la ville ait assuré les membres du Conseil de ville que «les deux turbines [étaient] en opération [et que] la compagnie [était] maintenant en position de remplir son contrat avec la cité de Québec, mais également envers ses citoyens qui désiraient l'électricité²³», les pannes ne cessèrent de se répéter.

La piètre performance des équipements de Dorchester forçait donc la ville de Québec, dans la première moitié des années 1910, à préciser sa réglementation en matière d'électricité. L'adoption de plusieurs nouveaux règlements municipaux, portant sur le service de l'électricité, constitue un indice de l'importance croissante de l'énergie électrique dans la vie des contemporains. Ainsi, en vertu des nouvelles dispositions adoptées, il était désormais possible de forcer les compagnies à enfouir leurs câbles de transmission et de distribution d'électricité, des arbitres avaient la responsabilité de fixer les indemnités éventuelles, des normes étaient édictées pour le raccordement des fils, et surtout, la ville mettait sur pied une commission des services électriques. Il devenait clair pour les contemporains que l'électricité était une technologie nécessitant une surveillance accrue de la part des instances

²⁰ Honorius Provost, «Corporations de services publics», dans François-Xavier Chouinard et Antonio Drolet, dir., *La ville de Québec : histoire municipale : de la Confédération à la Charte de 1929*, Montréal : Masson-Beauchemin, 1963-1983 : 189.

²¹ AVQ, sous-série Conseil et Comités 1833 - 1965, éclairage : 1910 – 1913 / QP1-4 / 42-4.

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

municipales. Fonder une commission de l'électricité²⁴ était aussi avouer, finalement, les lacunes des législations précédentes; était une autre manière de dire que la ville de Québec souhaitait, à l'avenir, accroître son contrôle sur les entreprises d'électricité actives sur son territoire.

Les pannes se succédant, l'échevin Lockwell consulta l'ingénieur de la ville de Québec pour en connaître les raisons exactes. L'échevin s'interrogeait particulièrement sur la rigueur des modalités d'inspection des lumières de rues par la compagnie²⁵. Le Conseil de ville ordonna à son ingénieur de s'associer à un électricien expert, le docteur L. A. Herdt²⁶, pour effectuer chez Dorchester — et pour une seconde fois — « l'examen minutieux de l'outillage complet [et] des appareils nécessaires pour développer le pouvoir requis pour remplir son contrat avec la ville et les citoyens²⁷ ». Le rapport des ingénieurs, déposé en février 1914, laissait peu de doute sur les graves difficultés de l'entreprise. Il concluait que les équipements de Dorchester étaient insuffisants pour assurer le service à la ville et aux autres clients, car la compagnie ne disposait que de deux groupes à vapeur de 1 000 CV chacun, lesquels n'étaient appuyés par aucune unité de réserve²⁸. Il était donc nécessaire d'exiger de l'entreprise d'électricité qu'elle augmente la capacité de son usine afin d'assurer un service fiable. En mars, la Ville de Québec sommait la compagnie de se conformer aux

²⁴ Nous avons pris connaissance de l'existence de cette commission par le biais des règlements municipaux de la ville de Québec. Toutefois, nous n'avons pas eu de trace de celle-ci dans nos autres sources.

²⁵ À la question de Lockwell : « combien de lampes ont fait défaut selon ces rapports [de Dorchester] ? », l'ingénieur affirme que 6 391 lampes à arc et 1 205 lampes incandescentes furent éteintes pendant 1 127 heures, soit 18 lampes à arc et 4 incandescentes éteintes 3 heures chaque nuit durant 371 nuits, ou encore, 5 lampes à arc et 1 incandescente éteintes pendant 93 jours de 11 heures. Au total, la ville a été, depuis le 1^{er} novembre 1912, 4 fois dans l'obscurité complète et 88 fois dans l'obscurité partielle. AVQ, sous-série Conseil et Comités 1833 - 1965, éclairage : 1913 - 1916 / QP1-4 / 43-1.

²⁶ L'ingénieur de la cité de Québec va s'associer avec le docteur L. A. Herdt, chef du corps enseignant des Ingénieurs Électriciens du Collège McGill, ingénieur électricien consultant de la ville de Winnipeg et Président de la Commission des Services Électriques de Montréal. *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.* La clause 50 du Cahier des charges du contrat entre Dorchester Electric Co. et la cité de Québec exigeait : « La dite compagnie aura un système de pouvoir en réserve d'une force de dix-huits (sic) cents chevaux (1800), qui pourra être mis en fonctionnement dans une demi heure quand requis ». AVQ, sous-série Conseil et Comités 1833 - 1965, éclairage : 1910 - 1913 / QP1-4 / 42-4.

recommandations du rapport Herdt et «d'apporter les travaux et améliorations nécessaires pour remplir les conditions de son contrat du 28 janvier 1912²⁹».

Au printemps 1914, Dorchester ressentait vivement les effets d'une stratégie tarifaire trop agressive : des équipements inadéquats et non performants mettaient en péril sa conquête du marché de Québec³⁰. Pour Dorchester, cette stratégie à court terme venait de rencontrer ses limites. La vapeur ne pouvait plus, désormais, palier aux carences de ressources hydrauliques de la firme, dans la région de Québec en particulier. Incapable d'honorer ses intérêts obligataires, la compagnie tenta désespérément une alliance avec le groupe Forget qui préféra laisser sombrer son adversaire; la fin paraissait de toute façon proche et inéluctable. Face à cette situation, les porteurs d'obligations de Dorchester optaient pour une mise en faillite tactique par laquelle ils s'emparaient de l'actif pour aller courtiser la puissante Shawinigan Water & Power (SWP) dans l'espoir de fonder une nouvelle compagnie et tenter ainsi de récupérer le maximum des investissements. De cette initiative, naquit, en 1915, Public Service Corporation of Quebec (PSC). Cette nouvelle entreprise allait avoir accès à l'énergie des puissantes ressources de la rivière Saint-Maurice harnachée par SWP depuis une quinzaine d'années, ce qui allait lui procurer des avantages indéniables sur ses concurrentes³¹.

En août 1915, à la suite d'une consultation de ses conseillers juridiques³², la ville de Québec était autorisée à approuver la vente ou cession de la compagnie Dorchester à toute

²⁹ On précisait également à l'entreprise que Québec n'attendrait pas au-delà du 1^{er} juillet pour voir les travaux d'amélioration achevés. De plus, la ville ne comptait payer pour chaque lampadaire que la somme de \$33.64 par année au lieu de \$43.50 tel que mentionné au contrat, car «Dorchester n'a fourni que des lampes de 62,1 et 80 watts au lieu de 80 et 100 watts tel qu'exigées par le dit contrat». AVQ, sous-série Conseil et Comités 1833-1965, éclairage : 1913 - 1916 / QP1-4 / 43-1.

³⁰ Jusqu'à cette époque, il avait été possible de construire petit. Une stratégie commerciale dans le court terme, en raison de l'abondance des ressources hydroélectriques des régions métropolitaines canadiennes, présentait de nombreuses possibilités pour des entreprises désireuses de concurrencer les monopoles déjà en place. Armstrong et Nelles, p. 93.

³¹ Claude Bellavance, *Shawinigan Water and Power, 1898 – 1963 : Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*, Montréal, Boréal, 1994 : 46.

³² AVQ, sous-série Conseil et Comités 1833 - 1965, éclairage : 1913 – 1916, QP1-4, 43-1.

autre personne ou compagnie, avec droits, privilèges et franchises que la compagnie exerçait dans les limites de la cité. En d'autres termes, la ville pouvait légalement se lier par contrat avec SWP, QRLH&P, ou tout distributeur pour l'achat d'électricité pour fins de force motrice, chauffage et éclairage dans les limites de la ville³³. PSC avait donc le champ libre. Elle annonça aussitôt à l'administration de Québec que son organisation était complétée, et demandait du même coup que lui soit transférés les franchises, droits, privilèges et contrats de Dorchester pour l'éclairage de la vieille capitale. Ce que le Comité des Chemins de Québec ne tardera pas à recommander à son Conseil de ville³⁴. Et le 24 septembre 1915, Québec signa un contrat de dix ans avec PSC. Ainsi, grâce à sa nouvelle filiale, SWP pouvait entreprendre le prolongement de son réseau à Québec par la construction d'une ligne de transmission d'une capacité initiale de 7 500 CV depuis Shawinigan Falls³⁵.

Quelle puissance pouvait-on tirer des équipements de PSC ? D'abord installée en 1912, l'usine au diesel de PSC disposait de deux unités de 1 000 HP chacune, auxquelles fut ajoutée une unité additionnelle de 1 500 HP en 1915. En plus de ces installations, la compagnie possédait une usine auxiliaire d'une capacité de 2 500 kW. Mais ces potentiels relativement modestes étaient complétés depuis 1916 par une ligne de transport à haute tension de 50 000 volts qui, sur une distance de 145 km, acheminait l'énergie des chutes Shawinigan à Québec. PSC apparaissait donc en bonne position pour prendre le contrôle du marché de l'électricité de la ville de Québec et évincer QRLH&P, sa seule rivale.

QRLH&P était-elle en mesure d'affronter la concurrence de la filiale de SWP? Le groupe Forget, dont la puissance des équipements était évalué à environ 14 600 HP, pouvait-il rivaliser avec le haut débit d'énergie à bas prix en provenance de SWP? À notre

³³ SDQ, 5 Geo. V, ch. 88, art. 15.

³⁴ AVQ, sous-série Conseil et Comités 1833-1965, éclairage : 1913-1916, QP1-4, 43-1. De plus, Dorchester n'a aucune objection à ce que les contrats entre elle et la Ville de Québec soient transférés à Public Service Corporation, car «la nouvelle compagnie a d'ailleurs déjà pratiquement acquis l'actif de la Compagnie Électrique Dorchester». *Ibid.*

³⁵ Ces 7 500 CV étaient le potentiel minimum exigé par le contrat entre la ville de et la compagnie. *Ibid.*

avis, non seulement les équipements étaient insuffisants pour soutenir la concurrence, mais l'entreprise était incapable d'assurer des taux compétitifs. En 1918, la compagnie offrait des taux de 10 ¢ par kWh pour la lumière, alors que les usagers de force motrice devaient payer entre 0,8 et 3 ¢ par kWh³⁶. Ces tarifs étaient imposés à une clientèle beaucoup plus nombreuse que celle dont bénéficiait alors PSC, soit 10 612 abonnés pour la lumière électrique et 335 pour la force motrice³⁷. De son côté, la filiale de SWP, la même année, avait réussi à gagner 5 500 abonnés pour l'éclairage et 180 pour la force motrice. Malgré ce nombre moindre de clients, PSC offrait son énergie à des taux nettement inférieurs, soit une tarification au compteur pour l'éclairage de 7,25 à 7,75 ¢ par kWh et de 0,68 à 3 ¢ par kWh pour le pouvoir³⁸. Il s'agit en fait d'une différence d'environ 25 % pour l'éclairage et de 15 % pour la force motrice, en faveur des taux du concurrent mauricien.

De plus, le fossé qui séparait les taux des deux compagnies était particulièrement important au niveau du service domestique et d'éclairage des rues. La stratégie de SWP prévoyait donc l'implantation de son service dans la ville de Québec d'abord, puis en région ensuite. Cette manière de faire, rappelons-le, était caractéristique de la tactique monopoliste où gagner l'exclusivité du service de l'éclairage des rues d'une municipalité signifie la suppression de la concurrence et le renforcement des assises de la compagnie sur une longue période. De plus, avec un contrat de longue durée en poche, il devenait relativement aisé d'accorder une baisse des tarifs et ainsi favoriser l'élimination de la concurrence.

Aux prises avec une dette obligataire considérable, QRLH&P dut capituler en 1923. Ses actionnaires acceptèrent une offre de fusion avec PSC pour donner naissance à une nouvelle firme dont la liberté d'action devenait maintenant pratiquement totale à Québec. Cette compagnie tentera d'y imposer ses grilles tarifaires.

³⁶ *Central Electric Stations in Canada, Part II.*

³⁷ Canada, ministère du revenu de l'intérieur : inspection des poids et mesures, du gaz et de l'éclairage électrique. Les usages de cette énergie étaient répartis comme suit : 25 % pour la lumière, 40 % pour les tramways, 30 % pour les manufactures et 5 % les usages généraux.

3. Instauration du monopole régional Quebec Power, filiale de Shawinigan Water and Power

La naissance de Quebec Power se présente donc comme la construction d'un monopole. La filiale de SWP poursuivait les mêmes objectifs de croissance que ses prédécesseurs, mais à une échelle bien supérieure : régionale plutôt que locale. Quebec Railway, Light and Power, à la fin du siècle dernier, avait annexé un petit nombre de firmes; puis, QRLH&P avait poursuivi ce premier mouvement de rationalisation en annexant plus d'une dizaine de petites entreprises. Quebec Power allait acquérir à son tour plus de 20 compagnies différentes³⁹. Le monopole de la région de Québec était pratiquement en place à la veille de la signature d'un nouveau contrat avec la ville de Québec en 1925.

Pour rendre compte de l'évolution de l'offre de l'énergie avant l'instauration du monopole de Quebec Power, nous avons examiné brièvement la puissance des équipements des entreprises œuvrant à Québec jusque vers la fin des années 1920. Nous avons alors constaté la faiblesse des ressources hydroélectriques avant l'instauration d'un grand réseau régional. *Quebec Power* allait pour sa part bénéficier de l'apport énergétique des centrales construites ou acquises par QRLH&P et par Dorchester, en plus d'un accès à l'hydroélectricité produite en Mauricie. Donnons-en un rapide inventaire pour l'année 1928. Une centrale de 2 000 HP aux Marches Naturelles, une autre de 5 000 HP aux chutes

³⁸ *Central Electric Stations in Canada, Part II*

³⁹ Pour illustrer la stratégie d'expansion territoriale de la compagnie, mentionnons qu'en 1925 elle prit le contrôle de Laurentian Power Co. Ltd., laquelle bénéficiait d'un contrat à long terme pour la vente de l'hydroélectricité à QRLH&P. Ensuite, en juillet 1927, la Corporation d'Énergie de Montmagny, ainsi que ses deux compagnies subsidiaires (la Compagnie Électrique de Montmagny et la Corporation Électrique de Bellechasse) furent achetées par Quebec Power, et en août de la même année Kamouraska Hydro-Electrique Limitée fut également acquise. Finalement, toujours en 1927, Quebec Power prend possession de Montmagny Power Co. — laquelle contrôlait la Montmorency Electric Co., distribuant lumière et pouvoir dans l'Île d'Orléans — puis s'emparait de Basin Electric Co., entreprise possédant un contrat d'éclairage avec la municipalité de Montmagny. Mentionnons que ces fusions pratiquées par Quebec Power sont en réalité des acquisitions nées de fusions effectuées les années précédentes. Par exemple, en affirmant que Quebec Power prend possession de Laurentian Power Co. et QRLH&P, il faut en réalité comprendre que la compagnie fait main basse sur Quebec Railway, Light & Power — qui avait déjà elle-même procédé à d'importantes fusions —, Quebec Jacques-Cartier

Montmorency, 3 000 HP à Saint-Gabriel, 4 800 HP sur la rivière Chaudière, 24 000 aux Sept Chutes, 4 500 à Saint-Raphaël et 400 à Armagh. L'énergie produite par ces centrales, destinée en bonne partie à Québec, était transformée par le biais de deux usines auxiliaires dans la ville même, situées sur les rues Vallier et Grant. Le nombre des sous-stations de la compagnie est tout aussi important : Sainte-Anne, Loretteville, Lévis, Montmagny, Île d'Orléans, Beaupré, Lemoine, Limoilou, Beauport, Chamy, Saint-Romuald, et les deux postes chargés d'alimenter le secteur du port ainsi que l'usine de gaz. C'est dire l'emprise qu'exerçait alors Quebec Power sur la vieille capitale et sa région. Son réseau de distribution s'étendait sur 320 km de lignes dans Québec et les autres municipalités desservies sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent, auxquels on pouvait ajouter 68 km dans Lévis et les localités adjacentes sur la rive sud du fleuve⁴⁰.

Le réseau de Quebec Power était maintenant en place et touchait des bassins de population qui représentaient autant de potentiels commerciaux. Les grandes quantités d'énergie dont bénéficiaient la compagnie furent progressivement livrées à une clientèle domestique de plus en plus encline à considérer l'électricité comme un service essentiel. En conséquence, la tarification de l'électricité allait devenir le point central des enjeux de la lutte antimonopole.

Electric Co., Canadian Electric Light Co., Quebec Gas Co., Frontenac Gas Co., en tout, plus d'une vingtaine d'entreprises. Cette vague de concentration se poursuivra au moins jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre.

⁴⁰ Voici la liste des municipalités desservies par Quebec Power au tournant de 1927 : Ancienne Lorette, Beauport, Beaupré, Boischatel, Champigny, Charlesbourg-Ouest, Château-d'Eau, Château-Richer, L'Ange-Gardien, Loretteville, Montmorency Village, Murray Bay, Québec, Québec-Ouest, Sainte-Anne-de-Beaupré, Saint-Féréol, Sainte-Foy, Saint-Gabriel, Saint-Joachim, Saint-Louis-de-Courville, Sillery. Par le biais du système de Canadian Electric Light Co. : Breakeyville, Charny, Lauzon, Lévis, Saint-David, Saint-Rédempteur, Saint-Romuald. Par le système de la Compagnie Électrique de Montmagny : Cap-Saint-Ignace, L'Islet, Montmagny, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Saint-Aubert, Saint-Eugène, Saint-Jean-Port-Joli, Sainte-Louise, Saint-Pacôme, Saint-Roch-des-Aulnaies. Kamouraska Hydro-Electric Ltée, desservait : Notre-Dame de Liesse, Notre-Dame-du-Portage, Rivière-Ouelle, Saint-Alexandre, Saint-André, Saint-Denis, Saint-Germain, Sainte-Hélène, Saint-Louis, Saint-Pascal, Saint-Philippe-de-Neri. Et finalement, Montmorency Electric Co. assurait le service aux localités de Sainte-Famille, Saint-Jean, Saint-Laurent, Sainte-Pétronille et Saint-Pierre. On peut ajouter du pouvoir vendu à M. Philibert Langlois pour la distribution à Saint-D'Armagh, et à M. Lephirin Cloutier pour la distribution dans les paroisses de Saint-Pierre, Saint-François et Berthier. *Central Electric Stations, Part II.*

4. Les pratiques monopolistes de Quebec Power en matière de tarification

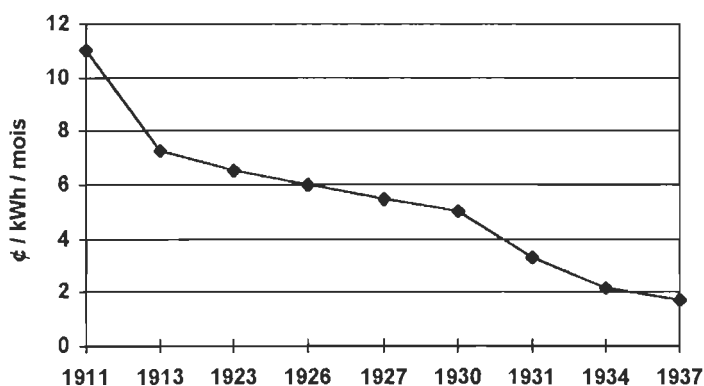
Dans la tourmente de la première moitié des années trente à Québec, le principal catalyseur du mouvement antimonopole fut la question de la tarification de l'électricité. Le prix de l'électricité, d'abord fixe, puis en fonction d'une grille tarifaire graduée plutôt complexe, est rapidement devenu un enjeu politique majeur durant cette période marquée par une grave crise économique. Nous allons donc observer comment ont évolué ces tarifs dans la ville de Québec, puis comparer ces taux avec ceux d'autres centres urbains dans le but de cerner avec précision la situation tarifaire à laquelle la vieille capitale devait faire face avant et principalement sous Quebec Power.

D'abord, quatre grandes charnières marquent l'évolution de la tarification de l'électricité à Québec avant la Deuxième Guerre mondiale. La première se situe en 1913, après que Dorchester eut ravi le contrat d'éclairage des rues de Québec à QRLH&P. L'implantation de ce compétiteur dans la région entraîna en effet pour la clientèle domestique une première baisse importante du prix de l'électricité qui passa de 11 à 7,25 ¢ le kWh. Cette diminution de tarif causera, comme nous l'avons vu, de sérieux problèmes de rentabilité à l'entreprise. Dorchester offrait son service à bon marché, alors que la production d'énergie par la vapeur entraînait des coûts d'exploitation trop importants pour produire des profits substantiels.

Les contribuables de Québec allaient connaître d'autres réductions. Pour faire taire les critiques à son égard, les distributeurs québécois durent consentir, en effet, à abaisser leurs taux de manière régulière. En 1923, par exemple, alors que Quebec Power tentait d'obtenir le renouvellement du contrat d'éclairage des rues avec la ville, on vit chuter le prix du kWh à 6,5 ¢. En une décennie, le prix du kWh avait diminué de 41 % à Québec. Mais une troisième baisse majeure des taux, celle de 1930, instaurait un nouveau type d'approche en matière de tarification. Quebec Power inaugurerait en effet une grille de prix à échelle graduée

qui avait pour objectif d'ajuster le prix du kWh à la consommation énergétique des usagers. À partir du 1^{er} juillet 1930, des tarifs régressifs furent offerts⁴¹ à la clientèle domestique. En vertu de cette grille tarifaire, les premiers 60 kWh mensuels étaient facturés à 4 ¢, les 340 kWh suivants à 2,5 ¢, les kWh restants à 1,5 ¢. La compagnie espérait ainsi stimuler la consommation de l'électricité, car en vertu de ce système, le prix diminuait avec l'augmentation de la consommation de l'utilisateur⁴².

FIGURE I : Évolution des tarifs résidentiels de l'électricité dans la ville de Québec, 1911-1937



Source : AHQ, Fonds de la Commission Lapointe :
tarifs de l'énergie électrique dans la ville de Québec depuis 1911

L'année 1937 marque la dernière étape en matière de tarification pour la période de l'entre-deux-guerres. C'est au cours de cette année, en effet, qu'Oscar Drouin, alors ministre des terres et forêts, annonçait qu'à partir du 1^{er} janvier 1937 Quebec Power allait procéder

⁴¹ Au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle politique tarifaire, l'abonné de Quebec Power pouvait choisir de conserver l'ancien système à coût fixe (5 ¢/kWh). Il n'avait cependant aucun avantage à persister dans cette voie. Aussi la compagnie abolit-elle cette mesure dès l'année suivante.

⁴² Comme nous pourrions l'observer en détail au prochain chapitre, l'adoption de la tarification graduée correspond à l'émergence d'un vaste mouvement antimonopole. Coïncidence ou soulèvement de l'opinion face à une facturation devenue trop complexe pour le consommateur non averti ? Nous y reviendrons.

à une nouvelle baisse des taux. Celle-ci devrait être équivalente à celle suggérée dans le rapport de la Commission des Experts nommés par la ville de Québec en 1933⁴³.

La figure I donne un aperçu de l'évolution des tarifs domestiques de l'électricité à Québec pour la période 1911-1937. Pour faciliter la comparaison, nous avons également choisi de donner les taux moyens⁴⁴ pour les périodes où apparaissent les taux régressifs.

Ces premières données sur l'évolution du prix de l'électricité domestique montrent une baisse sensible des tarifs en longue période (de l'ordre de 85 % entre 1911 et 1937). Voilà qui peut étonner quand on pense que la ville de Québec a été l'un des centres les plus actifs de la contestation antimonopole au Québec à cette époque. Comment concilier ces deux phénomènes apparemment contradictoires ? La radicalisation du mouvement à compter de 1930 ne peut être tenue entièrement responsable de la baisse des prix de l'électricité puisque la tendance à la baisse était enclenchée depuis plusieurs années déjà. Cette réduction des tarifs s'est-elle reproduite à l'échelle provinciale, voire nationale ? Il importe maintenant d'élargir notre champ d'investigation pour mieux situer le cas de Québec.

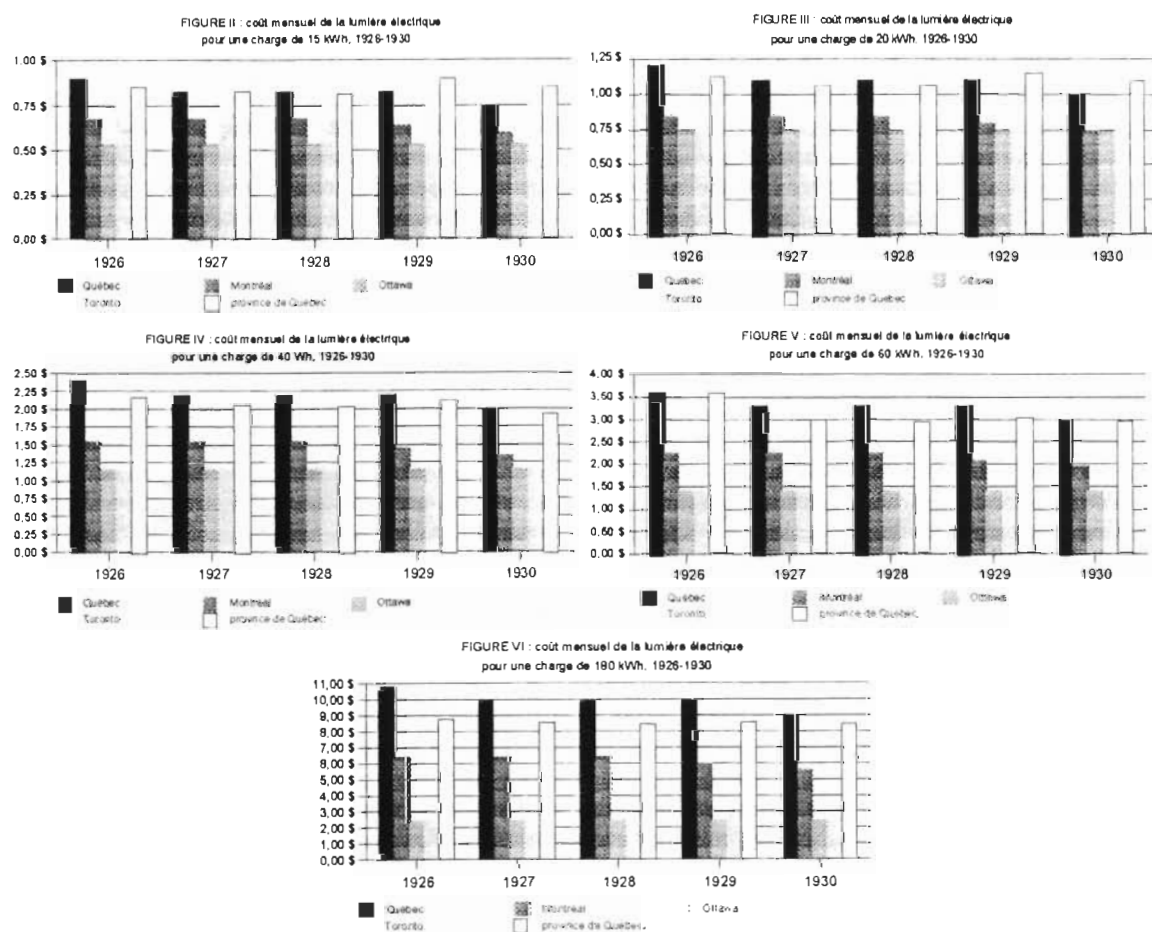
4.1 Les coûts élevés de l'électricité à Québec

Nous allons comparer les taux et l'évolution des coûts de l'électricité dans les villes de Québec, Montréal, Toronto et Ottawa. Plus loin, nous examinerons la question sous l'angle des moyennes provinciales (Québec et Ontario). L'analyse portera sur les années 1926 à 1930 inclusivement; cette période débute deux années seulement après la création de Quebec Power et juste au moment où s'amorce la grande contestation des années 1930.

⁴³ Nous verrons plus en détail la signification réelle de cet événement, en quatrième partie de notre recherche.

⁴⁴ À partir de 1931, les taux de l'électricité étant à échelle graduée (par exemple, les premiers 60 kWh coûtent 3,5 ¢, les 240 suivants 2,3 ¢, etc.), nous avons fait une moyenne de ces taux pour obtenir un taux fixe approximatif comme il en existait avant 1931. Toutefois, il faut considérer que ces évaluations nous donnent des moyennes de taux à la baisse, car il existait davantage de petits consommateurs d'électricité que d'usagers de grosse quantité d'énergie. Les taux exigés à ces derniers rendent donc le prix moyen de l'électricité un peu plus avantageux

Nous avons illustré graphiquement l'évolution du coût de la lumière électrique pour des consommations de 15, 20, 40, 60 et 180 kWh. Nous sommes ainsi en mesure d'analyser le prix de l'énergie en fonction des divers profils de consommation, du petit consommateur se contentant d'éclairer une ou deux pièces de son logement aux abonnés les mieux nantis, pourvus de divers appareils électriques. Les coûts apparaissant dans ces figures constituent en fait des moyennes mensuelles de consommation domestique de la lumière électrique.



Source : AVQ : QP1-4, 153-4, sous-série « Conseil et Comités » 1833 - 1965 : Électricité, 1931

qu'en réalité. Quoi qu'il en soit, la figure I n'a pour but que de donner une impression générale de l'évolution des

Cette comparaison révèle d'abord que Québec figure parmi les villes où le prix de l'électricité est le plus élevé. Cela est particulièrement vrai pour les abonnés dont le relevé mensuel est de 40 kWh et plus⁴⁵. Et plus on augmente la consommation, plus les tarifs à Québec se démarquent de ceux pratiqués dans les autres villes. Pour la catégorie des 15 et 20 kWh, les écarts, bien que réels, sont peu importants : pour le service de la lumière électrique, il en coûte de 22 à 46 ¢ plus cher à Québec au lendemain de sa signature du contrat avec *Quebec Power*, et de 0 à 26 ¢ de plus au début des années 1930. En 1925, les abonnés de Québec, dont le relevé marque au moins 40 kWh et plus, paient entre 65 ¢ et 8.37 \$ de plus que leurs vis-à-vis ontariens, et entre 65 ¢ et 6.57 \$ de plus au début des années trente. Mais la comparaison des tarifs désavantage la population de Québec à la fois par rapport à celle des villes de l'Ontario et à celle de l'ensemble du Québec. En effet, pour les consommations de 40 à 180 kWh, les contribuables de Québec, en 1926, paient de 17 à 65 % plus cher leur électricité qu'à Montréal. Le fossé s'est même creusé davantage en 1930 alors qu'on obtient des écarts de 60 à 68 %. La situation n'est d'ailleurs guère plus brillante lorsque l'on compare les taux moyens de la vieille capitale à ceux pour l'ensemble de la province de Québec. Cette fois encore, ce sont les plus gros consommateurs qui défraient la note. Si l'écart avec le reste du Québec n'est pas aussi grand qu'avec les villes ontariennes, il n'en demeure pas moins vrai que l'électricité coûte cher à Québec au cours de la seconde moitié des années 1920⁴⁶.

taux de l'électricité à Québec.

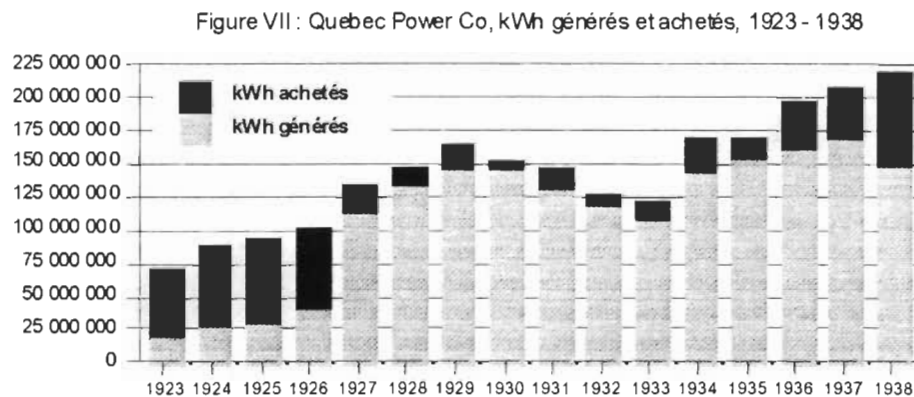
⁴⁵ En Ontario, on le sait, la grande majorité des municipalités — voire plusieurs zones rurales — profitent de bas tarifs depuis l'instauration d'Hydro-Ontario en 1906, une entreprise publique pour laquelle les critiques du coût élevé de l'énergie électrique à Québec ne tarissaient pas d'éloge et qui constituait alors une véritable référence — comme nous le verrons dans les chapitres suivants. Pour plus d'information, on peut consulter Fleming, Keith R. *Power at Cost, Ontario Hydro and Rural Electrification, 1911 - 1958*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992 et H.V. Nelles, *The Politics of Development*, Toronto, Macmillan, 1974.

⁴⁶ En fait, seulement dans trois cas précis la ville de Québec n'est pas l'endroit où l'on paie l'électricité le plus cher : pour la consommation moyenne de 15 kWh en 1929, celle de 15 kWh en 1930, et celle de 20 kWh la même année.

La question de la tarification déborde cependant la simple comparaison des prix et renvoie à une dynamique plus large, celle de l'économie de l'électricité dont il nous faut maintenant dire quelques mots.

4.2 Le contrôle de l'offre

Ces statistiques sur le prix de l'électricité à Québec, nous devons maintenant les confronter à l'offre d'énergie. Comme nous l'avons vu, la ville de Québec et sa région immédiate ne sont pas très bien nanties en matière de potentiels hydroélectriques. Quebec Power est dépendante de SWP pour une part appréciable de son énergie, celle de la Mauricie d'abord, et celle en provenance d'Île Maligne à partir de la fin des années 1920⁴⁷.



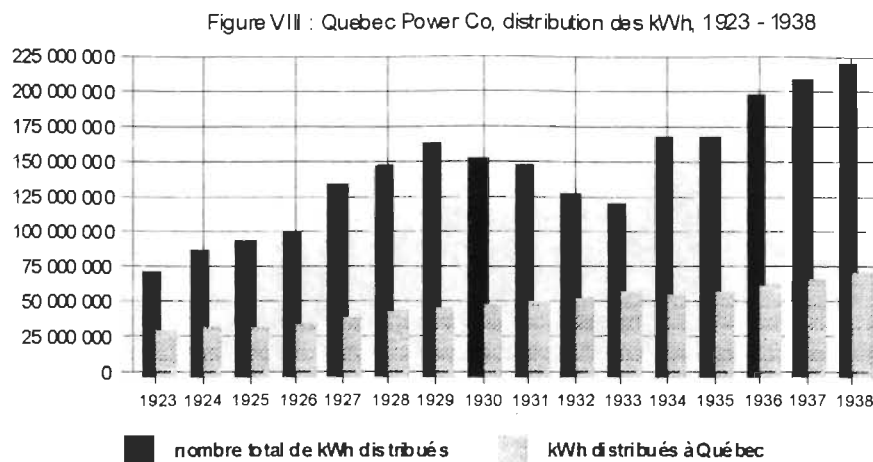
Source : *Quebec Power Company and Subsidiary Companies, 1938, Power Division*

⁴⁷ En effet, un contrat liait Shawinigan Water and Power et Duke Price Power qui assurait une puissance supplémentaire de 100 000 HP à Quebec Power.

La figure VII illustre la répartition de l'énergie générée et achetée par Quebec Power au cours de la période 1923-1938. On remarque que l'année 1927 est celle où la compagnie commence à produire davantage qu'elle n'achète d'énergie. En effet, cette année-là, Quebec Power faisait l'acquisition de la centrale des Sept Chutes, à Sainte-Anne-de-Beaupré (puissance installée de 18 710 kW). Puis, en 1929, la compagnie achetait la centrale de Saint-Raphaël sur la rivière du Sud augmentant la puissance installée de ses équipements de 2 800 HP supplémentaires. L'offre d'électricité étant ainsi assurée, la tarification élevée exigée par Quebec Power n'était vraisemblablement pas destinée à limiter la consommation. Pourrait-on alors supposer que c'est la faiblesse de la demande à Québec qui est responsable des coûts excessifs imposés par la compagnie ? En d'autres termes, assistait-on, à Québec au cours de l'entre-deux-guerres, à une sous-consommation de l'électricité, comme allait bientôt l'affirmer une étude préparée pour le compte de la Chambre de commerce de Québec⁴⁸ ?

Comme nous venons de le constater, Quebec Power devient de plus en plus autosuffisante en matière d'électricité. L'entreprise s'empare des usines nécessaires à l'optimisation de son service et peut, de toute évidence, subvenir aux besoins de sa clientèle de Québec et de la région. Pour nous en assurer, observons (figure VIII) la répartition de l'énergie distribuée dans la ville de Québec comparativement au total des kWh dont dispose l'entreprise pour l'ensemble de son réseau.

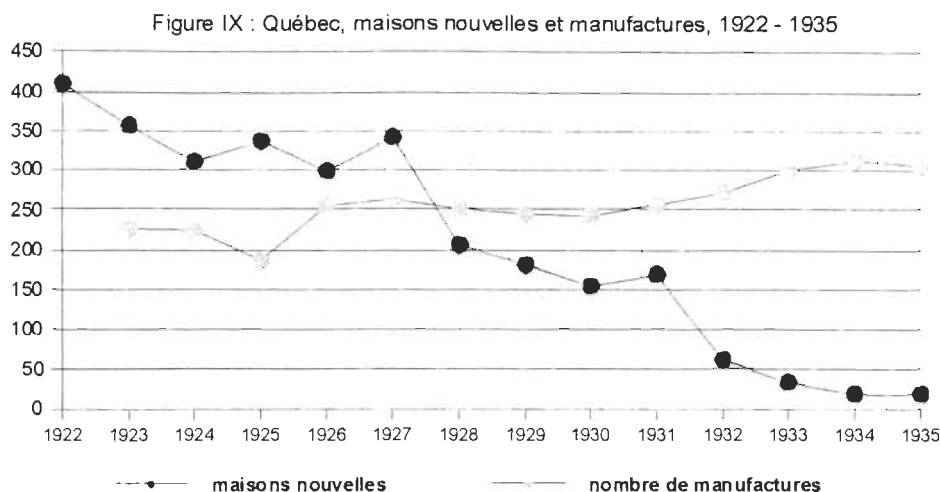
⁴⁸ Il s'agit d'une étude intitulée *Report of the Electric Rates Committee to the President and Members of the Council of the Quebec Board of Trade* déposée le 26 novembre 1930 dans laquelle furent analysés les taux résidentiels et commerciaux de l'électricité à Québec. AVQ, QP1-4, 153-3, sous-série «Conseil et comités», 1833-1965, Électricité - 1930. Nous reviendrons plus en détails sur cette étude dans le cadre de notre dernière partie du chapitre.



Source : Quebec Power Company and Subsidiary Companies, 1938, Power Division

On remarque d'abord que la croissance de la consommation à Québec semble moins rapide que celle de l'ensemble du réseau. Cela s'explique-t-il par l'ajout de nouvelles municipalités à mesure que l'entreprise étend son emprise sur le marché régional ? On sait qu'entre 1930 et 1932, Quebec Power ajoutait une douzaine de villes à son réseau. Pourtant, cette expansion s'accompagnait d'une baisse sensible de la demande d'électricité (voir à nouveau la figure VIII).

La différence entre la progression de la consommation d'énergie à Québec et celle du réseau entier de Quebec Power peut s'exprimer de cette façon : la ville a reçu 236% d'électricité de plus en 1938 qu'en 1923, tandis que le système complet de la compagnie a fourni 315 % plus d'énergie à l'ensemble de son territoire au cours de la même période (une différence de -79 %). Bien entendu, malgré les municipalités ajoutées au réseau de la compagnie, il faut également considérer que la ville de Québec est elle-même en constante croissance démographique. Durant la période 1923-1938, la population de la vieille capitale est passée de 116 488 à 153 719 résidents, soit une augmentation de 132 %. L'augmentation plus modeste de l'énergie distribuée à Québec, par rapport à la forte croissance enregistrée pour l'ensemble du réseau de Quebec Power, signifie-t-elle une sous-consommation de l'électricité à Québec ?



Pour tenter de répondre à cette question, examinons le développement des constructions domiciliaires et l'évolution du nombre de manufactures pour la période 1922-1935⁴⁹ à Québec. Comme l'indique la figure IX, les constructions de maisons nouvelles diminuent tout au long de la période, même quelques années avant la Dépression. Sans doute qu'un développement résidentiel plus vigoureux aurait apporté un nombre substantiel de nouveaux clients à Quebec Power. On n'observe pas, non plus, d'augmentation sensible du nombre de manufactures, tout au plus une légère hausse au cours des années 1931-1933. Ces deux indices semblent confirmer les conclusions d'un rapport intitulé *Études des conditions affectant la consommation d'énergie électrique dans les provinces d'Ontario et de Québec* réalisé par Huet Massue vers 1931⁵⁰. Le problème se pose donc de cette façon : consomme-t-on peu à Québec en raison d'une tarification trop élevée, ou est-ce que la compagnie se voit forcée d'exiger de tels taux en raison d'une sous-consommation ?

⁴⁹ Recensements décennaux du Canada et Annuaires statistiques du Québec.

⁵⁰ Dans ce rapport, Massue explique la basse consommation d'électricité à Québec par «une activité manufacturière limitée» et un nombre d'habitation peu élevé. Huet Massue, *Études des conditions affectant la consommation d'énergie électrique dans les provinces d'Ontario et de Québec*, Montréal, [s.n.], (1931).

Selon l'étude de la consommation domestique dans la ville de Québec effectuée par la Chambre de commerce, on évaluait le nombre de consommateurs de lumière électrique à environ 20 000 en 1930⁵¹. Comme le recensement canadien estime le nombre de logements occupés à 22 900⁵², on peut conclure que le taux de pénétration du service de l'électricité dans la ville se situait probablement autour de 87 %. S'agit-il d'un retard par rapport aux autres villes à la même époque ? Claude Bellavance et Paul-André Linteau estiment entre 89 et 99 % le taux de pénétration de l'électricité à Montréal en 1930⁵³. Il semble donc que l'électrification à Québec accuse un certain retard.

Dans cette optique, il demeure difficile de déterminer si une compagnie comme Quebec Power avait réellement besoin de tarifs si élevés pour générer des bénéfices propices à rencontrer les promesses de dividendes faites aux actionnaires, et à couvrir toutes les dépenses liées au bon fonctionnement de l'entreprise. Une étude financière serait nécessaire pour établir le niveau de rentabilité de cette compagnie. Toutefois, une source d'énergie existante parfois oubliée semble encore exercer un certain impact pour la formation des stratégies tarifaires de Quebec Power : le gaz. À la lecture des rapports annuels faits à ses actionnaires, Quebec Power démontre que son intérêt pour le service du gaz n'a pas diminué. Dans le rapport de 1938, par exemple, la compagnie écrivait :

«La vente du gaz pour la cuisson continue d'être sérieusement affectée par les bas tarifs de l'électricité. Par contre, l'usage du gaz pour le chauffage des maisons et le chauffage de l'eau pour fins domestiques, devient de plus en plus populaire : au cours de l'année, plusieurs installations de chauffage à gaz ont été faites; le nombre de chauffe-eau à gaz a aussi considérablement augmenté. L'augmentation dans ces deux derniers services a compensé, en grande partie, la diminution du revenu par ailleurs⁵⁴».

⁵¹ *Report of the Electric Rates Committee to the President and Members of the Council of the Quebec Board of Trade*, 26 novembre 1930. AVQ, QP1-4, 153-3, sous-série «Conseil et comités», 1833-1965, Électricité - 1930.

⁵² *Recensement décennaux du Canada*, 1931.

⁵³ Claude Bellavance et Paul-André Linteau, *La diffusion de l'électricité à Montréal au début du XX^e siècle*, à paraître.

⁵⁴ AHQ, Rapports annuels du Conseil d'administration de la Quebec Power Company.

Cette citation donne un indice des intérêts de *Quebec Power*, surtout si on considère que la question de la vente du gaz fut régulièrement mentionnée dans tous les rapports précédents remis aux actionnaires. Quebec Power, nous le rappelons, est le résultat d'une fusion entre PSC et la QRLH&P. Cette dernière, avant de devenir une filiale du groupe Shawinigan, détenait entre autres le monopole du gaz dans Québec et sa région. Il serait alors logique de croire qu'une compagnie disposant à la fois des puissantes ressources hydroélectriques de SWP et des installations de fourniture du gaz de QRLH&P puisse tenter de tirer le maximum de toutes ces infrastructures. Ce qui compte, dans toute entreprise, c'est la rentabilité. Et faire diminuer trop rapidement les tarifs de l'électricité signifiait, à brève échéance, la mort du service du gaz. Nous croyons donc que Quebec Power tentait d'assurer la viabilité de ces deux types de services, surtout au moment où celui des tramways était particulièrement non rentable⁵⁵.



À l'approche de la contestation des années 1930, Quebec Power disposait donc de tous les atouts nécessaires pour préserver son monopole. La nouvelle firme faisait partie de ces grandes entreprises pour qui la conquête d'économies d'échelle signifiait croissance et rentabilité⁵⁶. En raison des limites des ressources disponibles, d'une technologie coûteuse et de la faiblesse de la demande, les premiers distributeurs d'électricité offrant leur service à la ville de Québec ne pouvaient assurer un développement rapide du service de l'électricité. Fortement tributaire au départ des contrats d'éclairage des rues et de la

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Comme l'ont bien démontré Armstrong et Nelles, le monopole demeure bel et bien à la fois un but, un choix, une politique, une influence, une tactique et un effort humain. Et les entrepreneurs d'utilités publiques ont été davantage que de simples instruments passifs réagissant seulement au rythme de dynamiques économiques et technologiques. Ces monopoles ont été des créations nécessaires pour faire face aux diverses pressions concurrentielles; mais également — et c'est ce qui nous intéresse particulièrement — des créations confrontées

consommation des industries manufacturières, l'industrie de l'électricité fut progressivement appelée à tenir compte du potentiel de développement du marché domestique. Pourquoi, effectivement, ne pas offrir le service de l'électricité aux ménages si cela peut générer des profits supplémentaires ?

Mais si divers processus de rationalisation furent à l'œuvre tôt dans le siècle, seule une entreprise de l'envergure de Quebec Power (elle-même filiale d'une compagnie d'électricité qui allait étendre son emprise sur une bonne partie du territoire québécois), avait les ressources pour soutenir véritablement le développement du marché domestique de l'électricité à Québec. Pour que l'électricité se diffuse dans l'ensemble des ménages, il fallait cependant que son prix diminue fortement; que de produit de luxe réservé aux plus nantis, l'électricité devienne de plus en plus un bien d'usage courant pour une part toujours plus grande de la population.

Les stratégies tarifaires des compagnies d'électricité devaient donc être adaptées à un nouveau type de clientèle, et par surcroît à une dynamique de consommation différente. Les tarifs de l'électricité à Québec, nous l'avons vu, ont connu une diminution régulière de 1911 à 1937. Mais ces réductions furent davantage le résultat de la conquête des marchés de la vieille capitale par les compagnies d'utilités publiques que celui du souci d'offrir des services aux meilleurs prix, du moins jusqu'en 1925. Il fallait installer le monopole en éliminant la concurrence. Cette stratégie d'implantation des grandes entreprises dans les centres urbains fut employée généralement partout en Amérique du Nord. La chute des taux que connaissait Québec dans les premières décennies du siècle n'avait rien d'exceptionnelle, elle n'obéissait en fait qu'à une logique d'implantation. C'est plutôt lorsqu'on compare les taux de Quebec Power à ceux des villes ontariennes et de Montréal qu'on constate

à une opposition acharnée, exprimant alors la cohabitation plutôt difficile entre les dimensions de la technologie et des affaires et celles de la politique et de la culture. Armstrong et Nelles : 93 - 94.

finalement à quel point les consommateurs de Québec payaient plus cher qu'ailleurs l'électricité⁵⁷.

Rentabilité, profits, atteinte ou conservation du monopole, voilà donc autant de mobiles qui commandaient les stratégies entrepreneuriales. C'était précisément ce contrôle visé par les entreprises d'utilités publiques que les contemporains de l'entre-deux-guerres ont tenté d'éradiquer, ou, à tout le moins, de ralentir. Nous nous sommes demandé pourquoi cette manifestation antimonopole avait connu une telle ampleur dans la ville de Québec, car la vieille capitale fut sans aucun doute l'un des foyers les plus actifs de l'action antitrust de la province, voire du pays, au cours des années 1930.

L'étude comparative des taux de l'électricité que nous avons effectuée avait déjà été réalisée par les experts de l'époque. L'analyse du cas ontarien fut celle qui frappa le plus l'imagination des contemporains. Les réalisations d'Hydro-Ontario, considérées avec intérêt par nombres d'experts aux États-Unis et en Europe⁵⁸, devenaient alors une référence. Mais ce qui paraissait le plus insupportable pour les contestataires de Québec, c'était la mauvaise position de leur ville comparativement aux autres centres québécois, Montréal en particulier.

Si on conjugue un affaiblissement du monde des affaires⁵⁹ de Québec à la prise de conscience que les taux de l'électricité dans la ville sont supérieurs à presque tous ceux des

⁵⁷ L'universalité du problème de l'électricité ne fait plus de doute aux yeux du gouvernement fédéral. Dans un document préparé par le département du commerce, au sujet de la tarification de l'électricité au Canada, il est mentionné que «la question des taux de l'électricité est un des sujets les plus controversés au Canada, aux États-Unis et probablement dans beaucoup d'autres pays». Canada, Department of Trade and Commerce, Dominion Bureau of Statistics, Public Utilities Branch : *Index Numbers of Rates for Electricity for Residence Lighting and Tables of Monthly Bills for Domestic Service, Commercial Light and Small Power*. Ottawa, 1931. In AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 - Électricité, 1931.

⁵⁸ Par exemple, en 1930, M. Gaby, ingénieur en chef de la «Ontario Hydro-Electric Power Commission», donna une conférence dans le cadre du Congrès international de l'électricité de Berlin. AHQ, P1/107, Commission Lapointe : rapport sur les taux de l'électricité élaboré par la commission spéciale d'enquête nommée par le Conseil de ville de la cité de Québec, Chapitre X.

⁵⁹ Fernand Ouellet, un des rares à s'être intéressé à la Chambre de commerce de la ville de Québec écrivait : «La Chambre se définissait, traditionnellement, comme un organisme de promotion économique. C'est dire qu'elle était représentative des intérêts des hommes d'affaires. On comprend alors qu'elle n'ait englobé, jusqu'en 1918, que des catégories d'entrepreneurs suffisamment représentatifs des intérêts à long terme de l'économie de Québec». L'auteur ajoute qu'en 1920, la Chambre continuait à soutenir ce leitmotiv. En fait, son pouvoir d'action reposait principalement sur le dynamisme et la solidarité des hommes qui en faisaient partie.

autres villes de la province et de l'Ontario, il n'y a qu'un pas vers la contestation. Il semble que tous les éléments soient réunis pour faire de la ville un des foyers de contestation les plus actifs de la province, voire même du pays : une ville aux prises avec de graves difficultés économiques structurelles, une ville qui ne cesse de perdre du terrain face au grand pôle montréalais tout en assistant au déclin de son port. Ajoutons à ces facteurs des tarifs d'électricité plus élevés qu'ailleurs, en particulier pour les gros consommateurs, c'est-à-dire les commerçants, et nous voilà en présence d'éléments susceptibles de catalyser le mouvement de contestation antimonopole dans la ville de Québec.

Ainsi, au cours des années 1920, la période de crise que subissait alors la ville de Québec — chômage endémique, fort taux de faillites commerciales, industrielles et financières conjugués à la concurrence toujours grandissante de Montréal — devint le catalyseur d'un état de détresse généralisé chez les hommes d'affaires locaux. Les difficultés de la ville de Québec allaient se poursuivre jusqu'en 1934. À partir de 1929, l'import-export déclina, créant un malaise généralisé au sein du commerce et de l'industrie. En définitive, il faudra attendre le début du second conflit mondial, et l'économie de guerre, pour que les affaires reprennent de la vigueur à Québec. Fernand Ouellet, *Histoire de la chambre de commerce de Québec : 1809-1959*, Québec, Université Laval, 1960.

Chapitre 2

La question de l'électricité dans les années 1920 à Québec : un nouvel enjeu social

La création de Quebec Power, au début des années 1920, nécessita la négociation d'un nouveau contrat avec la ville de Québec dès 1925. Cet événement d'importance allait susciter une véritable prise de conscience de la part des élites économiques et politiques locales quant au prix élevé de l'électricité. Pour la première fois, à ce qu'il semble, on allait faire un lien étroit entre le prix de l'énergie et le développement économique local. Certes, les pratiques tarifaires des distributeurs ancêtres de Quebec Power avaient déjà suscité un certain mécontentement¹, et des critiques avaient été exprimées contre le service du gaz dès la décennie 1860². Il faudra toutefois attendre les lendemains de la ratification du contrat de 1925 pour que le mouvement contestataire gagne une vaste audience et soit en mesure d'influencer de façon sensible les dirigeants municipaux.

Durant les premières décennies du XX^e siècle, la concentration à grande échelle de capitaux par les compagnies géantes entraîna la marginalisation croissante des petites

¹ Par exemple, le 26 mai 1910, une lettre adressée au Conseil de ville par l'Association des Marchands-Détaillants du Canada et par des hommes d'affaires de Québec condamnait la disparition d'une «juste compétition» des taux d'éclairage depuis la fusion de la Compagnie de Lumière Électrique de Montmorency avec la Jacques-Cartier Water and Power Co.». Les plaignants demandaient un «traitement plus justifiable pour les abonnés» alors que le développement de la ville de Québec assurait «aux dites compagnies un revenu croissant». Ils ajoutaient que «l'unique compagnie monopolise actuellement le luminaire à Québec». Correspondance : L'Association des Marchands Détaillants (sic) du Canada au Maire de Québec et les échevins. Archives de la Ville de Québec (AVQ), sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965, éclairage : 1910 - 1913, QP1-4, 42-4.

² François Langelier, jeune avocat (et futur lieutenant-gouverneur), écrivait, en décembre 1868, dans un manifeste intitulé : *Lettres sur les affaires municipales de la Cité de Québec* (Québec, Imprimerie de L'Événement : 12) : «Tout le monde admettra qu'on ne peut de nos jours considérer une ville bien éclairée, que si elle est éclairée au gaz ; l'huile de pétrole nous ramènerait au temps des quinquets et des lanternes. Nous ne pouvons obtenir du gaz que d'une seule compagnie, et elle profite de son monopole pour faire payer des prix absurdes, afin de donner à ses actionnaires des dividendes scandaleux. Tout le monde se plaint de cet abus, mais, en attendant, tout le monde en souffre, la municipalité comme les individus». Provost : 182.

entreprises et de leurs dirigeants. Nous allons voir dans ce chapitre que ce sont justement les milieux d'affaires qui prirent d'abord position sur la question de l'électricité au cours des années 1920 à Québec, avant que ne se joignent à eux d'autres groupes sociaux. Cet élargissement de la base sociale du mouvement coïncide avec le moment où le caractère essentiel du service de l'électricité s'imposait définitivement pour l'ensemble des citoyens.

1. Les prises de position des groupes sociaux

L'après-guerre fut une période de changement rapide pour les entreprises d'électricité. Les techniques de production permettaient des économies d'échelles importantes et les marchés se développaient et se diversifiaient rapidement à mesure que progressait l'électrification urbaine. Ces changements rapides allaient rendre nécessaire la révision des stratégies des entreprises en matière de tarification. Lorsque fut formée Quebec Power, celle-ci était liée de diverses manières envers les citoyens de Québec. Sa filiale, *QRLH&P*, assurait le service des tramways depuis la première décennie du siècle. Elle avait elle-même repris de ses prédécesseurs le contrat d'éclairage des rues de même que la permission de vendre l'électricité aux divers types de clients (commerces, entreprises manufacturières, foyers, etc.). En septembre 1924, les dirigeants de *QRLH&P* et de Quebec Power s'adressaient au Conseil de ville de Québec pour que l'on commence à négocier le prochain renouvellement de contrat pour le service de tramways ainsi que pour l'éclairage des rues. Ils estimaient que le contexte économique avait beaucoup changé depuis 30 ans et qu'il fallait revoir, pour les actualiser, nombre de clauses de l'ancien contrat.

Ainsi, durant les négociations qui mèneront à la ratification du contrat entre la ville de Québec et Quebec Power en 1925, et au cours des années subséquentes — c'est-à-dire jusqu'à la radicalisation du mouvement contestataire au début des années trente —, divers

groupes sociaux allaient être amenés à prendre position sur la «question de l'électricité» dans la vieille capitale.

1.1 La Chambre de commerce de Québec : de la dénonciation globale de la tarification à une contestation spécifique des tarifs jugés excessifs pour le commerce et les entreprises

À la veille de la mise en force du contrat de 1925, le Conseil de la *Chambre de commerce de Québec* demandait à la Commission des services d'utilités publiques (CSPQ) de faire enquête sur les taux de l'électricité pour l'éclairage et la force motrice, dans la région de Québec, et de prendre les moyens nécessaires pour réduire les tarifs que la Chambre jugeait excessifs³. On récusait les arguments des dirigeants de PSC et QRLH&P selon lesquels la fusion des deux firmes avait été réalisée dans l'intérêt public, une diminution des frais d'exploitation devant se traduire par une réduction des taux de l'électricité. Or, selon les membres de la Chambre, les résultats de cette rationalisation avaient été tout autres. D'abord, la réduction promise pour l'éclairage n'avait été en fait que minime, les taux du pouvoir ayant même augmentés de 60 %⁴. La «Houille Blanche», estimait-on, était indispensable au développement du secteur industriel de Québec. La Chambre affirmait que le monopole de l'électricité empêchait les industries établies à Québec de bénéficier d'une richesse naturelle pourtant abondante et qu'il était aberrant de constater qu'à la suite de la fusion de l'actif de ses prédécesseurs, la nouvelle entreprise puisse imposer des taux supérieurs à ceux qui existaient auparavant. Fidèle à sa mission de promoteur de l'économie locale et utilisant des arguments patriotiques, l'organisation demandait la «protection» du

³ Résolution adoptée par le Conseil de la Chambre de commerce de Québec (13 novembre 1924) ayant trait à la requête des services publics de Québec dans les taux de pouvoir électrique. Dans AVQ, sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965, éclairage : 1917 - 1929, QP1-4, 43-2.

⁴ *Ibid.*

conseil municipal et de l'État québécois, suggérant du même coup l'annulation de la fusion et le retour aux anciens tarifs.

Quelques mois plus tard, la Chambre de Commerce faisait à nouveau connaître ses profondes inquiétudes. Cette fois, les membres suggéraient aux édiles municipaux de confier à des experts une étude sur les divers services publics de la ville afin de préciser les conditions d'exploitation, de dégager des perspectives de développement et de déterminer le «coût auquel ils peuvent être produits et offerts au public⁵». Leur requête semble enfin avoir été entendue si l'on se fie au contenu d'un long rapport intitulé *L'électricité à Québec : étude comparative des tarifs en force à Québec et dans d'autres villes canadiennes; suivie de commentaires sur la manière technique et commerciale d'établir ces tarifs*⁶, lequel rapport a probablement été commandé par le Conseil de ville. L'objectif de cette enquête était d'établir «la légitimité et la justice des tarifs en force à Québec, tant au point de vue des systèmes en usage que de la valeur commerciale même de l'électricité [...] vendue⁷».

Essentiellement, le Rapport Gravel, du nom de son auteur⁸, soulignait que la question des taux de l'électricité était une matière fort complexe et qu'il fallait être très prudent lorsque l'on comparait les taux en vigueur entre divers centres urbains, car ceux-ci reposaient souvent sur des bases totalement différentes. Cette question en était une d'ordre «économique et commercial qui doit obéir à des lois⁹». Dès le début, la méfiance de l'auteur à l'égard des compagnies d'électricité est évidente. Gravel se demandait si les firmes ne

⁵ *Ibid.*

⁶ *L'électricité à Québec : étude comparative des tarifs en force à Québec et dans d'autres villes canadiennes, suivie de commentaires sur la manière technique et commerciale d'établir ces tarifs.* Par J. A. Gravel, Québec, décembre 1924. AVQ, QP1-4, 43-2, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 – 1965, Éclairage : 1917-1929.

⁷ *Ibid.*

⁸ Nous ne possédons aucun renseignements au sujet du nommé Gravel, auteur du rapport. Toutefois, il est très probable qu'il était un ingénieur à la ville de Québec.

⁹ Dans son rapport, J. A. Gravel a bien pris soin de souligner les mots «des lois». *Ibid.*

manipulaient pas les lois par «malin plaisir», de manière à tromper le public. Mais son questionnement allait plus loin. Si tout pouvoir hydraulique au potentiel supérieur à 200 HP, développé ou non, était déclaré par la loi être d'utilité publique, est-ce que cette même loi permettrait au public de «voir à l'administration des compagnies qui exploitent ces pouvoirs, et à se faire rendre compte de telle administration ?». Pour Gravel, une compagnie d'utilité publique ne peut bénéficier des mêmes droits et pouvoirs qu'une compagnie ordinaire. En d'autres termes, le principe d'utilité publique devait garantir l'instauration du plus bas prix possible, tout en respectant, bien sûr, le droit pour les entreprises de dégager des profits convenables. En somme, écrivait Gravel, il fallait veiller au droit des citoyens¹⁰.

Cette première étude sur la tarification de l'électricité à Québec témoigne de la position des élites québécoises de l'entre-deux-guerres face au grand capital¹¹: la contestation du «capitalisme sauvage» vise les excès de ce système plutôt que sa remise en cause. En fait, le capitalisme de concurrence a laissé la place à un autre, de type monopoliste, et c'est précisément ce changement que dénonçait la petite bourgeoisie de l'époque. Soulignons également que cette étude s'appliquait à déterminer les coûts les plus équitables possibles pour la force motrice, et que jamais il n'est fait mention de l'éclairage domestique ou commercial. Il s'agit là d'un indice qui suggère : 1- que le service de l'électricité pour l'éclairage, au début des années 1920 à Québec, n'avait probablement pas encore gagné un nombre important de foyers, surtout parmi les plus modestes ; 2- que cette étude semble avoir été commandée par des intérêts principalement commerciaux, voire industriels. En somme, on peut croire que ce rapport est surtout le résultat des pressions soutenues de la Chambre. Cette dernière apparaît donc, en quelque sorte, comme l'un des

¹⁰ Pour être plus précis, «ce devoir de veiller comporte l'obligation d'empêcher» la surcapitalisation; le monopole; le contrôle indu; la capitalisation indu des profits; le paiement de profits non gagnés; l'accumulation de réserves non utiles; la vente de pouvoir à des favoris à un prix inférieur au prix coûtant réel; le développement trop rapide, si le marché ne s'y prête pas; et maintes autres pratiques, déloyales, illégitimes ou même illégales.

précurseurs de la contestation antimonopole dans la vieille capitale. Cette situation s'expliquerait par le principe même du développement de l'électricité de l'époque, c'est-à-dire que l'industrie électrique a cherché d'abord à alimenter les gros consommateurs — les industries manufacturières notamment — avant de diriger son attention vers la consommation domestique. Il est à noter que les premiers clients des distributeurs d'électricité seront aussi les premiers à s'opposer à leurs pratiques monopolistes pendant cette période où les usages industriels prévalent.

En juin 1925, la Chambre demandait au Conseil de ville de lancer immédiatement les appels d'offre en prévision du renouvellement prochain du contrat pour l'éclairage des rues de la ville et de la vente du pouvoir électrique à des fins industrielles. L'organisme souhaitait également la formation d'un comité d'échevins qui travaillerait de concert avec lui pour étudier les moyens à prendre pour obtenir les meilleurs taux possibles¹². Elle voulait ainsi participer au processus décisionnel tout en affirmant clairement ses priorités : le pouvoir moteur et l'éclairage des rues. Au milieu des années 1920, l'éclairage domestique n'est manifestement pas une préoccupation pour ses membres¹³.

Un témoignage — celui d'un commerçant — nous informe à son tour sur la relation qu'établissaient les hommes d'affaires de Québec entre les taux élevés d'électricité pratiqués par Quebec Power et les difficultés de développement de leur ville. La requête laisse voir un malaise grandissant au sein de ce groupe social qui, non seulement s'inquiète de la position précaire de leurs établissements dans la cité, mais s'interroge également sur la position économique de Québec dans l'ensemble québécois ou canadien. Ainsi, en mars 1925 —

¹¹ À ce sujet, on peut consulter entre autres Clinton Archibald, *Un Québec corporatiste ?* Hull, Asticou, 1983, et Marcel Olskamp, «Le Québec des années trente». *Écrits du Canada français*. N° 77 (1993).

¹² Correspondance : Chambre de Commerce de Québec à J. O. Samson, Maire de la Ville de Québec. Dans AVQ, QP1-4, 43-2, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Éclairage, 1917 - 1929.

¹³ Et en juillet, la Chambre persévérait dans son action en incluant, dans une nouvelle correspondance, des renseignements sur les taux d'électricité en révélant qu'un comité de la Chambre avait déjà étudié cette question. Toutefois, nous n'avons pas pu repérer les dits renseignements.

quatre mois avant que le contrat de dix ans liant la ville et Quebec Power ne soit mis en force —, la maison C. W. Lindsay Ltée portait plainte contre la compagnie devant la Commission des services publics de Québec (CSPQ)¹⁴. L'entreprise contestait la tarification du service de Quebec Power¹⁵. Le plaignant affirmait que l'utilisation de ses ascenseurs à marchandises et à passagers lui coûtait en électricité 300 \$ par an avant la fusion *Quebec Power* - QRLH&P, et que depuis, ce service lui demandait un déboursé annuel de 500 \$ (soit une augmentation d'environ 66 %). Le plaignant ajoutait que sa facture atteignait maintenant (en 1925) 625 \$, ce qui représentait une augmentation de 104 % par rapport à la facture initiale. Dans la formulation de sa plainte, la maison Lindsay considérait ces «augmentations ridicules et injustifiées, nuisibles au développement commercial et industriel de la ville de Québec». Et par surcroît, que «la ville [...] tient une piètre position canadienne à ce titre par la faute du monopole Quebec Power¹⁶».

Le nouveau contrat entre Québec et Quebec Power entra néanmoins officiellement en vigueur le 1^{er} août 1925. Il ne semble pas que la position exprimée par la Chambre ait eu une influence déterminante dans les négociations avec la compagnie. La ville semble avoir choisi de mener seule les discussions avec l'entreprise lui demandant de proposer des tarifs selon que l'on accorderait un contrat d'une durée de deux, cinq ou dix ans. Quebec Power n'avait fourni des propositions que pour des périodes de cinq et dix ans. Signalons qu'elle fut la seule firme à soumettre une offre de service à la ville¹⁷.

¹⁴ Selon nos sources, il s'agit de la plainte la plus ancienne rapportée à la CSPQ par un citoyen de Québec.

¹⁵ CSPQ, Ordonnance No. 926 : C. W. Lindsay Ltée, pianos, orgues, phonographes et disques (requérant) contre Quebec Power Co. (intimée). Dans Rapport annuel de la Commission des Services Publics de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1925.

¹⁶ Appelé à s'expliquer, l'ingénieur en chef de la compagnie assurait les commissaires de la CSPQ que les taux pratiqués étaient autorisés et surtout conformes au contrat liant la ville à Quebec Power, c'est-à-dire à celui qui liait auparavant PSC et la Ville de Québec.

¹⁷ Québec avait donc eu le choix entre une entente de longue ou de moyenne durée. L'entreprise privilégiait pour sa part la formule du contrat à long terme. Les modalités des offres de la compagnie nous le confirment : grosso modo, pour un contrat de cinq ans, il en aurait coûté à la ville 75 \$ par lampe, par année (en

À la suite de la signature de l'entente entre la ville de Québec et la filiale de SWP, les opposants au nouveau monopole Quebec Power — avec la Chambre de commerce comme porte-parole — devaient composer avec un conseil de ville encore peu disposé à remettre en question les pratiques tarifaires en vigueur. La contestation était alors peu organisée, et ses bases sociales assez étroites. Les hommes d'affaires de Québec allaient néanmoins poser les premiers jalons d'un véritable mouvement de contestation.

Aussi, la Chambre de commerce poursuivait-elle ses investigations. En mars 1928, elle exigeait de la part du conseil de ville une copie complète du contrat avec Quebec Power afin de lui faciliter la tâche lors de l'examen de «certaines plaintes qui lui ont été faites sur les taux élevés et conditions arbitraires des nouveaux contrats» passés entre la compagnie et certains manufacturiers locaux¹⁸. L'organisme dut insister à plusieurs reprises auprès des autorités municipales avant d'obtenir enfin ces documents. Elle reformula sa demande en octobre et en décembre. En janvier 1929, elle se plaignit encore de n'avoir reçu que deux pages du document. Au cours de ces requêtes successives, la Chambre avait également invité le maire à se joindre à elle, pour étudier la question des taux de l'électricité. Au préalable, elle aurait souhaité que le conseil municipal lui fournisse une copie complète du contrat accompagnée d'une liste des taux offerts par Quebec Power, de même qu'un exemplaire de la charte de la ville¹⁹. Finalement, ce n'est qu'à la toute fin de l'année 1929 que le maire remit les dossiers tant désirés. Le maire Auger en profita pour mettre les choses au clair avec la Chambre de commerce; il souhaitait corriger une erreur assez répandue parmi ses membres. Au dire du maire, on semblait croire à la Chambre que le contrat signé

plus du coût des lampes et de leur installation), tandis qu'un pacte de dix ans réduisait cette somme à 62.16 \$, sans frais de matériel ni d'installation. Les élites de Québec, à partir d'août 1925, devaient se rendre à l'évidence que l'entête de leur facturation d'électricité allait porter le logo de Quebec Power durant toute une décennie. Correspondance: Tanguay, gérant général de Quebec Power au Maire de Québec et les échevins. *Ibid.*

¹⁸ Correspondance : La Chambre de Commerce de Québec au Maire J. O. Auger de Québec : AVQ, QP1-4 , 43-2, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965: Éclairage, 1917 - 1929.

¹⁹ *Ibid.*

entre la ville et Quebec Power, pour l'éclairage municipal, ait accordé à la compagnie une franchise d'exclusivité pour le service de l'électricité à des fins domestiques ou industrielles. Le maire s'en défendait : la ville n'avait pas d'autre contrat que celui-ci, il ne s'agissait que d'une convention privée fixant les taux pour l'éclairage des rues, des parcs et des bâtiments municipaux. La seule disposition concernant le public était celle qui obligeait le distributeur à fournir l'électricité pour fins domestiques à 6 ¢ par kWh — un tarif maintenant réduit à 5½ ¢. En somme, la ville affirmait n'avoir aucune prise sur les taux exigés pour l'électricité servant à d'autres fins que la force motrice²⁰. Cette mise au point reflète à nouveau les malaises engendrés par la question de l'électricité à Québec durant les années 1920. La Chambre de commerce se méfiait manifestement du conseil de ville, tandis que ce dernier sentait le besoin pressant de dissiper tout malentendu permettant de douter de sa probité.

En novembre 1930, la Chambre de commerce faisait part au conseil de ville des résultats d'une nouvelle étude des taux de l'électricité en vigueur à Québec²¹. C'était la première d'une série d'enquêtes visant à évaluer la question tarifaire de Québec. Selon la Chambre, les problèmes particuliers qui semblaient caractériser la ville de Québec étaient les suivants : une faible consommation moyenne d'électricité, des coûts de production élevés et un fardeau fiscal trop lourd pour l'entreprise de service public. La Chambre croyait que le problème de la basse consommation se réglerait de lui-même par l'éducation du public. Il serait, par ailleurs, plus économique de centraliser la production d'électricité plutôt que d'exploiter sept petites chutes comme c'était actuellement le cas. Enfin, le niveau élevé des taxes que devait payer la compagnie était imputable à la politique fiscale discriminatoire du gouvernement fédéral qui exemptait les services municipaux et les entreprises d'État. La Chambre affirmait que Quebec Power ferait tout le nécessaire pour satisfaire l'opinion

²⁰ *Ibid.*

publique et que, dans les circonstances, elle considérait que la population était traitée avec équité. Ayant ainsi pris le parti de la compagnie, le rapport concluait que les petits consommateurs d'électricité domestique — la Chambre évaluait leur proportion à 70 % — avaient peu à se plaindre, car ils ne payaient que le minimum mensuel de 2.00 \$. C'était en fait les gros consommateurs qui étaient les plus pénalisés, soit particulièrement ceux payant plus de 5, voire plus de 10.00 \$ par mois. Ces derniers étaient désavantagés en raison de la faible consommation des petits usagers. Bref, entre le domestique et le commercial, il était évident aux yeux de la Chambre que les commerçants étaient ceux qui payaient le plus cher le service de l'électricité. Les nouvelles échelles de tarifs pour la consommation domestique — les taux à échelle graduée²² — offraient des avantages substantiels aux consommateurs, mais elles ne s'appliquaient qu'à l'utilisation de l'électricité pour la cuisson et l'éclairage. La clientèle commerciale ne pouvait en profiter.

Jetant le blâme sur la faible consommation d'électricité plutôt que sur la compagnie elle-même, la Chambre était d'avis que quelque chose pouvait être fait pour hausser l'usage général de l'électricité à Québec. Elle affirmait, en outre, que les revenus de Quebec Power n'avaient rien d'exorbitants en regard de la faiblesse de la consommation moyenne.

Comme on le voit, d'importantes nuances commençaient à se faire entre les factions quant à leur position sur la question de l'électricité de l'entre-deux-guerres. La Chambre, bien qu'en désaccord avec les taux commerciaux élevés, se refusait à jeter le blâme sur la compagnie. Après tout, Quebec Power était une entreprise privée, au même titre que celles dont pouvaient être propriétaires la plupart des hommes d'affaires de la Chambre. Aussi, pointaient-ils plutôt du doigt la sous-consommation de l'électricité : si les taux étaient élevés, c'était en raison de la faible consommation des abonnés domestiques. La question centrale

²¹ *Report of the Electric Rates Committee to the President and Members of the Council of the Quebec Board of Trade*, 26 novembre 1930. Dans AVQ, QP1-4, 153 - 3, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965, Électricité : 1930.

qui était posée avec la prise de position de la Chambre était la suivante : la consommation était-elle anémique en raison du coût élevé de l'électricité, ou les tarifs étaient-ils onéreux en raison même de cette sous-consommation ? On comprendra que l'opinion des autres acteurs engagés dans le débat sur l'électricité à Québec allait à l'encontre de celle exprimée par le regroupement des gens d'affaires.

En août 1926, par exemple, la Corporation de la Paroisse de Charlesbourg demandait à la CSPQ de pouvoir bénéficier de la même tarification que la ville de Québec²¹. Les arguments de la compagnie face à cette requête furent somme toute assez classiques : «les taux offerts à la paroisse de Charlesbourg par Quebec Power sont justes et raisonnables». D'ailleurs, l'entreprise rappelait que ces taux avaient été acceptés par tous les pétitionnaires liés à Quebec Power par contrat, et qu'auparavant ces plaignants ne les avaient jamais contestés. De plus, l'intimée affirmait avoir le droit de fixer des taux suffisants pour assurer un juste rendement sur le capital investi; car un réseau générerait des dépenses élevées en raison de l'étendue du territoire et de la faible densité de la population. Au terme de cette affaire, la CSPQ accorda néanmoins à la paroisse de Charlesbourg une légère baisse de tarif.

Cette première affaire documentée, après la signature de l'entente avec Quebec Power, nous donne un indice sur la façon de faire des plaignants. Comme le feront plus tard les contestataires radicaux des années 1930, la paroisse de Charlesbourg avait simplement comparé ses taux à ceux de la ville de Québec, comme cette dernière allait bientôt confronter sa tarification avec celle de la province voisine.

²² Voir Chapitre 1, section 4.

1.2 Un notable contestataire aux accents populistes : le D^r Philippe Hamel

L'année 1928 inaugurait l'entrée en scène du fer de lance de la contestation antimonopole à Québec et dans la province, le D^r Philippe Hamel. Ce dentiste, né à Québec en 1884, issu d'une famille où l'on pratiquait la médecine depuis plusieurs générations, fut considéré par ses plus chauds partisans comme un «grand homme politique, un patriote sincère, un tribun redoutable [et] un polémiste de grande classe²³». Ainsi, au gré de ses nombreuses interventions au sein des organisations caritatives et hospitalières de Québec²⁴, Hamel en était venu à croire, comme plusieurs intellectuels de sa génération, que le sort des Canadiens français se jouait sur le «terrain économique».

C'est en septembre 1928 que Hamel fait ses premières critiques à l'égard de sa facturation d'électricité en demandant à Quebec Power des détails supplémentaires pouvant justifier ces comptes élevés. En fait, Hamel s'opposait au paiement d'un minimum mensuel de 75¢, car il affirmait à la compagnie «brûler souvent douze fois plus» que cette charge minimum exigée²⁵. En clair, il souhaitait payer sa consommation réelle sans l'ajout d'un tarif minimum additionnel. Au terme de l'empoignade, Hamel allait soumettre au surintendant du département des crédits et perceptions de la firme un résumé de ce qui sera les motivations de sa lutte : briser les lois de ce monopole, empêcher la compagnie de se cacher derrière la CSPQ et la presse, mettre fin aux paiements de services non consommés, faire en sorte

²¹ CSPQ, Ordonnance No. 1160 : Corporation de la paroisse de Charlesbourg (requérante) contre Quebec Power Co. (intimée). Requête pour obtenir de l'intimée les mêmes taux d'éclairage que la Cité de Québec. Dans Rapport annuel de la Commission des Services Publics de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1927.

²³ Belzile, Marie-Paule, Bio-bibliographie du docteur Philippe Hamel, Québec, Bibliothèque de l'Université Laval, 1949.

²⁴ Fortement impliqué dans son milieu, Philippe Hamel mettait sur pied, vers 1926, des cliniques dentaires à l'hôtel de ville de Québec, aux orphelinats de Saint-Sauveur et d'Youville et à l'hôpital Laval. En 1928, il organisait d'autres cliniques à l'Hôpital du Saint-Sacrement et de l'Enfant-Jésus, et quelques années plus tard à l'Hôpital du Sacré-Cœur. *Ibid.*

²⁵ Philippe Hamel, Correspondance. Dans AHQ, 3062, Dossier général sur Quebec Power Co.

que le public soit traité avec plus de justice, bref, viser à l'élimination d'un «détestable monopole».

L'année suivante, à Québec, l'ancien ministre Louis de Gonzague Belley dénonçait dans *Le Combat* les taux excessifs de l'électricité dans la province. Il ne demandait rien de moins qu'une nationalisation complète de l'électricité. Selon Robert Rumilly, cet intervenant peu connu aurait été un des mentors de la croisade du D^r Hamel. Il aurait éveillé la curiosité du dentiste, le poussant à vérifier les données colligées par Belley et à établir des contacts avec les experts au service de certaines municipalités ontariennes. Le mouvement antimonopole avait trouvé son grand leader.

L'engagement du dentiste Hamel dans la croisade de l'électricité constitue une étape majeure du développement du mouvement contestataire à Québec, voire à l'échelle de la province. Sa participation permettra au mouvement d'élargir sensiblement ses bases sociales. Farouche protecteur des intérêts des citoyens ordinaires et des plus démunis, Philippe Hamel allait être amené à vulgariser cette question complexe de l'électricité auprès des classes populaires et en même temps devenir leur porte-parole.

Pour mener son action, Hamel bénéficiait de la tribune du quotidien *Le Journal*. Hamel exerçait ses premières pressions sur le conseil de ville et son maire à la fin des années 1920 pour qu'ils envisagent de contrer les pratiques tarifaires abusives de Quebec Power. La compagnie tenta rapidement de tasser les choses en accordant une réduction de 10 % de ses taux. Julian Smith — alors président de Quebec Power et vice-président de SWP — utilisa également la presse pour y présenter le point de vue de l'entreprise²⁶.

²⁶ Voici la déclaration de Smith à la presse, telle que citée par Robert Rumilly : «Maintenant, un mot au sujet des taux. Il est facile d'établir des comparaisons entre les taux de Québec et ceux de l'Ontario, et, en choisissant certains endroits, nous pouvons démontrer que nos taux sont, ou plus élevés, ou plus bas — selon les endroits choisis. Nous avons cherché un dénominateur commun, qui pourrait servir de base de comparaison, mais la chose est difficile parce qu'il entre en jeu des éléments qui n'intéressent pas l'agitateur ou l'orateur politique. Si vous prenez le revenu moyen de nos compagnies de pouvoir dans cette province et que vous le comparez à celui obtenu en Ontario, vous trouverez que le revenu par cheval-vapeur et par kilowattheure est beaucoup plus bas ici

En 1929, juste avant le déclenchement de la Crise, la question de l'électricité était déjà devenue un enjeu politique incontournable. De Montréal à Québec, il était de plus en plus évident que les instances municipales se devaient de réagir. Les pressions étaient également fortes auprès du gouvernement Taschereau. L'opposition, désormais, ferait de la question de l'électricité son principal cheval de bataille. Les libéraux, de leur côté, ne se doutaient pas de l'ampleur que prendrait le débat pendant les années de crise. Le problème soulevé par les adversaires de Taschereau se situait bien au-delà de certaines préoccupations liées au simple bien-être de la population.

Informée des actions menées par Philippe Hamel contre le monopole de l'électricité, l'opinion publique prenait progressivement conscience des enjeux sous-jacents à la question de l'électricité. En janvier 1930, une première association de citoyens se manifestait à Québec. L'Association des citoyens de Limoilou avait résolu de demander au conseil de ville d'étudier la question de l'électricité et de prendre des mesures afin de donner pleinement satisfaction à tous les intéressés²⁷.

Tandis que la Chambre poursuivait ses pressions au conseil de ville afin de trouver un moyen pour dénouer l'impasse, Philippe Hamel répétait la démarche entreprise quelques années plus tôt auprès du maire Auger, et rencontrait le maire Lavigueur, nouvellement élu.

que là-bas. Cela signifie en un mot que les grandes compagnies de pulpe et de papier, de produits chimiques, de ciment, de produits textiles et miniers, obtiennent des taux sensiblement moins élevés ici que là-bas. Mais cela ne veut pas dire que les citoyens de cette province devraient payer davantage. Nous prétendons donc que, même à l'heure actuelle, en considérant l'ensemble du problème, la balance est probablement en faveur de cette province. Je suis convaincu que des réductions appréciables seront consenties d'ici quelques années, dans le taux de l'électricité pour la consommation au logis, et comme le montant de l'électricité employé s'accroît, nous pouvons bien prévoir que nos tendrons constamment à diminuer. Personne ne s'intéresse davantage à la réduction des taux, ni ne la favorise plus que ceux d'entre nous qui contrôlent la compagnie Quebec Power, et le public peut être assuré que les réductions qui ont été faites dans le passé vont être continuées». *Ibid.*

²⁷ La missive de cette organisation paroissiale ne dévoile malheureusement pas qui peut être à la tête de ce premier mouvement populaire organisé — après les manœuvres de la Chambre de commerce — à prendre position sur la question de l'électricité. Nous n'avons pu repérer aucun signataire. Toutefois, selon René Chaloult, Hamel organisait des ligues de citoyens et visitait les paroisses de Québec pour stimuler la population à le suivre dans sa quête de «liberté économique». Association des Citoyens de Limoilou : taux d'éclairage (résolution). Dans AVQ, QPI-4, 153 - 3, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1930; René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du jour, 1969.

Le conseil de ville de Québec était désormais au centre de la tourmente. Hamel sommait le conseil d'intervenir rapidement, car il considérait dérisoire la nouvelle baisse de tarifs annoncée pour le mois de juillet suivant par la compagnie. Il incombait d'empêcher que l'on extorque, annuellement, plus d'un million de dollars aux Québécois. Par ailleurs, la rhétorique du tribun prenait appui de plus en plus ouvertement sur le sentiment nationaliste. Selon lui, il fallait lutter contre ces étrangers qui s'étaient rendus maîtres de l'économie des Canadiens français. Hamel exigeait une enquête sur les taux de l'électricité.

1.3 Le conseil municipal sous la pression de l'opinion publique : la remise en question de l'entente de 1925 entre la ville de Québec et Quebec Power

Les discours de Philippe Hamel avaient soulevé l'opinion publique. Des organisations de paroisses furent réceptives à ses condamnations du monopole de Quebec Power et de celui de l'électricité en général. Même le conseil municipal commençait également à être réceptif à l'argumentation du dentiste de Québec. Dans une lettre du 23 juin 1930²⁸, l'échevin J.C. Scott demandait à Julian Smith des clarifications sur la question. Scott l'écrivait en toutes lettres au directeur de SWP, «des communications de Philippe Hamel au maire de Québec et à la presse soulèvent cette question» des taux de l'électricité à Québec. Hamel affirmait que le compte d'électricité pour les petites familles de Québec était de 66.00 \$ par année, tandis qu'à Winnipeg il en coûtait 36.00\$, à Ottawa 33.00 \$, à Toronto 30.00 \$ et à Hamilton 21.00 \$. Quant aux tarifs industriels, il existait, toujours selon Hamel, une disproportion entre les taux pratiqués à Québec et ceux de Montréal. Scott expliquait à son

²⁸ Correspondance : J. C. Scott à Julian Smith, président de Quebec Power Company. Dans AVQ, QP1-4, 153 - 3, Sous-série «Conseil et Comités», 1833 - 1965 : Électricité, 1930.

correspondant qu'il n'était pas en mesure de vérifier ces chiffres, mais estimait lui-même devoir payer une facture annuelle d'électricité qui lui semblait plutôt onéreuse²⁹.

Cette lettre de Scott adressée à Julian Smith en révèle beaucoup sur l'état d'esprit des hommes d'affaires de Québec au moment des premiers démêlés avec Quebec Power. L'échevin rappelait que, 30 ans auparavant, il avait été en contact avec un groupe de marchands de Québec qui avait participé financièrement à l'érection d'un chemin de fer liant Québec à Grand-Mère et Shawinigan Falls à Montréal. Sans ce chemin de fer, poursuit Scott, la ligne qui assurait le transport de l'électricité de Shawinigan vers Québec et Montréal n'aurait pu être possible. Un autre groupe de marchands de Québec construisit le Quebec & Lake St-John Railway, pour lequel Scott fut directeur général durant quelques années. Ce chemin de fer avait permis le développement de l'énorme potentiel hydroélectrique du Saguenay, lequel contribuait à alimenter le réseau de SWP. Or, la distance de transmission du Saguenay à Québec était la moitié de celle requise pour atteindre Montréal. De plus, ce chemin de fer donnait accès au site de La Tuque, que SWP s'était engagée à aménager pour faire du nord du Québec une région industrielle comparable à celle de la Nouvelle-Angleterre. De plus, la municipalité de Québec avait contribué financièrement à la construction de ces deux chemins de fer, tandis que Montréal n'avait rien offert. Dans ces circonstances, de conclure Scott, les citoyens de la ville de Québec devraient bénéficier de la lumière électrique et de la force motrice au moins au même prix que ceux de Montréal. La ville de Québec faisait des efforts considérables pour implanter de nouvelles industries sur son territoire. Comment ces développements allaient-ils être possibles si les manufactures et les travailleurs de Québec payaient des taux d'électricité supérieurs à ceux de Montréal et d'ailleurs ?

²⁹ Dans cette même missive, Scott écrivait que pour sa petite famille de cinq personnes il avait payé 141.00 \$ l'année dernière pour la lumière électrique et le gaz à cuisson. À ses yeux, ce montant représentait beaucoup d'argent pour une famille modeste.

Cependant, vers 1930, la question de l'électricité ne concernait plus uniquement les hommes d'affaires. L'intervention de l'Association des citoyens de Limoilou — dont nous avons dit plus haut quelques mots — constitue un premier indice révélant que l'électricité devenait un réel enjeu pour les citoyens ordinaires. Néanmoins, les compagnies privées d'utilité publique pouvaient bénéficier d'outils promotionnels, d'arguments et de moyens de défense à l'échelle nord-américaine.

Dans *L'Événement* du 4 août 1930, paraissait, en effet, un article en faveur des taux de l'électricité imposés par les entreprises d'utilité publique du Minnesota, originalement publié dans le *Minnesota Tribune*. Cette copie des résultats d'une enquête sur les 642 localités de cet état démontrant que les entreprises privées offraient des tarifs moindres, en moyenne, pour l'énergie électrique aux habitations, que les services municipaux. Toutefois, M. Lambie, secrétaire de la Ligue des municipalités du Minnesota, expliquait que les données de son rapport étaient incomplètes et non concluantes. Au total, Lambie admettait que beaucoup d'éléments n'avaient pu être pris en compte dans son rapport. Ces problèmes méthodologiques furent bien entendu décriés par les avocats des services municipaux de l'endroit³⁰. Cette enquête américaine sur les tarifs des distributeurs privés allait bientôt inspirer les contestataires de la vieille capitale qui prépareraient leurs propres études comparatives.

Face aux pressions des contestataires et à une opinion publique de plus en plus favorable aux propos d'Hamel, le conseil de ville de Québec opta finalement pour la mise sur pied d'une commission d'enquête. La sélection des commissaires ne s'est toutefois pas réalisée sans heurts. Des factions supportant la cause de la compagnie tentèrent en vain

³⁰ En détail, l'enquête de Lambie répartissait de cette manière les groupes d'utilités publiques privées et municipalisées : 41 compagnies d'utilités publiques produisent et distribuent leur propre électricité et sont la propriété de municipalités ; 79 compagnies achètent leur électricité et la distribue par des systèmes qui sont la propriété des municipalités ; 522 sont des compagnies privées. «Les taux des utilités privées sont inférieurs», lit-on

d'imposer un membre de la Chambre de commerce au sein de la nouvelle commission. D'autant probablement de l'impartialité de ce regroupement d'hommes d'affaires, le conseil de ville, le 23 mai 1930, adoptait la résolution suivante : «nommer les échevins Émile Bouchard et le docteur P. H. Bédard, ainsi que le docteur Philippe Hamel de Québec, comme membres d'une Commission spéciale chargée d'enquêter et de faire rapport au dit Conseil de Ville sur les taux actuels d'éclairage et de force motrice par l'électricité et sur les taux du gaz dans la cité de Québec³¹».

Cette commission rencontra de nombreux obstacles. D'abord, la CSPQ refusait de contraindre les compagnies Quebec Power, SWP et Duke-Price à soumettre leurs livres comptables aux enquêteurs. De plus, la Chambre de commerce avait commandé sa propre étude — enquête dont nous avons donné plus haut les conclusions.

Le rapport débutait par ce préambule : «un terrain d'enquête a été dérobé à notre inspection, notre rapport évite de s'y engager», c'est-à-dire par le refus de la CSPQ d'autoriser les commissaires à étudier les livres de Quebec Power. Toutefois, le but de la commission est clair : trouver «l'antidote employé ailleurs et chez nous contre les taux élevés, puis, une fois le remède connu, [faire] l'examen du patient : le Quebec Power». Le rapport des commissaires montrait les résultats d'un travail méticuleux. On y comparait la situation à Québec avec celle de nombreux autres centres urbains canadiens³². Le rapport faisait également l'historique de la formation de la Commission Hydro-électrique d'Ontario, puis exposait les avantages de la municipalisation du service électrique. Les commissaires

dans le *Minneapolis tribune*. Publié dans *L'Événement* le 4 août 1930. Dans AVQ, QP1-4, 153 - 3, Sous-série «Conseil et Comités», 1833 - 1965 : Électricité, 1930.

³¹ Rapport sur les taux de l'électricité élaboré par la commission spéciale d'enquête nommée par le Conseil de Ville de la Cité de Québec, décembre 1930. Dans AVQ, QP1-4, 153 - 3, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1930.

³² Dans leurs analyses comparatives, les commissaires insistèrent sur les cas des villes de Westmonut, Chicoutimi, Sydney (Cap Breton), Winnipeg, Ottawa, Sherbrooke et des localités de la Saskatchewan. *Ibid.*

répondaient également à chacune des faussetés véhiculées, selon eux, dans le but de discréditer le système ontarien³³.

Finalement, l'étude des trois enquêteurs abordait longuement le cas précis de Quebec Power et les tarifs en vigueur à Québec. Des tableaux comparatifs mettaient en évidence le haut niveau des taux à Québec par rapport à ceux pratiqués dans d'autres villes du Québec et des autres provinces canadiennes. En fait, cette section du rapport contredisait point par point l'étude antérieure de la Chambre de commerce en exposant les résultats suivants : d'abord, l'argument des taxes avancé par le rapport de la Chambre — c'est-à-dire que Quebec Power payait des taxes contrairement aux services municipalisés — n'avait pas de valeur, car la compagnie payait 20 000 \$ en taxe à la ville de Québec, tandis qu'elle exigeait 100 000 \$ de plus qu'ailleurs pour l'éclairage des rues et des édifices municipaux. Deuxièmement, les commissaires n'étaient pas d'accord avec l'argument voulant que les taux diminueraient si la consommation augmentait. Il fallait plutôt que la compagnie élabore une échelle de prix équitable et graduée. Cette mesure, Quebec Power l'avait mise en application à partir de juillet 1930 pour le service domestique. Mais la nouvelle méthode de tarification ne favoriserait qu'une certaine classe de consommateur, car cette échelle s'appliquait seulement aux clients utilisant des appareils électriques en plus de l'éclairage. Ces tarifs gradués n'offraient aucune réduction pour plusieurs catégories de consommateurs. Finalement, l'éloignement des sources d'approvisionnement n'aurait pas sur les tarifs l'influence néfaste que lui prêtait la Chambre. Les auteurs du rapport donnaient l'exemple de la ville de Toronto qui importait du Québec plus de la moitié de l'énergie électrique qu'elle

³³ Par exemple, les commissaires se sont penchés sur le cas d'une étude douteuse de la National Electric Light Association (1922) qui voulait prouver l'inefficacité d'Hydro-Ontario comparativement aux systèmes privés. Ce rapport rédigé par W. S. Murray et H. Flood fourmillait, semble-t-il, d'inexactitudes, d'erreurs inqualifiables et nombreuses. Les études comparatives de ce rapport ne tenaient pas compte des particularités des villes étudiées. Les auteurs affirmaient également que l'électricité coûtait moins cher au Québec qu'en Ontario. Hamel et ses compères trouvaient aberrant une telle affirmation lorsque l'on savait les tarifs québécois de 50 % à 200 %

employait³⁴. Les commissaires s'attaquaient ainsi directement à la tarification de Quebec Power dans la ville de Québec. On trouvait inconcevable qu'une compagnie vende son électricité à des taux de plus de 5 ¢/kWh. Selon l'avis d'experts, un tarif supérieur à 5 ¢, pour l'éclairage d'une petite maison, constitue une charge beaucoup trop onéreuse pour ses occupants. D'autre part, le rapport livrait les résultats suivants pour l'éclairage des rues :

TABLEAU I : Prix des lampes de rues et de l'éclairage à arc à Québec et ailleurs au Canada			
Prix des lampes		Coût total de l'éclairage à arc	
Ottawa	6.00 \$	Ottawa	-
Hamilton	7.50 \$	Hamilton	20 232.00 \$
Toronto	8.00 \$	Toronto	-
Québec	22.50 \$	Québec	69 867.84 \$
Source : Rapport sur les taux de l'électricité élaboré par la commission spéciale d'enquête nommée par le Conseil de Ville de la Cité de Québec, décembre 1930.			

Au sujet des tarifs commerciaux en vigueur à Québec, lors de l'enquête et suite à des plaintes, les commissaires contactèrent la CSPQ pour connaître les taux minimums autorisés pour l'éclairage commercial et domestique. En réponse, l'ingénieur en chef de la CSPQ affirmait qu'il n'avait jamais été appelé à approuver de tels taux. Or, comme il était interdit à Quebec Power de majorer ses tarifs sans l'autorisation de la CSPQ, les enquêteurs avaient raison de croire que les taux commerciaux minimums de certains plaignants devaient être

supérieurs à ceux des villes ontariennes. Le rapport des commissaires démentait aussi que les taxes municipales et provinciales soient plus élevées en Ontario que dans la province de Québec. *Ibid.*

³⁴ Toronto s'approvisionnait grâce aux ressources de Gatineau Power par le truchement d'une ligne de transport qui courrait sur une distance de 202 milles. Ces infrastructures de transport à longue distance n'ont pourtant pas empêché la ville de Toronto de vendre son électricité entre 4/10 et 1½ ¢ le kWh, plus 10 % d'escompte pour prompt paiement.

de 70 ¢ et non de un dollar³⁵. Ainsi, l'inefficacité de la CSPQ se confirmait — les compagnies établissaient leur taux sans la moindre contrainte légale —, et l'affirmation de SWP qui assurait que «les taux d'énergie et d'éclairage dans la province [étaient] établis par une Commission d'État qui protège les intérêts du consommateur» était fausse.

Toutefois, la grande nouveauté à laquelle devaient faire face les contestataires fut celle des nouveaux taux combinés — ou à échelle graduée. Nous en avons déjà fait la remarque, la contestation des années 1930 débutait effectivement peu de temps après l'instauration de ce type de tarification par la compagnie. Est-il possible de lier ces événements ? Dans le cadre de leur enquête, Hamel et ses collègues se penchèrent évidemment sur ce nouveau type de tarification et tirèrent de nombreuses remarques.

Pour s'y retrouver dans cette tarification plus complexe, les commissaires élaborèrent différents tableaux statistiques qui devaient leur permettre de mettre en évidence les avantages et désavantages de ce système. Le tableau synthèse ci-dessous, comme le soulignaient les commissaires — contrairement à ce qu'avait affirmé la Chambre de commerce dans sa propre enquête — démontre que les taux combinés ne constituaient une économie que pour les gros consommateurs. Cette tarification n'était pas avantageuse pour le plus grand nombre :

³⁵ Il est mentionné au rapport qu'au moment où J. E. Tanguay, gérant de Quebec Power, apprenait la démarche des commissaires auprès de la CSPQ pour mettre au clair cette affaire, s'empressa de soumettre à la CSPQ, le 6 mars 1930, un nouveau tarif minimum de un dollar pour l'éclairage commercial. Cette demande de Tanguay n'aurait été reçue à la CSPQ que le 2 avril, tandis que Philippe Hamel contactait l'organisation le 1^{er} avril pour les besoins de cette affaire. *Ibid.*

TABLEAU II : Comparaison des taux réguliers et combinés à Québec			
150 kWh / mois : 50 kWh pour l'éclairage : 100 kWh pour autres usages			
Taux réguliers	5.00 \$	Taux combinés	5.16 \$
500 kWh / mois : 75 kWh pour l'éclairage : 425 kWh pour autres usages			
Taux réguliers	12.87 \$	Taux combinés	12.14 \$
1000 kWh / mois : 100 kWh pour l'éclairage : 900 kWh pour autres usages			
Taux réguliers	21.00 \$	Taux combinés	18.89 \$
Source : Rapport sur les taux de l'électricité élaboré par la commission spéciale d'enquête nommée par le Conseil de Ville de la Cité de Québec, décembre 1930.			

De plus, la commission avait découvert des variations excessives sur le réseau de distribution de la compagnie. Les enquêteurs avaient installé un voltmètre pour des épreuves de 24 heures dans tous les quartiers de la ville. Seulement deux appareils avaient enregistré un voltage normal, tandis que tous les autres décelèrent des variations considérables, la tension dépassant par moment les 124 volts alors que le maximum devait être de 107 volts — ce qui risquait de faire surchauffer les moteurs des différents appareils des consommateurs.

Dans la dernière section de son rapport, la commission effectuait une nouvelle étude comparative des taux, mais cette fois beaucoup plus élaborée. L'exercice consistait à comparer les taux (domestiques, commerciaux et force motrice) de 30 villes canadiennes. Ces tableaux comparatifs, écrivaient les commissaires, «démontrent clairement que dans la ville de Québec l'énergie électrique [est offerte] à des conditions telles qu'il demeure impossible, pour notre cité, de favoriser chez nous l'établissement d'industries nouvelles» :

TABLEAU III : Comparaison des taux domestiques, commerciaux et de la force motrice à Québec et ailleurs au Canada				
SERVICE DOMESTIQUE				
25 kWh / mois durant 1 an : demande de 1 kWh : résidence de 1 000 pieds carrés				
VILLE	POPULATION	SERVICE	COÛT ANNUEL	RANG SUR 30 VILLES
Ottawa	122 731	privé et municipalisé	7.32 \$	1
Québec	136 172	privé	16.52 \$ 15.00 \$ au 1 ^{er} juillet 1930	30
50 kWh / mois durant 1 an : demande de 1 kWh : résidence de 2 000 pieds carrés				
Hamilton	134 566	municipalisé	14.40 \$	1
Québec	136 172	privé	33.00 \$ 30.00 \$ au 1 ^{er} juillet 1930	30
500 kWh / mois durant 1 an : demande de 4 kWh : résidence de 3 000 pieds carrés				
Ottawa	122 731	Privé et municipalisé	47.76 \$	1
Québec	136 172	privé	144.00 \$ 138.00\$ depuis 1 ^{er} juillet 1930 taux combinés : 145.69 \$	27
1000 kWh / mois durant 1 an : demande de [...] : résidence de 5 000 pieds carrés				
Ottawa	122 731	privé et municipalisé	87.12 \$	1
Québec	136 172	privé	288.00 \$ depuis 1 ^{er} juillet 1930 taux combinés : 228.84 \$	29
ÉCLAIRAGE COMMERCIAL				
100 kWh / mois durant 1 an : demande de 1 kWh				
VILLE	POPULATION	SERVICE	COÛT ANNUEL	RANG SUR 30 VILLES
Sherbrooke	279 590	municipalisé	21.60 \$	1
Québec	136 172	privé	60.00 \$	30
600 kWh / mois durant 1 an : demande de 4 kWh				
Hamilton	134 566	municipalisé	105.84 \$	1
Québec	136 172	privé	360.00 \$	30
1000 kWh / mois durant 1 an : demande de 8 kWh				
Hamilton	134 566	municipalisé	204.12 \$	1
Québec	136 172	privé	600.00 \$	30
2000 kWh / mois durant 1 an				
Hamilton	134 566	municipalisé	408.20 \$	1
Québec	136 172	privé	1 200.00 \$	30

Comparaison des taux domestiques, commerciaux et de la force motrice à Québec et ailleurs au Canada (suite)				
FORCE MOTRICE				
10 CV / demande de 10 CVA : dans une cuisine utilisant 2000 kWh / mois durant 1 an				
VILLE	POPULATION	SERVICE	COÛT ANNUEL	RANG SUR 30 VILLES
Ste. Catherine Ont.	33 376	municipalisé	152.04 \$	1
Québec	136 172	privé	381.96 \$	24
50 CV / demande de 50 CVA : dans une cuisine utilisant 8000 kWh / par mois durant 1 an				
Guelf, Ont.	19 007	municipalisé	836.40 \$	1
Québec	136 172	privé	1 789.96 \$	27
200 CV / demande de 200 CVA : dans une cuisine utilisant 30000 kWh / par mois durant 1 an				
Hamilton	134 566	municipalisé	3 297.60 \$	1
Québec	136 172	privé	7 038.96 \$	28

Ces tableaux donnaient une preuve supplémentaire du prix élevé de l'électricité à Québec, et surtout de sa mauvaise position comparativement aux autres localités de la province et du pays. Devant une telle situation, les commissaires ne voyaient pas d'autre remède que celui de la municipalisation du service électrique. Pareille position est compréhensible puisque toutes les villes en position de tête dans les diverses catégories de service étaient desservies par un service municipalisé. Ottawa, où l'on connaissait une concurrence entre les deux types de gestions de l'électricité, était la seule exception.

Les commissaires tentèrent donc d'évaluer les coûts de la municipalisation de l'électricité à Québec. Cette estimation ne pouvait être réalisée sans faire encore une fois un exercice comparatif. En utilisant les données relatives aux installations des villes d'Ottawa et d'Hamilton, les enquêteurs estimèrent que la municipalisation nécessiterait un capital de quatre millions de dollars. Or, en déduisant les sommes déjà investies dans le système actuel d'éclairage des rues — un montant de 275 000 \$ — le capital nécessaire au projet de municipalisation se solderait à 3 275 000 \$ pour la mise sur pied d'un réseau complet

comprenant usines auxiliaires, poteaux, fils, transformateurs et compteurs. En somme, après une évaluation des coûts d'entretien du système de distribution, en plus des recettes et dépenses, «la ville de Québec aurait entièrement acquitté son système en moins de 40 ans».

Les membres de la commission d'enquête étaient enfin d'avis qu'il ne pouvait «être question de taux raisonnables à Québec sans tarifs comparables en tous points à ceux des principales villes d'Ontario». En fait, il était reconnu que le service domestique pouvait générer des profits raisonnables sous des taux compris entre 2 et moins de ½ ¢ le kWh³⁶. Philippe Hamel, Émile Bouchard et le D^r P.-H. Bédard concluaient leur rapport en lançant un appel aux autorités municipales de la ville de Québec. Le Conseil de ville devait protéger les industries locales et inviter d'autres industries manufacturières «en leur offrant des taux comparables à ceux de Sherbrooke et de toutes les villes d'Ontario». Le Conseil devait également demander l'appui du gouvernement pour l'aménagement de sites hydroélectriques. Les signataires du rapport terminaient par un vibrant appel à la municipalisation : «Notre étude nous offre l'instructive constatation que nulle part en Canada est-on venu à obtenir des taux raisonnables sans recourir à la municipalisation de l'électricité [...] ce sont des traitements injustes que l'on a réussi à imposer à une population paisible, en la gardant dans l'ignorance complète de la vérité sur la question de l'électricité».

Le rapport de la première commission municipale d'enquête ne laissait pas de doute quant au remède à appliquer pour solutionner le problème de l'électricité à Québec. Les

³⁶ À ce titre, les commissaires ont inséré les citations suivantes dans leur rapport : Frederick Arthur Gaby (ingénieur en chef de la Ontario Hydro-Electric Power Commission) lors du congrès international de l'électricité à Berlin en 1930 : «les chiffres parlent d'eux même, et ils établissent le fait que l'on peut donner le service domestique au consommateur à 2 sous le kWh et obtenir tout de même sur le capital investi un revenu qui constituerait un rendement très attrayant pour les propriétaires de l'entreprise, dut-elle être d'initiative privée»; l'ambassadeur américain Sackett (ancien propriétaire de la Louiseville Gas Co. et de la Louiseville Lighting Company) à la même conférence : «je ne connais, à part celle de l'électricité, aucune autre industrie manufacturière où le prix de vente à la masse des consommateurs soit de 15 à 20 fois le coût de production de l'article vendu». Dans *ibid.* ; AHQ, P1-16 : Brochure : *L'électricité dans la province de Québec. Mémoire de l'Union des municipalités soumis à la Commission de l'électricité par T.D Bouchard*, 1934 ; AHQ, P1-107 : Commission Lapointe : Mémoire de J. E Grégoire, maire de la ville de Québec, 1930.

commissaires n'envisageaient rien d'autre que la municipalisation du service électrique dans la ville de Québec. Ils ont sans doute été étonnés de l'ampleur des différences de taux que révélait leur analyse. La publication des résultats de l'enquête donna véritablement le coup d'envoi à la contestation massive des années 1930 à Québec. La question de l'électricité devenait maintenant un enjeu politique de premier plan que ne pouvaient plus ignorer les hommes politiques, même au niveau provincial. Adélard Godbout, par exemple, favorisait les compagnies privées, alors que Damien Bouchard s'affirmait en faveur de la municipalisation. Pour sa part, le premier ministre Taschereau tentait toujours de faire valoir les avantages et le bien-fondé de sa politique économique et industrielle non interventionniste. Avec la question de l'électricité, un conflit majeur se profilait qui allait se cristalliser un temps autour des projets de municipalisation.

La ville de Québec était maintenant engagée dans une mêlée politique et financière. Elle devenait un des centres de la contestation antimonopole les plus actifs du Québec, voire au Canada. Mais pourquoi cette ville en particulier ? Les conditions pour l'éclosion d'un mouvement de contestation d'envergure contre la tarification de l'électricité n'étaient guère favorables à Montréal où la ville venait de conclure avec Montreal Light, Heat and Power (MLHP) un renouvellement de contrat d'une durée de 25 ans. À Québec, on en était au mi-terme de la durée prévue du contrat liant la ville à Quebec Power. Les antitrustards pouvaient donc espérer soulever l'opinion publique avant que ne se ratifie une nouvelle entente à long terme.

Mais d'autres raisons sont susceptibles d'expliquer, croyons-nous, la puissance du mouvement contestataire à Québec au début des années 1930. Depuis la fin des années 1910, en effet, la ville connaissait des difficultés économiques majeures³⁷. Des fermetures d'entreprises, la concurrence de Montréal et le déclin du port laissaient présager le pire aux

³⁷ Ouellet : 75.

élites locales³⁸. À ce titre, un des événements les plus durement ressentis fut la fermeture de l'Armurerie Ross en 1917, à la suite d'une décision fédérale³⁹, qui privait de leur emploi plus de 3 000 ouvriers⁴⁰. La grande grève de 1925-1926 dans l'industrie de la chaussure⁴¹ est un autre indice des difficultés structurelles de l'économie québécoise et du fait qu'il existait dans la vieille capitale une certaine tradition contestataire.

2. Le mouvement d'opposition déborde la scène municipale

Au moment de l'enquête du Conseil de ville de Québec, les conservateurs provinciaux adoptaient une position relativement critique face au grand capital. Ils accusaient notamment le gouvernement Taschereau d'avoir favorisé la constitution des trusts du papier et de l'électricité dans la province. L'opposition mettait surtout en évidence des aspects particulièrement critiquables des mœurs politiques de l'époque; le fait, par exemple, que des «ministres soient les conseillers juridiques de ces trusts, [que] des frères de ministres siègent dans leur conseil d'administration⁴²». Mais le premier ministre s'en défendait, assurant que si jamais l'un de ses ministres était pris en conflit d'intérêt, il sommerait le fautif de

³⁸ *Ibid.*

³⁹ On pouvait lire dans *Le Soleil* : «Le gouvernement avait déjà réussi à saboter en partie le Transcontinental, qui était pour Québec la sécurité de son avenir commercial et maritime. Il a réussi maintenant à saboter la manufacture Ross, industrie qui assurait à Québec une grande part de sa prospérité. Quand serons-nous débarrassés de ces gens-là ?». Robert Rumilly, *Histoire de la Province de Québec, Tome 22 : La conscription*. Montréal/Paris, Fides, 1954.

⁴⁰ Pour la ville de Québec, la perte de cette entreprise était tout simplement dramatique. Il semblerait que le fusil Ross fabriqué par l'armurerie de était peu fiable, car il s'enrayait trop fréquemment au combat. Le gouvernement fédéral opta donc pour l'annulation des contrats de l'armurerie. Le Lee Enfield, fabriqué en Angleterre, remplacerait désormais le fusil Ross conçu à Québec. Cette décision fédérale souleva des protestations virulentes. Certains affirmaient que l'on voulait punir Québec pour le refus canadien français de la conscription, tandis que *Le Soleil* accusait ouvertement le gouvernement fédéral de sabotage, *Ibid.*

⁴¹ En novembre 1925, les ouvriers de 14 usines quittent le travail pour protester contre une décision de l'Association des manufacturiers de chaussures de Québec décrétant une baisse de salaire de 33 % pour palier à la concurrence. La cause est soumise aux tribunaux et les ouvriers retournent au travail. Mais après quatre mois d'enquête le patronat obtient gain de cause. La grève reprend en mai 1926. En septembre, les travailleurs ont perdu la partie, à bout de souffle, ils doivent retourner aux usines. Une grande méfiance antipatronale s'installait. Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme québécois*. Montréal, Boréal, 1989.

démissionner sur-le-champ. Taschereau rappelait, par ailleurs, les conditions imposées à SWP lors de la construction de sa ligne de transmission d'Île Maligne vers la vieille capitale. Ainsi, parallèlement à sa ligne de transmission, l'entreprise de Shawinigan avait été tenue de construire une route praticable liant le Lac-Saint-Jean à la ville de Québec. Taschereau justifiait plus généralement ses politiques en énumérant les avantages que tirait Québec des travaux accomplis sur son territoire et dans la région. La ligne de transport devant relier Île Maligne et Québec n'allait-elle pas bientôt fournir à la vieille capitale quelque cent milles chevaux-vapeur⁴³ ? Dans cette optique, le premier ministre avançait que Québec pourrait bénéficier de toute l'énergie nécessaire à sa croissance, «il n'y aurait plus de limite au développement industriel de la ville».

À Montréal, au début de 1928, un mouvement d'opinion voyait le jour qui entendait combattre les taux excessifs du gaz et de l'électricité. Il trouva de plus en plus d'appui si bien que la «question de l'électricité» devint l'objet de débats publics passionnés. Les politiciens montréalais comprenaient maintenant que répondre aux attentes des antitrustards pouvait procurer un capital politique considérable. MLHP, la firme dominante dans la région montréalaise, se défendait en tentant de justifier aux yeux de l'opinion le bien-fondé de ses taux. L'exemple est intéressant, car il résume bien l'argumentation des compagnies d'électricité à cette époque. L'entreprise alléguait que les fusions d'entreprises à l'origine des monopoles constituaient une stratégie de rationalisation qui avait procuré d'importantes baisses des taux de l'électricité et du gaz depuis 25 ans, et qu'il était faux de croire que les tarifs ontariens pouvaient être inférieurs à ceux du Québec. MLHP signalait que la Régie

⁴² Robert Rumilly, *Histoire de la Province de Québec, Tome XXIX : Vers l'âge d'or*. Montréal et Paris, Fides, 1955.

⁴³ Cette ligne de transmission fut officiellement inaugurée le 12 octobre 1927. Par ailleurs, cette ligne devait fournir 60 000 CV à la nouvelle papetière Anglo-Canadian Pulp and Paper. Cet important développement industriel promettait l'embauche de 1 000 ouvriers et la vente de lotissements dans Limoilou. SWP érigeait également dans Limoilou une usine supplémentaire pour recevoir l'énergie de Shawinigan et des chutes plus modestes présentes en périphérie de Québec. *Ibid.*

ontarienne de l'électricité était libérée des impôts sur le revenu, contrairement aux entreprises québécoises. En outre, elle considérait trompeuses les comparaisons avec la Régie ontarienne, puisque celle-ci offrait son service à des districts aux populations plus denses et plus riches, d'où une consommation d'électricité plus importante.

Vers 1929, la contestation antimonopole avait gagné les deux grands centres urbains de la province et l'opinion publique se montrait de plus en plus disposée à entendre les arguments des opposants aux monopoles. À Montréal, le conseil dirigé par Camilien Houde contestait les monopoles nés des dernières fusions d'entreprises de services publics. Mais les blâmes étaient surtout dirigés à l'endroit du gouvernement Taschereau et de sa politique industrielle : «Nous assistons à la confiscation du bien national au profit de quelques-uns. Nous avons le monopole de l'épicerie, le monopole du lait, le monopole de l'électricité, le monopole de la pulpe, le monopole du ciment, le monopole du nickel, le monopole des liqueurs, le monopole des taxes, le monopole de la presse à contrats et le monopole de la fonction publique⁴⁴».

Manifestement, l'opinion publique provinciale s'ouvrait de plus en plus aux abus des monopoles, et pendant que s'effectuait cette prise de conscience, le mouvement contestataire de la vieille capitale, lui, se radicalisait.

⁴⁴ *Ibid.*

CHAPITRE 3

Radicalisation et élargissement du mouvement antimonopole dans les années 1930

Le passage, vers 1930, d'une critique de la politique tarifaire menée par les hommes d'affaires de Québec à un mouvement d'opposition aux assises relativement larges, plaçait Quebec Power dans une position beaucoup plus délicate qu'auparavant. Il ne s'agissait plus pour la compagnie simplement d'apprivoiser un organisme de représentation des gens d'affaire, il fallait maintenant éviter à tout prix de s'aliéner l'ensemble de la population.

Le mouvement de contestation commençait donc à se diversifier, par l'élargissement de ses bases sociales d'abord, mais, plus encore, en raison des positions divergentes adoptées par les différents acteurs impliqués. Le monde des affaires aura tendance à demeurer modéré dans ses revendications; on peut même dire qu'il fera preuve d'une certaine indulgence. Les petits propriétaires et les ligues de citoyens opteront plutôt pour la ligne dure : baisse immédiate des taux ou municipalisation. Pareilles positions, comme on le verra, fragilisait le mouvement d'opposition au monopole de l'électricité dans la vieille capitale.

1. La résistance de Quebec Power

Devant un mouvement contestataire qui s'organisait et se diffusait de plus en plus au sein de la population de Québec, la filiale de SWP se devait donc de réagir rapidement. Face à la menace de la municipalisation, les réactions de Quebec Power ne se firent pas attendre. Dès février 1931, Julian C. Smith, président de Quebec Power, écrivait au maire Lavigueur. Smith venait d'apprendre, par l'intermédiaire des journaux, l'intention du Conseil de ville

d'annuler le contrat d'éclairage avec la compagnie, dans les deux années précédant la fin de son terme. La ville avait même déjà demandé l'avis d'experts pour évaluer le coût d'un système d'éclairage municipal¹. Pour contrer cette menace, Smith considérait nécessaire d'amorcer des discussions. Il écrivait : « nous sommes tous des hommes d'affaires, nous sommes tous appelés à avoir des relations tous les jours ». Selon lui, l'état de lutte actuel parmi les échevins, les contribuables de Québec et la compagnie n'était pas très constructif. Ce problème était le résultat d'un manque de communication, poursuivait-il. La Ville ne devait pas s'engager dans un projet aussi onéreux alors qu'il demeurait possible d'entreprendre des pourparlers. Il fallait négocier et établir des relations plus cordiales entre les parties.

Manifestement, Smith tentait de stimuler chez Lavigueur des cordes sensibles : celle des affaires, et surtout celle qui suggérait que les deux hommes faisaient tout simplement partie de la même communauté d'intérêts. Nous sommes tous des hommes d'affaires, écrivait-il, et Henri-Edgar Lavigueur faisait au moins partie de la petite bourgeoisie d'affaires. Après neuf années d'expérience comme voyageur de commerce pour la maison Bemard et Allaire, le maire de Québec avait fondé, en 1892, l'entreprise Lavigueur et Hutchison spécialisée dans la vente d'instruments de musique et de machines à coudre².

Quelques jours plus tard, l'échevin Scott écrivait à Julian Smith³ en lui expliquant d'abord qu'il avait attendu la tombée du rapport de la commission municipale avant de le contacter⁴. Scott débute sa missive par des éloges polis : a) l'énergie électrique fournie à

¹ Correspondance : 12 février 1931, Julian C. Smith, président de *Quebec Power* au Maire Lavigueur et les Échevins de la Cité de Québec. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série « Conseil et Comités » 1833 - 1965 : Électricité, 1931.

² Louis-Marie Côté, Carmelle Gauvin, Gérald Sirois, *Les maires de la vieille capitale*, Québec, Société Historique de Québec, 1980.

³ Correspondance : 14 février 1931, J. G. Scott à Julian Smith, président de *Quebec Power*. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série « Conseil et Comités » 1833 - 1965 : Électricité, 1931.

⁴ Pendant ce temps, nous apprend Scott, Robert Wood, ingénieur en chef de *Quebec Power*, a tout en son pouvoir pour rendre la chose claire et le convaincre que *Quebec Power* jouait franc jeu avec la ville de Québec. *Ibid.*

l'Anglo-Canadian Paper Co., «notre plus grande industrie», est bon marché ; b) Québec est fière que *SWP* ait fait de Upper St-Maurice un grand centre industriel ; c) le système de tramways de Québec est excellent. Toutefois, et c'était là que résidait le problème, les citoyens de Québec, au niveau de l'éclairage électrique, semblent payer deux fois plus cher que ceux des villes d'Ontario et d'ailleurs pour une population de taille similaire. Il n'était donc pas étonnant que la ville ait pris la décision de municipaliser son service de l'électricité en donnant à la compagnie un avis de deux ans pour l'annulation de son contrat. Scott conseillait donc à Smith «de nager un peu avec le courant et de faire de [ses] consommateurs [ses] amis». D'autre part, Scott suggérait à Smith d'offrir à Québec des taux au moins équivalents à ceux de Montréal pour la lumière et la force motrice, puis, dans un délai raisonnable, de diminuer les tarifs afin de les rendre comparables à ceux des villes de population semblable comme Winnipeg, Hamilton et Ottawa. Aux yeux de Scott, c'était le seul moyen de regagner l'appui de la clientèle. En terminant, il prenait bien soin de rappeler à Smith à quel point les efforts des hommes d'affaires de Québec avaient été importants pour faciliter les grands développements hydroélectriques réalisés dans le passé par *SWP*.

Des négociations étaient donc à prévoir. Le maire Lavigueur, au nom du Conseil de ville, donnait son aval à Smith pour organiser une rencontre des parties le plus tôt possible⁵. Mais le Conseil désirait que cette rencontre se fasse selon certaines modalités : la ville souhaitait régler le conflit par l'arbitrage, et le règlement de cette affaire allait devoir être soumis à celui de l'Université Laval. La question complexe de la tarification devait être étudiée et réglée sous ses aspects «économiques, moraux et scientifiques», d'où le choix de l'Université comme «tribunal de justice». La proposition est intéressante, car le choix de l'institution laisse planer l'ombre de Philippe Hamel. Le dentiste de Québec, membre du

⁵ Correspondance : 20 février 1931, Maire Lavigueur de Québec à Julian Smith, président de QPW. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931.

corps professoral de cette institution entre 1930 et 1954, y avait sûrement de solides appuis. Les questions qu'on souhaitait soumettre à l'arbitrage étaient d'ailleurs déjà prêtes: a) les taux suggérés à la compagnie par le Conseil allaient-ils permettre de distribuer de 40 à 50 000 CV à Québec tout en générant un profit raisonnable malgré les cent milles de distance qui séparaient la centrale hydroélectrique et la ville ?; b) cette grille tarifaire est-elle trop ou pas assez élevée ?; c) qu'est-ce que l'Université Laval pouvait suggérer pour mettre fin au conflit entre *Quebec Power*, la Ville de Québec et ses nombreux clients ? Finalement, la dernière condition consistait à ce que les deux parties se soumettent inconditionnellement aux décisions promulguées par le Conseil universitaire de l'Université Laval. On allouait huit jours à la compagnie pour répondre à la proposition.

Pendant le temps de réflexion consenti à Quebec Power, le Conseil de Ville sollicitait l'expertise de Louis-Stephen Saint-Laurent — président de l'Association du Barreau Canadien, avocat le plus réputé de Québec et futur premier ministre du Canada — pour faire l'analyse de la clause 36⁶ du cahier des charges du contrat de 1925 entre la ville de Québec et Quebec Power⁷. St-Laurent devait étudier la charte de la ville au sujet de l'éclairage, et celle de tous les statuts qui affectaient Quebec Power et les entreprises qui la précédaient et dont elle avait acquis les propriétés, droits et privilèges. Au terme de cette analyse, Saint-

⁶ Cette clause du contrat se lisait comme suit : «Rien dans ces spécifications ne sera interprété comme prohibant ou défendant à la Cité de Québec d'installer par contrat ou d'établir, mettre en usage et entretenir son propre système ou installation d'éclairage électrique dans le but d'éclairer les rues de la ville ou tous bâtiments sous le contrôle et la surintendance du Conseil de Ville, et quand la Corporation de Québec aura décidé de se pourvoir de son propre système ou installation d'éclairage électrique, il sera loisible à la Cité sur avis de deux ans donné à la Compagnie, d'annuler le présent contrat, et dans ce cas la Cité achètera les poteaux, suspensoirs, fils et lampes en usage, le prix à payer sera basé sur la valeur de remplacement d'alors (replacement value) moins dépréciation, laquelle valeur sera déterminée par la Commission des Services Publics, à défaut d'entente entre la Compagnie et la Cité sur le montant de la dite valeur». Devis et spécification du contrat d'éclairage entre la Cité de Québec et «The Quebec Power», dans AVQ, QP1-4, 89-10, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Éclairage, 1917 - 1929.

⁷ Correspondance : 23 février au 2 mars 1931, Louis Saint-Laurent, président du Barreau canadien à Chapleau & Thériault : éclairage - contrat 1925. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931.

Laurent affirmait que la ville pouvait acquérir, après annulation du contrat, les poteaux, suspensoirs, fils et lampes en usage pour l'éclairage des rues, des parcs et édifices municipaux. Toutefois, la distribution de l'électricité pour fins domestiques ou industrielles constituait un commerce, la ville de Québec n'était légalement autorisée qu'à réglementer ce commerce et non à le pratiquer. Il fallait qu'un règlement soit approuvé et voté à la majorité des électeurs propriétaires. Et plus difficile encore, la ville de Québec ne pouvait pas enlever à la compagnie ses droits et privilèges acquis par des chartes provinciales. Saint-Laurent estimait que la ville pouvait fournir chauffage et force motrice pour les appareils domestiques seulement à deux conditions : premièrement, le système devait être principalement axé sur l'éclairage, et deuxièmement, le chauffage devait être fourni par ce même système. Un système, donc, principalement constitué pour la distribution de l'éclairage où les autres services ne seraient qu'accessoires. Saint-Laurent ne croyait pas que la ville de Québec pouvait être légalement autorisée, selon le cadre législatif de l'époque, à faire le commerce de la distribution de l'électricité pour des fins industrielles.

À la veille de la rencontre entre Smith et le Conseil municipal, les conclusions de Saint-Laurent donnaient un avantage à Quebec Power. La rencontre avec les officiers de la compagnie souhaitée par le maire eut bien lieu. Mais jamais l'Université Laval ne fut retenue comme arbitre⁸. La ville optait plutôt pour la mise sur pied d'un Comité de citoyens — composé d'Émile Bouchard, G. A. Lépine, du D^r P. H. Bédard et de Philippe Hamel — pour affronter la délégation de la compagnie. Cet événement allait évidemment susciter l'intérêt de toute la ville⁹.

⁸ On peut croire que Quebec Power ait refusé ce tribunal en raison, entre autres, des contacts que Philippe Hamel était susceptibles d'y avoir et des avantages qu'il aurait pu en tirer. Mais aucune source ne nous permet de le confirmer.

⁹ Par exemple, l'Association des Marchands Détaillants du Canada avouait au Conseil de ville qu'elle suivait «avec intérêt le travail de l'Hôtel de Ville pour amener Quebec Power à réduire ses taux d'éclairage et de pouvoir à Québec». L'organisation proposait aux autorités municipales de faire en sorte que «les intérêts du commerce de

Le 25 mars 1931, la réunion entre les officiers de la compagnie et le Comité des citoyens fut consignée dans un rapport¹⁰. On y apprend qu'en début de réunion, Smith exposait les conditions de Quebec Power : «la cité consent à ne rien faire qui puisse affecter injustement la compagnie et lui rendre plus difficile la distribution de l'électricité au public aux taux mentionnés», c'est-à-dire à ceux proposés par l'entreprise lors de cette rencontre. Objection immédiate du Comité ; cette requête signifiait de renoncer à la municipalisation durant toute la durée d'un nouveau contrat. La compagnie demandait aussi diverses compensations en retour d'une réduction des tarifs de l'électricité. D'abord, la ville devait renoncer au 5 % sur les revenus bruts du service du tramway pour accepter plutôt 10 % sur les revenus nets. Le Comité refusa¹¹. Ensuite, Quebec Power désirait être libérée du fardeau de l'enlèvement de la neige et ne plus être contrainte de maintenir un service de cinq minutes sur certaines lignes peu rentables. Le Comité de citoyens fit alors remarquer — à la compagnie — qu'il s'agissait ici de régler le cas de l'électricité et non celui du tramway. D'ailleurs, le Comité soulignait qu'il ne fallait pas seulement examiner la réduction appréciable de tarifs proposée par la compagnie à la population — de 0.05 \$ à 0.03 \$, mais également déterminer si le consommateur allait trouver profit à consommer davantage. C'était effectivement dans l'intérêt de Quebec Power d'accroître la consommation, mais il fallait que la population trouve aussi un avantage à utiliser de l'électricité pour d'autres fins que l'éclairage. Sans cette assurance, les consommateurs allaient poursuivre «leur usage prudent et parcimonieux de l'électricité».

détail soient sauvegardés». Correspondance : 6 mars 1931, L'Association des Marchands Détaillants du Canada Inc. au Maire Lavigne. AVQ, QP1-4, 153 - 5, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931 - 1956.

¹⁰ Rapport sur les entrevues entre les officiers de Quebec Power et le Comité des citoyens. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931.

¹¹ Le Comité des citoyens refusait d'échanger un pourcentage sur des gains contre celui sur un revenu probable, car en 1930, le service du tramway accusait un déficit de 123 755.00 \$.

Cette remarque du Comité des citoyens met en évidence un phénomène majeur, celui de la pénétration de l'électricité dans les foyers de Québec. Manifestement, les deux adversaires adoptaient un point de vue différent sur la question. L'une des parties pense aux profits, l'autre au juste prix. On peut également y discerner le choc, pour les contemporains, causé par l'apparition de nouvelles réalités. On prenait conscience que face à des industries géantes dont la priorité semblait être la maximisation des profits, la réglementation était inadéquate. Il incombait donc aux instances publiques des niveaux inférieurs de tenter de limiter les abus des grandes entreprises. Le Comité des citoyens tenta, par le biais de l'élaboration d'une grille tarifaire, de proposer des taux à la satisfaction des consommateurs de Québec. Elle fut confrontée à celle proposée par Julian Smith :

TABLEAU IV : Grilles tarifaires comparées élaborées par le Comité des citoyens		
ÉCLAIRAGE DOMESTIQUE		
20 kWh / mois durant 1 an		
Ottawa	7.32 \$	
Québec en 1931	15.00 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 12.60 \$	de 1935 à 1945 : 11.34 \$
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 13.08 \$	de 1935 à 1945 : 9.00 \$
50 kWh / mois durant 1 an		
Hamilton	14.40 \$	
Québec en 1931	30.00 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 21.60 \$	de 1935 à 1945 : 19.44 \$
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 22.44 \$	de 1935 à 1945 : 14.40 \$
500 kWh / mois durant 1 an		
Ottawa	47.76 \$	
Québec en 1931	145.69 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 135.60 \$	de 1935 à 1945 : 122.04 \$
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 79.20 \$	de 1935 à 1945 : 64.00 \$
1000 kWh / mois durant 1 an		
Ottawa	87.12 \$	
Québec en 1931	226.84 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 217.80 \$	de 1935 à 1945 : 196.02 \$
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 133.20 \$	de 1935 à 1945 : 118.08 \$

TABLEAU IV : (suite)

**Grilles tarifaires comparée élaborée par le Comité des citoyens
ÉCLAIRAGE COMMERCIAL**

100 kWh / mois durant 1 an / demande de 1 kWh		
Sherbrooke	21.60 \$	
Québec en 1931	60.00 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 54.48 \$	de 1935 à 1945 : 54.48 \$
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 37.80 \$	de 1935 à 1945 : 37.80 \$
600 kWh / mois durant 1 an / demande de 4 kWh		
Hamilton	105.84 \$	
Québec en 1931	360.00 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 304.56 \$	de 1935 à 1945 : 248.88 \$
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 194.40 \$	de 1935 à 1945 : 172.80 \$
1000 kWh / mois durant 1 an / demande de 8 kWh		
Hamilton	204.12 \$	
Québec en 1931	600.00 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 522.72 \$	de 1935 à 1945 : 484.92 \$
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 388.80 \$	de 1935 à 1945 : 324.00 \$
2000 kWh / mois durant 1 an / demande de 16 kWh		
Sherbrooke	408.20 \$	
Québec en 1931	1200.00 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 1045.40 \$	de 1935 à 1945 : 969.84 \$
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 691.20 \$	de 1935 à 1945 : 648.08 \$

FORCE MOTRICE

10 cv utilisant 2000 kWh / mois durant 1 an / demande de 10 cva		
Ste.Catherine, Ont.	152.04 \$	
Québec en 1931	381.96 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 54.48 \$	de 1935 à 1945 : 54.48 \$
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 37.80 \$	de 1935 à 1945 : 37.80 \$
50 cv utilisant 8000 kWh / mois durant 1 an / demande de 50 CV		
Guelf, Ont.	836.40 \$	
Québec en 1931	1789.56 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 1684.56 \$	-
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 1466.04 \$	de 1935 à 1945 : 1312.20 \$
200 cv utilisant 30000 kWh / mois durant 1 an / demande de 200 CV		
Hamilton	3207.60 \$	
Québec en 1931	7038.00 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 6483.00 \$	-
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 5578.60 \$	de 1935 à 1945 : 5475.60 \$
2000 kWh / mois durant 1 an / demande de 16 kWh		
Sherbrooke	408.20 \$	
Québec en 1931	1200.00 \$	
Taux proposés par Quebec Power	de 1931 à 1935 : 1045.40 \$	de 1935 à 1945 : 969.84 \$
Taux proposés par le Comité	de 1931 à 1935 : 691.20 \$	de 1935 à 1945 : 648.08 \$

Le 1^{er} avril, les parties se rencontraient à nouveau. Il fallut deux séances de discussion pour que la compagnie consente à abandonner ses requêtes au sujet du tramway et accepter la signature d'un contrat de 10 ans au lieu de 14. Toutefois, Quebec Power refusait d'aller en-deçà des taux qu'elle avait proposé pour le service domestique et pour la période 1931-1935. La seule concession de l'entreprise : une mensualité de service de 0.30\$ net pour la période 1935-1945. Ce tarif était lié à une échelle de 0.02½ \$ net pour les premiers 60 kWh ; 0.018/10 \$ pour les 400 kWh suivants ; 0.01 \$ pour la balance. Le Comité des citoyens refusa cette offre.

Finalement, une semaine plus tard, Quebec Power soumettait ses conclusions relativement à l'entrevue du 25 mars, et proposait une nouvelle grille tarifaire. La compagnie situait cette offre dans une suite de baisses de tarifs inaugurée depuis des années. Quebec Power affirmait effectuer un «essai loyal» pour vérifier les affirmations des contestataires qui assuraient qu'une baisse substantielle des taux encouragerait une hausse de la consommation. Smith considérait cette initiative comme une preuve de coopération. Mais l'entreprise tenait à préciser que jamais elle ne négligerait les économies qu'elle avait en main et que d'aucune façon elle ne ferait en sorte d'affaiblir sa structure financière. Quebec Power se devait de financer les aménagements les plus modernes et les améliorations auxquelles le consommateur avait droit de s'attendre¹².

La décision finale appartenait maintenant au Conseil de ville. Hamel soutenait fermement que seule l'adoption des taux proposés par le Comité des citoyens pouvait permettre d'éviter la municipalisation. Après beaucoup d'hésitation, le maire Lavigueur optait finalement pour les taux du Comité. Quebec Power, forcément insatisfaite, proposait maintenant de soumettre toute cette affaire à l'arbitrage de la CSPQ. Refus catégorique du

¹² Julian Smith, Rapport sur les taux de l'électricité. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931.

Conseil de ville. Comme riposte, et sans en avertir les autorités municipales, la compagnie mettait en force sa nouvelle grille tarifaire, soit une cinquième baisse de tarifs depuis 1923¹³.

Beaucoup d'efforts mis en œuvre pour des résultats modestes. Quebec Power décidait d'effectuer sans condition sa baisse de tarifs. Cette action surprise de la compagnie, destinée vraisemblablement à faire taire une opinion tapageuse et à redorer son image, gagna les faveurs de la presse et attisa l'insatisfaction des hommes d'affaires de Québec. Après bien des tergiversations de la part des deux parties, la question de l'électricité à Québec n'avait suscité que mécontentement. Si les ménages avaient vu diminuer de quelques sous leur compte mensuel, les hommes d'affaires, pour leur part, décidaient de manifester avec encore plus d'acharnement. Ils se considéraient comme les laissés pour compte. Hamel défendait avec fougue les intérêts des particuliers. Les hommes d'affaires feraient-ils front commun avec le dentiste de Québec pour que la lutte s'universalise et gagne des voix ?

2. Une coalition fragilisée par des intérêts divergents

Depuis l'instauration des tarifs combinés (ou à échelle graduée), l'insatisfaction générale vis-à-vis des taux de l'électricité allait croissante. Ce type de tarification était complexe et la facture du consommateur pouvait varier de bien des façons. Nous avons déjà émis l'hypothèse que ce mode de gestion des tarifs avait pu favoriser la montée contestataire à Québec. L'insatisfaction était bien sûr présente avant l'adoption de cette nouvelle grille tarifaire, mais les choses semblent s'être sérieusement envenimées par la suite.

En avril 1931, le Conseil fédéré des métiers et du travail de Québec et Lévis contactait le maire de Québec pour que l'on clarifie le fonctionnement de cette grille à taux

¹³ Rumilly : 154, et voir également notre chapitre 1.

combinés¹⁴. Le Conseil Fédéré affirmait recevoir de nombreuses questions de la part de ses membres au sujet de ces taux. En fait, l'organisation expliquait que les tarifs gradués n'avaient encore été adoptés que par bien peu de consommateurs — car en 1931 on avait encore le choix entre un tarif fixe ou combiné — et que cette situation était évidemment à l'avantage de la compagnie. Les échelles de tarifs devaient permettre une certaine économie aux clients de Quebec Power, mais le caractère rébarbatif et complexe du système avait dissuadé un grand nombre de clients d'opter pour ce type de facturation. Les consommateurs étaient donc confrontés à un double problème : 1) le caractère encore relativement récent de l'électrification à la maison ; 2) la complexité du choix de l'échelle tarifaire à adopter pour obtenir un maximum d'économie. Les modes de vie des ménages connaissaient des bouleversements importants, et tous les changements apportés par la diffusion de la nouvelle technologie ne pouvaient s'imposer sans heurts.

2.1 Le monde des affaires : pour une réduction négociée des tarifs favorables à ses représentants

La réaction des organismes locaux ne se fit pas attendre. La dernière rencontre entre le Conseil de ville et la compagnie avait fait la une des journaux. Bien des regroupements d'hommes d'affaires ou de simples citoyens voulaient maintenant participer au débat ou, à tout le moins, tenter de faire valoir leur opinion. La Chambre de commerce fut la première à donner son avis¹⁵. Selon elle, pour obtenir un tarif minimum de 1.35 \$, il aurait fallu que la consommation domestique soit supérieure à 460 kWh, alors qu'elle n'était que de 49 kWh.

¹⁴ Correspondance : 9 avril 1931, Joseph Matte, secrétaire, Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis au Maire H. E. Lavigneur. AVQ, QP1-4, 153 - 5, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965: Électricité, 1931 - 1956.

¹⁵ Rapport du Conseil de la Chambre de Commerce de Québec sur les taux de l'électricité tenue le 13 avril 1931 sous la présidence H. Arthur et G. Penny, Prés. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités», Électricité, 1833 - 1965.

Il semblait peu probable à la Chambre qu'une hausse extraordinaire de la consommation puisse s'effectuer dans ces conditions. De plus, pour que les taux de 1935-1941 proposés par le Comité soient valables, la consommation des ménages devrait doubler en seulement cinq ans. La Chambre croyait toujours que le nœud du problème résidait dans la faiblesse de la consommation domestique de l'électricité à Québec, directement responsable de taux commerciaux et industriels trop élevés. Elle demeurait donc et toujours le grand protecteur des intérêts commerciaux de la ville de Québec et considérait que l'on consommait peu, mais sans croire que les taux élevés puissent être réellement responsables de cet état de fait¹⁶.

Toutefois, le travail de négociation avec Quebec Power qu'avait orchestré le Conseil de ville avait satisfait certaines organisations locales. L'Union nationale catholique des compagnons-boulangers du Canada, section Québec, remerciait vivement le Conseil pour la réduction de taux obtenue. Aux dires de cette organisation, c'était «une marque d'attention que le Conseil [portait] à la population de toute la ville et en particulier à la population ouvrière¹⁷». Pour sa part, L'Association des marchands détaillants du Canada, considérait que le principe de tarification par échelle graduée était acceptable pour stimuler une hausse de la consommation. Mais la nouvelle baisse de tarifs mise en place par la compagnie n'était pas satisfaisante, les taux étaient encore trop élevés, particulièrement au niveau commercial et industriel. L'Association croyait la compagnie en mesure de les réduire davantage. Bien qu'ils fussent encore supérieurs à ceux des villes ontariennes, on estimait momentanément

¹⁶ Rappelons-nous que, dans une précédente étude, la Chambre affirmait qu'il fallait éduquer la population à consommer davantage. Leur position restait donc la même. De plus, selon Rumilly, Arthur Penny, président de la Chambre de commerce de Québec était le défenseur attitré de la compagnie. Les rapports contradictoires émis par la Chambre laissaient le public hésitant quant au camp à appuyer. De plus, Philippe Hamel eut souvent à en découdre avec Penny, leurs points de vue fort différents sur la question de l'électricité fit à certains moments la une des journaux. Marie-Paule Belzile, *Bio-bibliographie du Docteur Philippe Hamel*, Québec, Bibliothèque de l'Université Laval, 1949 ; Robert Rumilly, *Histoire de la Province de Québec, Tome XXXII : La Dépression*. Montréal et Paris, Fides, 1959.

¹⁷ Correspondance : 20 avril 1931, Rolland Légaré, secrétaire de L'Union National Catholique des Compagnons-Boulangers du Canada (section Québec) au Maire de Québec et les échevins. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

acceptables les taux soumis par le Comité des citoyens (en attendant une éventuelle hausse de la consommation¹⁸).

Cette intervention fut suivie d'une résolution adoptée par la section locale de l'Association des manufacturiers Canadiens à une réunion tenue le 24 avril 1931¹⁹. Cette autre association locale faisait parvenir une lettre identique, au mot près²⁰, à celle de l'Association des marchands détaillants du Canada. Manifestement, la résolution commune des deux associations était le fruit d'une action concertée. Le problème de la tarification de l'électricité à Québec — voire dans la province — était d'une actualité, d'une importance telle que des regroupements crurent essentiel de mettre leurs idées en commun, et même parvenir rapidement à un consensus quant aux recommandations à faire au Conseil de ville. Le problème de l'électricité s'exprimait clairement et sa solution apparaissait tout à fait limpide aux yeux des hommes d'affaires de Québec : l'électricité était trop dispendieuse, on ne demandait rien de moins que les taux ontariens²¹.

Au total, les hommes d'affaires de Québec, et plus spécifiquement ceux représentés par la Chambre de commerce, n'avaient blâmé l'entreprise d'électricité que du bout des lèvres. Les coûts de l'électricité pour le service commercial, voire industriel, étaient certes élevés, mais au yeux de la Chambre, les seuls responsables de ces tarifs fortement désavantageux pour le monde du commerce étaient les petits consommateurs dont les faibles achats d'électricité ne permettaient pas à la compagnie d'engendrer suffisamment de

¹⁸ L'Association des Marchands Détaillants du Canada Inc., Résolution. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

¹⁹ Résolution adoptée par l'Association des Manufacturiers Canadiens, succursale de Québec, à une assemblée tenue le 24 avril 1931. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

²⁰ La seule différence est une plainte supplémentaire, l'Association étant opposée à toutes charges fixes pour les compteurs. *Ibid.*

²¹ On partageait également, bien qu'avec des mots différents, cette opinion chez les 800 membres du Cercle des voyageurs de commerce de Québec. Extrait des délibérations du Bureau de direction du Cercle des Voyageurs

profits. Et c'était le secteur commercial qui devait payer pour le manque à gagner causé par une consommation domestique trop modeste. À certains égards, la Chambre semblait même sympathiser avec Quebec Power et croyait, comme elle, que l'échelle de tarifs était, dans les circonstances, tout à fait légitime. Les hommes d'affaires feraient donc front commun afin d'assurer la protection de ce qu'ils considéraient comme l'une des bases fondamentales de la société, la liberté d'entreprise.

2.2 Les ligues de citoyens animées par le D^r Philippe Hamel : pour la municipalisation du service

Une action de concertation s'était également manifestée au sein des ligues de citoyens de quartier. Les ligues de Saint-Jean-Baptiste, Limoilou, Saint-Malo, Saint-Sacrement, Champlain firent connaître au Conseil de ville leur position commune²². En fait, on se plaisait à mentionner que ces requêtes et commentaires étaient les mêmes que ceux des autres quartiers. En général, contrairement aux avis des hommes d'affaires, les ligues de quartier optaient pour la ligne dure : la municipalisation du service de l'électricité dans leur ville, à moins que la compagnie accepte d'ajuster ses taux à ceux proposés par le Comité des citoyens. Les ligues considéraient que l'électricité était vendue de trois à six fois trop chère à Québec, que l'utilisation grandissante de l'énergie électrique permettait maintenant aux distributeurs de vendre avec profit l'électricité entre 0,02 ¢ et 0,15 ¢ le kWh. Le Québec possédait aussi la plus vaste réserve hydraulique du monde, et «une ville aux taux électriques élevés ne peut espérer de développement industriel sérieux et prospère». Le prix

de commerce de Québec. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931-1956.

²² Résolution adoptée unanimement lors d'une assemblée de la Ligue des Citoyens de Saint Jean-Baptiste tenue à la Salle Papillon le 7 mai 1931; Association des Citoyens de Limoilou : Électricité; Ligue des Citoyens de Saint-Malo : Résolution; Ligue des Citoyens de Saint-Sacrement aux membres du Conseil Administratif de la Cité de Québec; Ligue des Citoyens du quartier Champlain au Maire H. E. Lavigneur de Québec et les échevins. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

élevé de l'électricité était un fardeau pour les consommateurs, une taxe supplémentaire qui haussait considérablement le coût de la vie. L'électricité, une énergie propre, économique et de «chez nous», était appelée à remplacer pour de bon le charbon et le gaz. Les ligues ajoutaient qu'au regard des piètres résultats obtenus par la CSPQ dans son contrôle de l'industrie électrique, la concurrence municipale, contrairement à ce que pouvaient affirmer ses opposants, apparaissait comme la seule voie garantissant un prix équitable. Avec le concours «loyal» du gouvernement, la municipalisation «serait un moyen pratique de jouir de ce qui reste de non aliéné en hydroélectricité dans notre patrimoine». Les dernières réductions accordées par Quebec Power apparaissaient encore nettement insuffisantes. Les habitants de Québec n'étaient pas en mesure de comparer leur situation à celles des autres citoyens québécois; «on garde le public délibérément dans l'ignorance à ce sujet». Les ligues de quartier concluaient en affirmant que la question de l'électricité «[était] trop grave, au point de vue civique et national, pour risquer de la compromettre par des intrigues de clans ou de parties».

On désirait donc soumettre au Conseil de ville, tout en souhaitant attirer l'attention des autorités provinciales, les requêtes suivantes : 1) que la ville de Québec demande à la Législature, durant la présente session, les pouvoirs nécessaires pour municipaliser ; 2) que le Conseil de ville use le plus tôt possible des dits pouvoirs dans l'intérêt de ses citoyens; 3) que le Conseil accepte le rapport de la Commission d'enquête dont la valeur n'a pas été contestée ; 4) que la ville, en attente de la municipalisation, instaure un bureau pour étudier de manière efficace les plaintes des consommateurs d'électricité et de gaz ; 5) que la ville délègue, dans certaines villes municipalisées, des hommes qualifiés et indépendants des compagnies électriques, pour obtenir les meilleures suggestions pour municipaliser ; 6) que Québec renonce à la municipalisation seulement si elle a toutes les garanties raisonnables d'un approvisionnement par Quebec Power aux conditions d'Hydro-Ontario — on accepterait

même le taux le plus élevé d'une ville ontarienne d'au moins 25 000 habitants ; 7) que la question de l'électricité soit considérée par tous les officiers municipaux et les citoyens de la ville de Québec, comme plus importante que toutes les divisions de politique municipale et provinciale. On était d'avis qu'il était impérieux de s'unir autour d'un programme progressif et pratique pour réduire le coût de la vie et permettre aux industries présentes et futures d'être en mesure de concurrencer les usines de l'Ontario et d'ailleurs. Les ligues souhaitaient finalement que leur résolution soit présentée aux journaux de Québec afin qu'ils en fassent la publication.

Adeptes et supporters de l'analyse et des solutions préconisées par Philippe Hamel, les ligues de quartiers s'éloignaient donc de la position du regroupement d'hommes d'affaires²³. Les unes ne désiraient plus faire aucune concession, c'était à la compagnie d'agir et de réduire ses tarifs si elle voulait éviter la municipalisation, les autres croyaient que c'était à la clientèle de Quebec Power de hausser sa consommation pour que les taux puissent diminuer.

Chez Quebec Power, on décida de lancer une campagne de sensibilisation dans le but de justifier le bien-fondé de la grille tarifaire et de convaincre les usagers de la qualité du service qui leur était offert. Le tumulte engendré par la question de l'électricité au début des années 1930 forçait la compagnie à tenter de calmer les esprits, à tout le moins la clientèle. Pour y parvenir, il s'agissait de démontrer que les taux payés à Québec n'étaient pas nécessairement plus élevés que ceux des villes d'Ontario et que les comparaisons avec la situation de la province voisine ne tenaient pas la route. Quebec Power voulait convaincre la population de Québec qu'elle était tout aussi bien traitée «et quelques fois mieux que les

²³ Les requêtes exprimées par ces regroupements de citoyens emploient clairement les arguments du dentiste. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les nombreuses allocutions de Hamel produites devant les différentes instances de la province. Les ligues de citoyens endossaient de bon gré les requêtes contestataires du docteur. De toute évidence, la contestation antimonopole dans la vieille capitale était elle-même divisée en deux camps, avec Philippe Hamel à la tête de la partie civile, et la Chambre de commerce à celle du cercle des hommes d'affaires.

autres [...] en plus de l'avantage incontestable de recevoir une part des profits au moyen de taxes». Cette publication²⁴ de la compagnie recelait une argumentation complexe destinée à appuyer la thèse de tarifs comparables aux taux ontariens. Quebec Power se défendait des attaques lancées contre elle et affirmait avec insistance que jamais ses taux industriels et commerciaux n'avaient empêché l'établissement de nouvelles firmes dans la ville de Québec²⁵.

De toute évidence, à la veille de la deuxième requête du Conseil de ville devant la Législature dans le but d'obtenir le droit de municipaliser, la filiale de Shawinigan était gagnée par la panique. Tenter de démontrer que les taux offerts à la ville de Québec puissent être, même seulement dans certains cas, plus avantageux que ceux d'Ontario était peu vraisemblable. N'ayant aucune chance de rallier les meneurs de la contestation à sa cause, Quebec Power pouvait à tout le moins tenter de convaincre une partie de la population de Québec de la justesse de ses arguments.

2.3 Le Conseil municipal : pour l'obtention du droit de municipaliser le service en cas d'échec des négociations avec Quebec Power

Ainsi, au cours des affrontements entre le Conseil de ville et Quebec Power, le maire Lavigueur et ses troupes tentèrent à deux reprises d'obtenir de la Législature le droit de municipaliser l'électricité à Québec. À la première occasion, au lendemain du dépôt de l'étude de Louis Saint-Laurent, le Conseil de ville avait demandé le droit d'amender la charte municipale par l'ajout d'un article qui donnerait le «plein droit de municipalisation» à la vieille

²⁴ *Les taux de l'électricité*, publication de Quebec Power Co., 1931. AVQ, QP1-4, 153 – 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 – 1965 : Électricité / 1931.

²⁵ Cet argument était d'ailleurs indiqué en caractères bien gras dans le document public. La compagnie tentait par ailleurs de dénigrer les taux de la province voisine en mettant l'accent sur le fait que Québec bénéficiait des taxes payées par son distributeur d'électricité, tandis que le régime municipalisé ontarien n'en payait aucune.

capitale²⁶. La requête fut refusée sous prétexte que les avis requis à la cause n'avaient pas été donnés en temps voulu. La ville de Québec essayait son premier échec devant la Législature provinciale.

Le Conseil de ville tenta à nouveau sa chance devant la Législature en janvier 1931. Le maire venait de refuser de nouvelles offres tarifaires de la compagnie à la suite du dépôt du rapport du Comité des citoyens, et demandait ainsi aux autorités provinciales le droit de municipaliser l'électricité pour des fins industrielles²⁷. La cause de la ville fut plaidée par Ernest Lapointe²⁸, celle de la compagnie par Julian Smith et toute une batterie de procureurs. Au cours du débat, la firme alléguait que la ville de Québec lésait des droits acquis, tandis que Lapointe affirmait que ces droits étaient plutôt des «privilèges limités à la durée du contrat». Lapointe ajoutait qu'il s'agissait de ressources naturelles qui devaient être développées et mises en valeur dans l'intérêt du public, que c'était là un principe qui devait être reconnu et respecté. Aux dires du procureur de la ville, Quebec Power voulait «transformer des privilèges exorbitants et temporaires en droits permanents et immuables». Mais le premier ministre s'opposa à la requête de la ville de Québec en prétextant qu'il fallait protéger le capital investi dans la compagnie par les particuliers, les maisons d'assurances et autres organismes et non le compromettre. Le premier ministre conseillait donc à la ville de Québec de réfléchir à une base d'entente avec Quebec Power. La demande de la ville de Québec fut à nouveau refusée²⁹, et plus que jamais, aux yeux des contestataires, le premier ministre Taschereau apparaissait comme «l'ennemi du peuple et un apôtre dévoué du capital».

²⁶ 30 novembre 1934, Mémoire de J. E. Grégoire, maire de Québec, à la Commission de l'électricité de la Province de Québec (Commission Lapointe). AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965: Électricité, 1931 - 1956.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Ernest Lapointe donnera son nom et son concours comme commissaire à la première commission provinciale d'enquête sur l'électricité dans la province de Québec. Nous en parlerons plus loin dans ce chapitre.

²⁹ Le Comité des bills privés rejetait la clause concernant la municipalisation par 37 voix contre 15. Les partisans de la municipalisation furent, entre autres, Ephraïm Bédard (comté de Québec), Oscar Drouin (Québec-

Cet épisode de la contestation antimonopole qui amena le Conseil de ville devant les instances provinciales fut le résultat, d'une part, des pressions des ligues populaires et, d'autre part, de ce que la question de l'électricité était devenue un véritable enjeu social³⁰. Les pressions étaient fortes, mais des élections approchaient à grands pas. Tout ce débat avait doté le maire Lavigueur d'un capital politique sans précédent. Avec l'appui important de Philippe Hamel et ses récents démêlés devant la Législature, le maire de Québec se plaisait à s'entendre qualifier de «champion de la municipalisation».

3. Le pacte de 1935 : compromis ou capitulation ?

Le contexte qui prévalait au moment des élections municipales de février 1932 laissait peu de doute quant au renouvellement de mandat du maire Lavigueur. Ses attaques contre le Trust et ses tentatives devant la Législature de la Province lui avaient gagné le soutien de l'opinion populaire. Lavigueur fut réélu avec une forte majorité. La promesse de remettre sur pied une commission d'enquête sur les taux de l'électricité³¹ fut l'un des éléments importants de son programme électoral. Le Conseil allait tenter à nouveau d'obtenir une réduction des taux. En cas d'échec, l'option de la municipalisation serait une fois de plus à l'ordre du jour.

À la fin du printemps de 1932, coup de théâtre. Le maire Lavigueur, après avoir promis une nouvelle enquête publique, laissait entendre qu'il souhaitait dorénavant régler la question de l'électricité de son propre chef et surtout «sans tapage». Selon Robert Rumilly,

Est), Joseph-Achille Francoeur (Dorion), Joseph-Napoléon Francoeur (Lotbinière); et les conservateurs du Comité: Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart. Dans Robert Rumilly, *Histoire de la Province de Québec, Tome XXXIII : La plaie du chômage*, Montréal et Paris, Fides, 1961.

³⁰ Par exemple, en janvier 1932, la Ligue des citoyens de Saint-Jean-Baptiste sommait le Conseil de ville de faire valoir devant la Législature ses droits à la municipalisation de l'électricité sur son territoire. Le même mois, la ville essayait son deuxième refus devant la Législature.

³¹ *Ibid.*

Julian Smith avait abordé le maire et laissait miroiter l'hypothèse d'une baisse significative des tarifs³². Lavigueur ne désirait plus entendre parler ni d'enquête, ni de commission. Maintenant, seule l'offre de la compagnie semblait compter. Mais le temps allait bientôt manquer au Conseil de ville, car bien que le contrat du service de l'électricité arrivait à échéance en 1935, la compagnie avait droit à un préavis de deux ans avant de devoir se plier aux exigences de la municipalisation.

Pendant cette période d'attente, Quebec Power demeura fort discrète. Par contre, les pressions du milieu devenaient de plus en plus fortes au Conseil de Ville. En juin, l'Association des marchands détaillants du Canada sommait les autorités municipales de créer une nouvelle commission d'enquête sur les taux de l'électricité considérant l'excellent travail fourni par la précédente commission des citoyens. L'Association croyait maintenant urgente la nomination d'un expert pour préparer les données nécessaires advenant l'option de municipaliser l'électricité dans la ville de Québec³³. L'Association catholique des voyageurs de commerce du Canada, section Notre-Dame, faisait la même requête. Les deux dernières années de lutte contre la compagnie avaient été éprouvantes pour les citoyens de Québec, affirmait le regroupement. Il fallait à tout prix mettre en branle une sérieuse expertise pour connaître les coûts de la municipalisation³⁴.

En juillet 1932, Quebec Power se manifestait enfin. Des négociations avaient été conduites en catimini entre Lavigueur et Smith. C'est J. E. Tanguay, gérant général de la firme, qui communiquait ainsi au maire l'offre tarifaire tant attendue par le Conseil de Ville, offre qui permettrait, espérait Lavigueur, de régler de manière définitive la question de

³² *Ibid.*

³³ Correspondance, 7 juin 1932 : L'Association des Marchands Détaillants du Canada Inc au Maire Lavigueur de Québec: Extrait des minutes d'un assemblée. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

l'électricité à Québec³⁵. Le document déposé par la compagnie débutait par un long préambule mettant en évidence les baisses de taux accordées par la compagnie depuis 1925. Puis, on assurait que les taux offerts et les nouvelles réductions à venir constituaient le fruit des efforts maximums que l'entreprise était disposée à faire. Tanguay offrait deux scénarios pour la réduction des tarifs. La présentation des données aurait été à ce point austère que le Conseil de Ville devait les faire analyser par son ingénieur pour déterminer si les offres constituaient réellement des réductions significatives pour la ville. Pour y parvenir, l'ingénieur de la ville de Québec procéda à une comparaison entre les nouveaux taux proposés par la compagnie et ceux élaborés par le Comité des citoyens³⁶. Au total, les nouvelles réductions étaient légères et graduelles, au surplus, elles se situaient bien en deçà des demandes du Comité. Quebec Power, manifestement assurée de combler sa clientèle, promettait l'instauration de ces nouveaux tarifs seulement si la ville de Québec acceptait de renouveler son entente avec la compagnie pour une période de 25 ans ! Les autorités de la vieille capitale furent consternées. Les plaintes et les pressions auprès du Conseil de ville pour le lancement de l'opération municipalisation s'intensifièrent de plus belle dès l'annonce de cette proposition de la compagnie, jugée tout simplement inadmissible.

Dans ces circonstances, le maire Lavigueur se devait d'agir. Espérant d'abord obtenir tout le crédit d'une entente négociée secrètement avec Smith, le maire était à nouveau forcé d'envisager une lutte ouverte contre la firme d'électricité. Les échevins partisans de la municipalisation effectuèrent de fortes pressions pour que soit de nouveau confié à Ernest

³⁴ Correspondance, 14 juin 1932 : L'Association Catholique des Voyageurs de Commerce du Canada, section Notre-Dame, Québec. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931-1956.

³⁵ Correspondance, 6 juillet 1932 : J. E. Tanguay, gérant général de Quebec Power au Maire de Québec et les membres du Comité Administratif. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

³⁶ Électricité : Hamel, E. ingénieur de la Cité de Québec, Rapport. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

Lapointe le soin de négocier devant la Législature le droit de municipaliser le service de l'électricité à Québec. À la suite d'un long débat entre Lapointe et Lucien Cannon, défenseur des droits de la compagnie Quebec Power, Alexandre Taschereau décidait de maintenir sa position antérieure. Le premier ministre exposait ainsi ses volontés :

«Il faut prendre la situation telle qu'elle est. L'Ontario a municipalisé dès le début; nous ne l'avons pas fait. Il ne s'agit pas, en ce moment, de savoir si nous avons eu tort ou raison. Nous ne disposons pas de \$500 000 000 pour étatiser l'électricité. D'ailleurs nous avons engagé notre parole en donnant des chartes aux compagnies qui ont immobilisé des capitaux, assumé des risques, accompli de grands travaux et provoqué ainsi une plus-value. Les compagnies d'assurances ont placé des millions en obligations des compagnies d'électricité. Ces titres sont la réserve, la garantie des assurés; leur effondrement entraînerait une catastrophe. Nous demandons encore aux compagnies de desservir les campagnes, où les bénéfices sont aléatoires. Comment le feront-elles sans la contrepartie du service urbain ? Et comment l'État provincial, en ce moment surtout, entreprendrait-il l'électrification des campagnes ? Enfin, qui vous assure que dans vingt ou trente ans d'ici l'électricité proviendra encore des chutes d'eau? Des expériences sont en cours, en diverses parties du monde. Si la technique doit être bouleversée, si l'outillage actuel doit aller au rancart, laissez les compagnies courir le risque et subir les pertes, plutôt que la province ou les villes³⁷».

Pour la ville de Québec, le sort en était jeté. Le gouvernement provincial refusait de déroger de sa politique de non-intervention économique face à l'entreprise privée. Il fallait donc poursuivre la lutte contre Quebec Power au niveau local. La ville de Québec avait, à tout le moins, l'autorité légale de municipaliser le service domestique de l'électricité. Dans cette optique, le Conseil de ville avait également commandé une étude sur les coûts de la municipalisation pour déterminer si le projet demeurerait viable sur le plan financier. Le nouveau rapport des ingénieurs fut déposé le 18 août 1933³⁸. Préparée par les ingénieurs R. A. Ross, Arthur Surveyer et Edouard Hamel, l'étude était empreinte d'ambivalence³⁹. La

³⁷ Rumilly, *Tome XXXIII* : 146 - 147.

³⁸ *Report Regarding Electric Rates in the City of Quebec*, P.Q, 1933 by Board of engineers : R. A. Ross, Arthur Surveyer, Edouard Hamel. AHQ, F1 - 2292.

³⁹ Mémoire de J. E. Grégoire, maire de Québec, à la Commission de l'électricité de la Province de Québec (Commission Lapointe). AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931-1956.

municipalisation était une solution que les ingénieurs déconseillaient, bien qu'ils fussent unanimes à déclarer excessifs les taux de Quebec Power.

Encore une fois, une étude confirmait le bien-fondé de la lutte des contestataires : la ville de Québec et sa population payaient beaucoup trop cher pour son électricité. Mais les pressions exercées par la compagnie étaient trop fortes, le comité d'ingénieurs se refusait à recommander unilatéralement la municipalisation comme solution au problème de l'électricité à Québec⁴⁰. À l'instar de Taschereau, les ingénieurs suggéraient au conseil municipal de poursuivre les négociations avec Quebec Power.

Les organisations locales, les mêmes qui, depuis 1930, faisaient sans cesse pression sur le Conseil de ville pour qu'il agisse au plus vite dans son projet de municipalisation, voyaient rapidement approcher la date buttoir des deux ans de préavis avant la fin du contrat en force. Sans relâche, les pressions se focalisaient vers l'Hôtel de ville. Comme aux occasions précédentes, à la suite des résultats d'une négociation ou de la tombée d'un rapport, des organismes civils ou d'affaires exprimaient commentaires et requêtes. En octobre 1933, L'Association des Propriétaires de Québec initiait un nouvel épisode de la lutte antimonopole. Comme le reste de la population à l'affût des résultats du dernier rapport, l'Association apprenait que la ville de Québec versait la somme de 343 000 \$ en trop à la compagnie Quebec Power. Et si les ingénieurs recommandaient une nouvelle échelle de taux, l'Association demandait au Conseil de ville de mener immédiatement des négociations

⁴⁰ Dans son mémoire déposé devant la Commission Lapointe, le maire J. E. Grégoire ajoutait, au sujet du rapport des ingénieurs, qu'en raison de la vive opposition que Quebec Power entendait faire au projet de municipalisation, les ingénieurs experts se refusèrent de conseiller cette alternative au conseil municipal. Le rapport suggérait plutôt l'application d'une échelle de taux gradués se rapprochant beaucoup de celle proposée par la Commission spéciale de 1930.

avec la compagnie «pour obtenir sans délai la mise en force des taux proposés par les commissaires enquêteurs⁴¹».

Pendant que s'ajoutaient de nouvelles requêtes au Conseil de ville, le Comité administratif de la ville de Québec tenait régulièrement ses séances. Le 5 octobre 1933, il fut résolu de recommander au Conseil de ville de donner à Quebec Power un avis officiel exprimant le refus de considérer les offres tarifaires de juillet 1932, et de demander à la compagnie d'accepter dans les plus brefs délais les taux suggérés par la Commission des ingénieurs experts⁴². À la séance du 26 octobre, les nouvelles offres de Quebec Power étant insatisfaisantes, il fut proposé de recommander au Conseil de décréter un référendum public⁴³ pour obtenir l'appui des électeurs à l'égard du projet de municipalisation. Cette proposition fut adoptée à l'unanimité, tandis qu'à la même séance, une proposition de négociation avec la compagnie fut rejetée à cinq contre un. Le 31 octobre, le Comité fixait du 15 au 23 janvier 1934 la période officielle de la tenue d'un référendum au sujet de la municipalisation. Tout ce déploiement laissait présager que la population allait enfin participer à la réalisation du grand projet de Québec dont Philippe Hamel était le principal instigateur.

Le principe d'une nouvelle rencontre entre le Conseil de ville et les officiers de Quebec Power fut accepté à la séance du 2 novembre⁴⁴. Et, six jours plus tard, le Comité devait prendre position au sujet d'une nouvelle lettre de la compagnie relativement aux taux de l'électricité ainsi qu'à certaines explications livrées verbalement par Julian Smith. La

⁴¹ Correspondance, 20 octobre 1933 : Association des Propriétaires de Québec, Inc., Résolution. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série « Conseil et Comités » 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

⁴² Chronologie des séances du Comité administratif de la Cité de Québec. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

⁴³ Lequel se tiendrait en même temps que les prochaines élections municipales de février 1934.

⁴⁴ En fait, la compagnie acceptait le principe de nouvelles négociations au sujet des taux de l'électricité. Dans ce cas, il semble probable que des éléments du Conseil aient contacté la compagnie malgré le vote unanime du 26 octobre qui s'opposait à cette alternative. D'ailleurs, à la séance du 2 novembre, trois membres du Comité administratif protestèrent vivement, les échevins Lacroix, Gosselin et Noreau, partisans de la municipalisation, imposaient leur dissidence.

séance se termina sans qu'on fût arrivé à s'entendre. Le 30 novembre, enfin, l'échec du projet de municipalisation de l'électricité dans la ville de Québec se confirma. Lors de cette séance fortement controversée, il fut résolu de recommander au Conseil d'informer *Quebec Power* que la ville était disposée à «renouveler le contrat d'éclairage électrique pour les édifices municipaux, l'éclairage des rues, parcs, places publiques et pour le pouvoir moteur des ponts, etc. suivant les devis préparés par l'ingénieur de la Cité [...] pour une période de 10 ans à compter du 1^{er} avril 1935». Finalement, le 1^{er} décembre 1934, le renouvellement du contrat d'éclairage entre la ville de Québec et Quebec Power fut mis aux voix et officiellement adopté à sept contre trois. Les échevins partisans de la municipalisation proposèrent que le rapport du Comité administratif concernant ce vote de renouvellement soit reconsidéré. La proposition fut rejetée à huit voix contre trois. Il fut résolu finalement d'adopter le rapport du Comité administratif tel que rédigé.

Les méthodes de négociation du Comité administratif pour le renouvellement du contrat entre Québec et la compagnie furent décriées de toute part. Toutes les règles de fonctionnement de la démocratie municipale n'auraient pas été respectées. D'après le mémoire présenté à la Commission Lapointe par Ernest Grégoire⁴⁵, successeur de Lavigneur à la mairie de Québec en 1934, la «séance mémorable» du 30 novembre présentait «une résolution préparée d'avance» dont on ignorait tout de l'auteur, de la provenance et de la date de rédaction. Cette résolution avait été acceptée par le Comité «sans discussion, sans amendement, comme si tout avait été cuisiné depuis longtemps par tous les intéressés», écrivait Grégoire. Et par surcroît, le vote de la résolution avait eu lieu en l'absence de deux

⁴⁵ Nous aborderons plus loin l'épisode de la Commission provinciale d'enquête dirigée par Ernest Lapointe en 1934.

échevins, situation considérée inadmissible compte tenu de l'importance des enjeux. Tous les adversaires du Trust criaient au coup monté⁴⁶.

Cet événement constitue le coup de théâtre de la grande saga de l'électricité des années 1930 à Québec. Comment peut-on expliquer une telle attitude de la part du maire Lavigueur et de ses alliés ? Considéré lors de son mandat précédent comme le champion de la municipalisation, Lavigueur avait effectué une spectaculaire volte-face. Le maire a-t-il tenté de régler lui-même la question pour s'attribuer à lui seul le mérite d'avoir mis fin à plusieurs années de lutte, et par conséquent bénéficier d'un important capital politique ? Ou s'agissait-il tout simplement du fruit de pressions indues de la part de Quebec Power sur le Conseil de ville en général, et sur le maire Lavigueur en particulier ? Chose certaine, la politique de non-intervention du parti libéral provincial avait grandement favorisé la filiale de SWP au moment de la négociation des tarifs. La question de l'électricité devenait à Québec une lutte privée au sein de laquelle le gouvernement Taschereau se refusait d'intervenir. La réglementation anémique de l'industrie de l'électricité laissait libre cours à toutes sortes de tactiques et de stratagèmes. Par surcroît, le contexte de grave crise économique n'était guère propice à ce que l'État québécois consentisse à investir de grosses sommes d'argent pour favoriser la municipalisation de l'électricité. Ce projet était considéré par plusieurs comme une véritable extravagance. On peut penser, par ailleurs, qu'en période de crise, le gouvernement Taschereau craignait de s'opposer au grand capital.

Quelles furent les réactions des partisans de la municipalisation ? Déjà, alors que le maire Lavigueur et J.C. Smith négociaient discrètement le renouvellement du contrat entre Québec et Quebec Power, des fuites avaient semé l'émoi parmi les antitrustards. À la fin de novembre 1933, l'Association des propriétaires de Québec signalait au Conseil de ville qu'elle

⁴⁶ Toujours selon le mémoire d'Ernest Grégoire, le maire Lavigueur, au grand étonnement du public aurait fait des démarches personnelles auprès des officiers supérieurs de la compagnie. Des démarches personnelles et

avait eu vent d'une rumeur voulant que le Conseil entende régler dans les prochains jours la question de l'électricité à Québec⁴⁷. L'Association affirmait que la réduction annuelle secrètement négociée de 200 000 \$ de même que le renouvellement du contrat pour dix ans constituaient un affront envers les contribuables qui avaient défrayé le coût de l'enquête des ingénieurs experts, laquelle suggérait une grille tarifaire permettant à la ville d'économiser 343 000 \$ annuellement. Il était en conséquence «logique» pour les mandataires de réclamer un contrat conforme au rapport des experts nommés et payés par eux.

De son côté, le *Conseil fédéré des métiers et du travail de Québec et Lévis* poursuivait ses pressions et déplorait que ses précédentes missives n'aient pas obtenu lecture devant le Conseil de Ville⁴⁸. Rien n'indique cependant que le *Conseil Fédéré* ait eu connaissance de l'entente entre Lavigueur et la compagnie⁴⁹. En décembre toutefois, la méthode de règlement du contrat de 1935 était connue de tous, et les ligues de citoyens ne manquaient pas d'exprimer leur mécontentement. D'abord, la Ligue des citoyens de Saint-François d'Assise demandait aux autorités municipales de respecter la décision des ingénieurs sur le rapport de l'électricité et d'obtenir de Quebec Power la réduction proposée par l'étude. Si la compagnie refusait d'obtempérer, Québec devait municipaliser l'électricité sur-le-champ⁵⁰. La position des ligues de citoyens était toujours aussi ferme. Elles étaient partisans de la municipalisation — partageant les voix de Philippe Hamel — tandis que les groupes commerciaux optaient plutôt pour la négociation de la réduction des tarifs.

privées lui apparaissaient extrêmement étranges, voire suspectes.

⁴⁷ Correspondance, 20 novembre 1933 : J.-Émile Simard, Ass. Secrétaire, Association des Propriétaires de Québec, Inc. au Maire de Québec et les Échevins. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

⁴⁸ Correspondance, 30 novembre 1933 : Conseil fédéré des métiers et du travail de Québec et Lévis aux membres du Comité Administratif de la Cité de Québec. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

⁴⁹ Ce n'est en fait que le 18 décembre 1933 que le Conseil fédéré y réagira négativement.

La Ligue des citoyens de Saint-Malo blâmait également le Conseil de ville. On considérait que la question de l'électricité avait été réglée trop rapidement, et que le Conseil avait profité de l'absence de certains échevins pour «bâcler un accord ridicule avec Quebec Power, au mépris du rapport des experts⁵¹». La ligue jugeait inqualifiable le geste du Conseil, et assurait au maire que ses membres en prendraient bonne note aux prochaines élections. On conseillait de remettre au mois de mars 1934 la signature du contrat pour que la population puisse exprimer son opinion sur la question. La Ligue des citoyens de Saint-Esprit écrivait aussi au Conseil de ville pour signaler sa désapprobation de l'entente. On insistait pour que soit reconnue l'inadmissibilité des procédures employées pour conclure cette entente. L'absence de deux échevins lors du vote et le caractère secret des négociations ne permettaient pas de rendre légale l'adoption de ce nouveau contrat⁵². La ligue ne pouvait admettre que la population de Québec ait été tenue à l'écart des pourparlers.

Quoi qu'il en soit, les dés étaient jetés et le nouveau contrat entre la ville de Québec et Quebec Power était mise en force le 1^{er} août 1935. Les contestataires de Québec devaient maintenant accepter la défaite. Elle s'était traduite par trois refus consécutifs devant la Législature provinciale pour obtenir l'autorisation de municipaliser le service de l'électricité, et par le report du débat, sur la scène municipale, pour toute une décennie. Les antitrustards allaient toutefois rendre la monnaie de leur pièce aux partisans du maire Lavigueur lors des élections municipales de février 1934⁵³. Les années de lutte contre une tarification par trop élevée et la volte-face de Lavigueur avaient finalement anéanti les espoirs de réforme du

⁵⁰ Correspondance, 1^{er} décembre 1933 : Philippon & Gamache, avocats, Ligue des Citoyens de St-François d'Assise à F. X. Chouinard, Greffier de la Cité de Québec. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

⁵¹ Correspondance, 3 décembre 1933 : Ligue des citoyens de St-Malo à F. X. Chouinard, Greffier de la Cité de Québec. AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série « Conseil et Comités » 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

⁵² Correspondance, 6 décembre 1933 : Ligue des citoyens du Saint-Esprit au Greffier de Québec AVQ, QP1-4, 153 - 4, Sous-série «Conseil et Comités» 1833 - 1965 : Électricité, 1931- 1956.

⁵³ Étape ultime des actions de Philippe Hamel au niveau municipal.

célèbre dentiste sur le terrain municipal. Hamel allait néanmoins tenter de faire élire à la tête de la ville un nouvel allié à sa lutte. Il opta pour Ernest Grégoire, un professeur d'économie politique à l'Université Laval et à l'Académie commerciale⁵⁴.

Le scrutin eut lieu le 19 février 1934. Six candidats étaient en lice pour la mairie de Québec. Un sommet dans la vieille capitale. La question de l'électricité, toujours un enjeu politique de première importance, motivait tous les discours, les adversaires de Lavigneur attaquaient Quebec Power. Grégoire remporta la victoire par une majorité de plus de deux mille voix⁵⁵. Hamel avait à nouveau réussi à imposer son candidat à la tête de la ville de Québec et la nouvelle équipe municipale n'entendait pas laisser tomber la lutte contre le Trust. Lors de la cérémonie d'investiture, Grégoire, trentième maire de Québec, déclarait que «la question de l'électricité restera ouverte et considérée comme non réglée tant que nous n'aurons pas obtenu au moins les taux soumis par la Commission des ingénieurs⁵⁶». Cette détermination inébranlable du nouveau Conseil de ville ne fut sans doute pas étrangère à la création de la Commission Lapointe, première intervention directe du gouvernement provincial à l'égard des critiques formulées contre le régime de l'électricité.

⁵⁴ René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, 1969. Le choix de ce candidat par le leader contestataire de Québec fut réalisé en toute logique. Adhérant, tout comme Philippe Hamel, au Programme de restauration sociale publié sous les auspices de l'École sociale populaire, Ernest Grégoire était également un collègue du dentiste de la vieille capitale. En fait, tout deux étaient professeurs à l'Université Laval. Les relations professionnelles des deux hommes allaient s'étendre au niveau de la lutte antiminopole.

⁵⁵ En détail : Grégoire 8 513 voix; Bertrand 6 442; Lavigneur 3 136; Drouin 2988; Auger 1689; Létourneau se désista. Rumilly, *TomeXXXIII* : 237.

⁵⁶ *Idem* : 237-238.

4. Le déplacement de l'enjeu : de la municipalisation à la nationalisation

En août 1934, le premier ministre annonçait publiquement de nouvelles mesures :

« Reste la question de l'électricité, sur laquelle il y a beaucoup de divergence d'opinion. Je crains qu'en général le problème ne soit mal compris. Nous voulons que le public soit mieux renseigné à ce sujet, et dans ce but nous allons former une commission d'étude, composée des trois meilleurs hommes que nous pourrions trouver, absolument désintéressés, donnant toutes les garanties voulues d'impartialité, et qui devront s'enquérir des conditions de l'électricité dans notre province et nous faire rapport avant la prochaine session.

Leurs études devront porter, entre autres, sur trois aspects différents du problème :

Étatisation, municipalisation, effet de la municipalisation des grands centres sur les régions rurales de la province, examen des taux actuels d'électricité en vue de la possibilité de les réunir, et en général la diffusion de l'électricité dans les municipalités rurales.

Nous avons confiance que ce travail, sagement conduit, nous permettra de trouver la meilleure solution à ce problème difficile⁵⁷ ».

Cette déclaration inaugurerait la première initiative concrète du gouvernement pour parvenir au règlement de la question de l'électricité. Manifestement, le problème avait débordé les frontières de la vieille capitale et les antitrustards de Québec allaient enfin pouvoir juger des intentions du gouvernement à l'égard du conflit.

La Commission Lapointe ouvrit ses audiences à Montréal le 5 novembre 1934⁵⁸. Elle était chargée d'étudier la nature, le rôle et l'importance de l'électricité dans la province et de déterminer les régimes applicables à cette industrie. Quiconque désirait se faire entendre pouvait en faire la demande auprès des commissaires. Philippe Hamel plaida durant deux jours, accusant le monopole de l'électricité de biaiser l'opinion publique en contrôlant la presse. À ses dires, les compagnies faussaient même l'enseignement de l'économie politique dans les universités. Hamel affirmait que le monopole de l'électricité était le centre d'une vaste organisation autour de laquelle s'agglutinaient, entre autres, banques, compagnies

⁵⁷ Robert Rumilly, *Histoire de la Province de Québec, Tome XXXIV : L'Action Libérale Nationale*, Montréal et Paris, Fides, 1963.

⁵⁸ Les commissaires tenus de mener l'enquête furent Ernest Lapointe, représentant de Québec lors des requêtes de la ville devant la Législature, Auguste Frigon, député libéral indépendant, et George C. MacDonald.

d'assurance et grandes papetières. Il demandait que soit imposée aux grandes firmes monopolistes une concurrence d'État⁵⁹.

Le maire de Québec, Ernest Grégoire, présenta également un mémoire à la Commission⁶⁰ et réclamait l'annulation du contrat qui liait pour dix ans la ville de Québec à *Quebec Power* ainsi qu'une enquête sérieuse sur les circonstances entourant la signature de ce contrat. Grégoire désirait que Québec puisse enfin obtenir le droit de municipaliser son service de l'électricité au même titre que les autres municipalités de la province.

Parmi les autres intervenants qui se sont fait entendre par la Commission, l'Union des Municipalités de la Province de Québec déposait pour les besoins de l'enquête un volumineux mémoire⁶¹ sur le sujet. Ce document démontre que la question de l'électricité avait largement dépassé le niveau local et municipal et que les revendications des contestataires de Québec ne différaient pas de ceux de la province dans son ensemble. Tous les témoignages entendus à la Commission gravitaient finalement autour d'un même thème, celui de l'absence d'une réglementation efficace de l'industrie de la production et de la distribution de l'électricité. L'attention des contemporains était alors tournée vers L.-A. Taschereau et son gouvernement. Aux yeux des contestataires, seul le gouvernement pourrait tenir tête au Trust en amendant le cadre législatif. La CSPQ n'avait pas rempli ses devoirs en octroyant des marges de manœuvre trop grandes aux compagnies. Il était maintenant du devoir du gouvernement de remettre de l'ordre au sein d'une industrie libre

⁵⁹ Philippe Hamel, *Le trust de l'électricité : agent de corruption et de domination, centre de dictature économique*. Mémoire présenté à la Commission de l'électricité de la Province de Québec le 13 novembre 1934.

⁶⁰ Nous avons déjà fait mention de ce document plus tôt dans notre étude.

⁶¹ AHQ, P1/16, Brochure intitulée: *L'électricité dans la province de Québec. Mémoire de l'Union des municipalités soumis à la Commission de l'électricité par T.D Bouchard*. 96 p.

d'agir comme elle l'entendait⁶². Or, peu avant la clôture de l'enquête, Taschereau décidait d'intervenir et de rassurer les investisseurs de la province :

«Les attaques actuelles contre nos compagnies de services publics ont eu le résultat prévu: leurs porteurs d'obligations et leurs actionnaires deviennent nerveux et veulent jeter leurs valeurs sur le marché. Par les temps difficiles que nous traversons, ce serait un désastre. Je reçois des appels de veuves, d'administrateurs de successions, de communautés religieuses, me demandant que faire, car ils ont placé dans ces compagnies des millions, parfois tout leur avoir, les économies de toute une vie de travail, l'avenir de leur famille. Je les prie de ne pas s'émouvoir. Si le résultat de l'enquête Lapointe est de rajuster les taux, cette commission, j'en suis sûr, mettra fin à une campagne qui ébranle, à tort ou à raison, la confiance du public, si nécessaire à toute entreprise financière.

Qu'on soit sûr également que le gouvernement verra à protéger les capitaux et l'épargne populaire. J'ai la ferme confiance que les dirigeants de la campagne actuelle n'ont nullement le désir de ruiner ni nos institutions, ni notre population.

À tous je dis de prendre confiance et de ne pas prendre peur. Qu'on garde ses bonnes valeurs. Elles ne courent aucun danger⁶³».

Les commissaires déposaient leur rapport le 21 janvier 1935⁶⁴ et concluaient que l'État avait le devoir de faciliter l'accès à l'électricité pour le plus grand nombre au plus bas prix possible tout en exerçant le contrôle et la surveillance de cette industrie. Toutefois, pour remédier aux problèmes de la tarification, les commissaires ne croyaient pas que l'étatisation était une solution avantageuse. Les coûts inhérents à ce projet seraient de l'ordre de plusieurs millions de dollars, une dépense que le Québec n'était pas en mesure d'envisager. Le projet n'était donc pas recommandable, le bouleversement économique qui risquait d'en découler leur semblait trop dangereux. Il leur apparaissait plus raisonnable de veiller à ce qu'une législation révisée assure un développement plus harmonieux de cette industrie. Les antitrustards n'allaient pas entériner le rapport Lapointe. Ils ne désiraient rien d'autre qu'une solide concurrence d'État, et ne croyaient pas en l'efficacité d'une nouvelle commission

⁶² Mentionnons également la participation à la Commission du Conseil fédéré des métiers et du travail de Québec et Lévis. Cette participation du Conseil fédéré est d'autant plus importante qu'elle démontre que le service de l'électricité en tant que service essentiel est en voie de devenir un fait accepté de tous et représentait également un élément indispensable à la vie domestique. Mémoire présenté à la Commission de l'électricité par le Conseil fédéré des métiers et du travail de Québec et Lévis, 22 octobre 1934. AHQ, P1/7.

⁶³ Robert Rumilly, *Tome XXXIV*.

⁶⁴ AHQ, P1/127, *Rapport de la Commission de L'Électricité de la Province de Québec au Premier Ministre de la Province*, 21 janvier 1935.

provinciale pour réglementer le service de l'électricité⁶⁵. L'inefficacité notoire de la CSPQ avait laissé une grande méfiance chez la plupart d'entre eux.

Finalement, cette première commission provinciale d'enquête sur l'industrie de l'électricité n'aura guère servi la cause de la ville de Québec. Des mois de travaux, le déplacement des commissaires dans tous les coins de la province et les nombreux rapports et mémoires d'organismes de tout acabit n'auront pas entraîné de réforme majeure⁶⁶. Le mouvement antimonopole de Québec, fragilisé par des prises de position divergentes, n'est pas parvenu à atteindre ses objectifs. La commission d'enquête leur semblait ainsi être une énorme machine créée d'abord et avant tout dans le but d'apaiser la clameur contestataire. Les antitrustards de Québec étaient probablement trop isolés et encore minoritaires à l'échelle provinciale pour que les autorités gouvernementales aient cru nécessaire de lancer des réformes d'envergure.



Comme d'autres contestataires déçus des résultats de la commission provinciale d'enquête, il ne restait plus d'autres alternatives aux antitrustards de Québec que de quitter le champ d'action municipal pour exercer leurs pressions au niveau provincial. Philippe

⁶⁵ En effet, à la suite des recommandations de la Commission Lapointe, le gouvernement Taschereau, en 1935, sanctionna trois nouvelles lois pour réglementer l'électricité dans la province : SDQ, 25-26 Geo. V, Chapitre 23 (1935), *Loi relative à l'exploitation des chutes et des rapides situés sur les cours d'eau du domaine public et à leur concession à venir*, SDQ, 25-26 Geo. V, Chapitre 24 (1935), *Loi créant la Commission de l'électricité de Québec*, SDQ, 25-26 Geo. V, Chapitre 49 (1935), *Loi concernant la municipalisation de l'électricité*.

⁶⁶ Selon l'avocat Lorenzo Dutil, la Loi de la municipalisation de l'électricité et celle qui créait la Commission de l'électricité de Québec n'apportaient rien de neuf en matière légale. La première était une refonte inchangée de l'ancien droit, et l'autre était «une copie textuelle de la loi de la Commission des services publics». I. M. Biss, de l'Université de Toronto, arrivait aux mêmes conclusions que Dutil, et expliquait que les nouvelles lois de 1935 n'apportaient aucun changement fondamental à la situation légale de l'électricité au Québec. L'entreprise privée continuait à être réglementée par une commission d'utilité publique et les municipalités obtenaient un droit déjà acquis dans la législation précédente qui les autorisait à municipaliser leur service de l'électricité. Lorenzo Dutil, *Le régime de l'électricité au Québec, trust ou municipalisation*, Montréal, Les Éditions Nouvelles, 1935; I. M. Biss, «Recent Power Legislation in Quebec», *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 3, 1937.

Hamel et certains de ces alliés s'associèrent à l'*Action libérale nationale* (ALN), faction politique dissidente, qui allait réussir à récolter 26 sièges lors des élections provinciales de 1935. Hamel devenait député de Québec et Ernest Grégoire député de Montmagny. Lors des élections provinciales de 1936, Duplessis remportait une victoire éclatante sur le Parti libéral de Taschereau. Par cet important retournement politique, les contestataires, qui avaient migré en politique active, croyaient enfin que la lutte difficile engagée contre le monopole de l'électricité depuis plusieurs années était sur le point d'atteindre son terme. Il ne faisait aucun doute à leurs yeux que Duplessis allait remplir ses promesses électorales en effectuant la nationalisation de la Beauharnois, principale source d'énergie électrique de la province, comme l'avait clamé Hamel tout au long de la campagne⁶⁷.

Néanmoins, le 20 novembre 1936, Oscar Drouin, ministre des Terres et Forêts, faisait une déclaration à *La Presse*. Quebec Power annonçait qu'à partir du 1^{er} janvier 1937 elle mettait en vigueur de nouveaux taux à Québec. Cette grille tarifaire correspondait — et Drouin insistait sur ce point — presque parfaitement à celle suggérée par la Commission des ingénieurs de 1933. Drouin mentionnait l'initiative de Duplessis dans cette affaire. En effet, en compagnie de certains de ses ministres, il avait engagé des négociations avec l'entreprise. Au terme de ces pourparlers, Quebec Power avait finalement acquiescé à une demande datant de presque quatre ans. La nouvelle grille tarifaire devait entrer en force à compter du 1^{er} janvier 1937. De plus, cet arrangement signifiait pour la nouvelle Commission de l'électricité la fermeture officielle du dossier de la ville de Québec. Dans leur deuxième rapport annuel, les commissaires écrivaient en effet :

«Dans cette cause, le Gouvernement de la province a réussi à transiger un règlement à l'amiable avec Quebec Power Company, règlement par lequel la compagnie a consenti à mettre en œuvre les tarifs suggérés par le comité d'ingénieurs-experts. Vu ce règlement à l'amiable, la Commission a cessé de s'occuper du cas de la ville de Québec⁶⁸».

⁶⁷ Duplessis, contre toute attente, refusa. Ce changement de position du chef incitera Philippe Hamel et Ernest Grégoire, à titre de protestation, à quitter l'Union Nationale et à siéger comme députés indépendants.

⁶⁸ *Second rapport annuel de la Commission de l'électricité de Québec*, 1^{er} juillet 1936 au 30 juin 1937.

Cette intervention du gouvernement à l'égard de la ville de Québec dans la question de l'électricité n'a toutefois pas porté fruit. Maurice Duplessis, dans une tentative de faire taire des contestataires trop tenaces, des dissidents de son propre parti en l'occurrence, avait choisi, à l'instar du maire Lavigueur, de régler en catimini la question de la tarification de l'électricité de Québec. Mais le premier ministre n'avait probablement pas compris qu'offrir une simple baisse de tarifs alors que les contestataires désiraient maintenant l'étatisation complète, constituait à leurs yeux un dénouement bien dérisoire. La nouvelle entente entre Quebec Power et la ville de Québec fut donc largement commentée dans le cercle antitrustard de Québec⁶⁹. En somme, selon eux, il était fort probable que Duplessis ait conclu cette entente avec la compagnie dans l'unique but d'empêcher la municipalisation de l'électricité à Québec. Aussi fut-il décidé de poursuivre la lutte. Le 18 janvier 1937, Philippe Hamel fit salle comble lors d'une conférence prononcée à l'École du Plateau à Montréal intitulée : «Le trust de l'électricité menace pour la sécurité sociale⁷⁰». Il proposait toujours sans relâche une vaste offensive contre la dictature économique, et le trust de l'électricité en particulier, qui paralysait le développement du Québec. Hamel faisait flèche de tout bois. Il attaquait SWP, MLH&P et la Compagnie de Pouvoir du Bas Saintt-Laurent qu'il accusait de tenir sous sa griffe toute une région en paralysant systématiquement son développement. Les contestataires avaient dû changer de palier de gouvernement dans une ultime tentative d'accélérer les choses, mais maintenant que la question de la municipalisation à Québec

⁶⁹ Principalement lors d'un banquet préparé en l'honneur de Philippe Hamel où Ernest Grégoire profita de l'occasion pour signifier à Oscar Drouin qu'il désapprouvait la dernière entente nouée par le gouvernement pour la ville de Québec. Grégoire trouvait déplorable que cet accord ait été réalisé sans la participation du conseil municipal, et trouvait «fort étrange cette manière de procéder». Et Hamel de renchérir : «Québec ne se contentera pas d'être un peu moins exploitée que par le passé». Robert Rumilly, *Histoire de la Province de Québec, Tome XXXVI : L'autonomie provinciale*, Montréal et Paris, Fides, 1966: 57-59.

⁷⁰ Philippe Hamel, «Le trust de l'électricité menace pour la sécurité sociale», conférence prononcée à l'École du Plateau à Montréal, le 18 janvier 1937.

était considérée par l'État comme un dossier clos, l'autre grand pôle urbain allait devenir la nouvelle tribune.

Les contestataires de la vieille capitale avaient ainsi tout tenté. De l'action municipale à l'engagement politique provincial, le mouvement antimonopole a toujours eu à souffrir de la fragilité de sa cohésion. Il était, certes, relativement bien organisé, mais jamais il n'a pu atteindre un consensus quant aux moyens à prendre pour régler la question de l'électricité à Québec. Les ligues de citoyens, factions plus radicales, désiraient la municipalisation sinon l'étatisation, tandis que les hommes d'affaires, plus modérés, souhaitaient à la fois la stimulation de la consommation d'électricité des petits consommateurs et la réduction des tarifs pour le secteur industriel et commercial. D'autre part, des éléments du mouvement de contestation avaient compromis les revendications communes — le maire Lavigueur, par exemple, avait abandonné la lutte en signant le contrat de 1935 — et l'État s'était toujours refusé à s'engager directement.

La lutte des antitrustards n'avait donc pas connu le dénouement. Cependant, la lutte antimonopole menée de front par les radicaux de Québec n'en était pas à son dernier souffle à la fin des années 1930. Certes, la vieille capitale ne parviendrait pas à se séparer de Quebec Power avant l'étatisation complète de 1963. Mais le mouvement contestataire allait poursuivre sa lutte et finalement provoquer la première nationalisation de 1944, événement qui représentait un premier résultat d'envergure à l'avantage des antitrustards pour la réappropriation des leviers économiques de la province.

Conclusion

La création de Quebec Power en 1924 fut à l'origine du principal mouvement antimonopole de l'entre-deux-guerres au Québec. Bien qu'on note des éléments de contestation avant cette date, il aura fallu attendre la fin des années 1920 pour que les forces d'opposition deviennent une véritable menace pour l'entreprise d'électricité de Québec.

Quebec Power était parvenue à s'imposer comme firme dominante à Québec grâce à l'accès aux importantes ressources énergétiques mauriciennes que lui procurait son appartenance au groupe Shawinigan. Les économies d'échelle réalisées procurèrent un avantage décisif à la filiale de SWP sur sa rivale QRLH&P. L'absorption de cette dernière au début des années 1920 entraîna la disparition de toute concurrence dans la région de Québec. Cette étape cruciale dans l'implantation du monopole de Quebec Power a révélé que les ressources naturelles de la région de Québec étaient à elles seules insuffisantes pour garantir l'établissement à long terme d'une grande compagnie d'électricité. Les exemples de Dorchester, qui n'avait pas réussi à donner un service fiable par l'entremise d'installations thermiques, et de QRLH&P, incapable de soutenir la concurrence de PSC malgré une clientèle plus importante, illustrent bien l'importance de l'offre d'énergie dans la dynamique de développement de l'industrie électrique à cette époque.

Avant la radicalisation de la contestation à la toute fin des années 1920, la question de l'électricité restait l'apanage des hommes d'affaires. Le rapport Gravel, une étude fort probablement réalisée à la suite des pressions soutenues de la Chambre de commerce de Québec auprès du Conseil de ville, en témoigne. Ce rapport passait complètement sous silence la question de la tarification domestique, le règlement du problème de la force motrice semblant retenir toute l'attention de son auteur.

Le rapport Gravel dénonçait néanmoins le prix élevé du service de l'électricité à

Québec. Nos propres analyses de la tarification confirment la cherté de l'électricité. Nous avons notamment remarqué que ce sont les gros consommateurs d'électricité qui devaient alors payer les taux les plus élevés comparativement à ceux de certaines autres grandes villes canadiennes. Les petits consommateurs payaient également leur électricité plus cher qu'ailleurs, mais les écarts étaient ici plus réduits. Cette situation explique sans doute pourquoi les hommes d'affaires de Québec furent les premiers citoyens à critiquer ouvertement les pratiques tarifaires de Quebec Power. Toutefois, la cause principale du coût élevé de l'électricité pour les usages commerciaux, voire industriels, était attribuable, selon la Chambre de commerce, à la faible consommation de la population de Québec. Aux yeux de la Chambre, Quebec Power compensait la perte de rentabilité du service domestique en haussant les taux des plus gros consommateurs d'électricité. Argument valable ? Dans l'état actuel de cette recherche, il n'est pas possible d'affirmer, et encore moins de vérifier, si la population de la ville de Québec tardait effectivement à adopter l'électricité comme source d'énergie principale. À tout le moins, nous pouvons croire que ce retard demeure fort probable. C'est une voie que nous comptons explorer dans nos recherches futures.

Mentionnons également que Quebec Power comptait sûrement tirer des bénéfices autant de son service du gaz que de celui de l'électricité. Lorsque la compagnie essaie de rassurer ses actionnaires en leur certifiant que les ventes de gaz semblent reprendre du mieux, il est clair que les stratégies tarifaires de l'entreprise en matière d'électricité devaient s'harmoniser avec celles du gaz. On tâchait au mieux de faire en sorte qu'un service ne nuise pas trop à l'autre. PSC, qui préparait la voie à Quebec Power au début du siècle, devait bien sûr concurrencer le gaz. Mais maintenant que toutes les installations étaient réunies sous une même bannière, il fallait les garder rentables et opérationnelles. Ainsi, faire brusquement chuter les tarifs de l'électricité signifiait en retour la mort du gaz à plus brève échéance. Peut-être est-ce là une des motivations qui incita Quebec Power à retarder la diminution des coûts de son service d'électricité. Bien que nous ne puissions pas pour le

moment vérifier cette hypothèse, nous considérons qu'elle constitue une piste intéressante qui méritera notre attention au cours de nos recherches à venir.

Quoi qu'il en soit, nous ne croyons pas qu'un retard de consommation suffise à expliquer le fossé qui séparait les taux de Québec à ceux des autres grandes villes du pays. Comme l'ont déjà mentionné Armstrong et Nelles, au tournant du siècle, au moment où les capitaux étrangers étaient massivement investis, les grandes firmes étaient pratiquement laissées à elles-mêmes. Aucune législation ne permettait de réguler l'implantation de ces industries, et les chartes municipales n'étaient pas davantage en mesure de contrôler les installations de ces entreprises dans leur territoire. C'était un phénomène nouveau qui commandait des ajustements. De toute manière, la politique industrielle du gouvernement de l'époque, justifiée par des impératifs de modernisation et de croissance, favorisait cette entrée massive des industries géantes en sol québécois.

Le problème de la tarification imposée par Quebec Power dans la vieille capitale fut initialement soulevé par la communauté d'affaires locale. Toutefois, avant le cabinet Lavigueur de 1930, le Conseil de ville fut bien peu enclin à écouter les plaintes formulées contre la compagnie. Si bien que le Conseil entérina le contrat de 1925 sans avoir préalablement consulté les organismes locaux. À la fin de la décennie, cependant, les critiques devenaient beaucoup plus fréquentes et étaient véhiculées dans de nombreux milieux. Le véritable catalyseur de cette deuxième vague de contestation fut le dentiste Philippe Hamel. C'est l'alliance entre les hommes d'affaires, le Conseil de ville et la clientèle domestique qui a donné naissance à un véritable mouvement de contestation. Pour obtenir l'aval du Conseil au projet de municipalisation, Hamel avait d'abord tenté de se rallier le maire Auger, puis avait appuyé l'élection à la mairie d'Henri-Edgar Lavigueur. Les innombrables prestations du dentiste de Québec dans les médias lui ont ensuite permis de se concilier la population au début des années 1930.

Le mouvement de contestation était devenu une menace sérieuse pour Quebec

Power qui ressentit dès lors la nécessité de justifier ses taux. Le mouvement demeurait toutefois fragile en raison des divergences quant aux moyens à prendre pour obtenir des taux d'électricité «raisonnables». Les hommes d'affaires croyaient que la basse consommation de la clientèle domestique constituait la principale cause du prix élevé de l'électricité. Ils préconisaient l'éducation du public afin de stimuler une augmentation de la consommation. Les ligues de citoyens, quant à elles, ne demandaient rien de moins que la municipalisation.

Le mouvement antimonopole devait également lutter sur deux fronts : celui des ses rapports avec la compagnie Quebec Power et celui de ses rapports avec l'État provincial. En fait, les contestataires accusaient la compagnie et l'État d'être de connivence. L'organisme provincial responsable de la réglementation des services publics apparaissait inefficace, et le gouvernement, surtout, avait refusé à plusieurs reprises d'accorder à la ville de Québec le droit de municipaliser. Devant cette impossibilité pour la ville de Québec d'obtenir un rapport de force face à Quebec Power pour qu'elle réduise ses taux, le maire Lavigueur n'eut probablement pas d'autre choix que de renouveler l'entente avec l'entreprise en 1935 en espérant peut-être qu'une majorité de la population puisse approuver cette initiative. Mais la réaction fut toute autre. Lavigueur ne fut pas réélu à la mairie de Québec; conspué par la population et les leaders du mouvement de contestation, il devait finalement céder son poste à Ernest Grégoire. Quebec Power n'avait dorénavant plus rien à craindre, la compagnie pourrait demeurer dans la vieille capitale encore longtemps.

En définitive, le mouvement de contestation antimonopole de Québec durant l'entre-deux-guerres s'est distingué au moins par quatre dynamiques particulières. Premièrement, il s'est caractérisé par une alliance «pluriclassiste» (monde local des affaires et les ligues de citoyens) autour de la tarification de l'électricité. Pour cette alliance, la tarification excessive, d'une part, a contribué à affermir encore davantage les classes populaires et, d'autre part, a constitué un obstacle au développement de l'industrie et du commerce à Québec. Cette coalition prendra progressivement appui sur le sentiment national pour dénoncer la mainmise

étrangère sur ce secteur clé de l'économie québécoise.

Deuxièmement, le développement du mouvement antimonopole de la ville de Québec a pratiquement suivi les mêmes étapes que celui de la contestation ontarienne qui fut responsable de la formation d'Hydro-Ontario en 1906 : prise de conscience de l'insatisfaction des consommateurs, négociations interminables et stériles, requêtes pour la liberté municipale et quête d'une restauration de l'ordre par des outils de contrôle municipaux.

Enfin, les antitrustards de Québec ont démontré à quel point l'entre-deux-guerres fut une période de changements et de prise de conscience importante des intérêts de la majorité francophone. Loin de l'immobilisme, l'entre-deux-guerres québécois fut une période de profondes remises en question d'une économie dominée par les capitaux étrangers. D'une certaine manière, elle posait les assises de ce qui allait devenir la Révolution tranquille.

Il est intéressant de noter, enfin, que le débat de fond qui empreignait la question de l'électricité au cours des années 1930 à Québec n'a pratiquement pas laissé voir de présence cléricale. Nonobstant les ouvertures de conférence de Philippe Hamel où il faisait l'éloge de certaines vertus religieuses ou d'encycliques papales, très rarement les débats sur le terrain ne furent autre chose qu'affaires laïques. Hamel avait bien sûr de nombreux appuis chez les clercs, et certaines feuilles nationalistes cléricales donnaient régulièrement leur avis à propos du litige. Mais sur le terrain, la question de l'électricité était pleinement d'ordre temporel. Autre signe avant-coureur des grands changements à venir.

Bibliographie

1. SOURCES PREMIÈRES

ARCHIVES DE LA VILLE DE QUÉBEC

A - Division des archives politiques - Sous-série «Conseil et comités», QP 1-4
- Chaque série nommée dans cette section renferme de nombreux documents tous axés sur la gestion et l'interprétation de l'industrie de l'électricité dans la vieille capitale de la part de tous les intervenants locaux. On y retrouve correspondance, rapports, études, plaintes, etc., dont la période prédominante couvre les années 1880 à 1940. Le volume imposant de ces séries et le nombre des éléments qui les composent nous interdisent ici une énumération exhaustive.

- 42-3 : Éclairage, 1907.
- 42-4 : Éclairage, 1910 - 1913.
- 43-1 : Éclairage, 1913 - 1916.
- 43-2 : Éclairage, 1917 - 1929.
- 89-10 : Éclairage, 1917 - 1929.
- 153-3 : Électricité, 1930.
- 153-4 : Électricité, 1931.
- 153-5 : Électricité, 1931 - 1956.
- 154-1 : Électricité, taux de l'électricité.
- 174-8 : Quebec Power Co.

ARCHIVES HYDRO-QUÉBEC

A - Fonds F1 - Shawinigan Water and Power Co.

- 1006 / *The Shawinigan Water and Power Co. : Chart of companies comprising the Quebec Railway Light Heat and Power.*
- 321-51 / *The Shawinigan Water and Power Co. : Legal Opinion MacDougall, MacFarlane, et al. Re : Quebec Power Co. franchise situation in the city of Quebec.*
- 321-63 / *The Shawinigan Water and Power Co. : Legal opinion MacDougall, Mac Farlane et al. between The Quebec Power Company and the city of Quebec (sale of electricity).*
- 4027, 1051 / *The Shawinigan Water and Power Co. : Lease between Quebec Jacques Cartier Electric Company and Quebec Power Company, dated July 31st 1925, for 10 years, covering rights, powers and privileges of Quebec Jacques Cartier Electric Company to furnish and deal in electricity in the city of Québec, parishes of Notre Dame de Quebec, St. Colomb de Sillery, and banlieue.*
- 2292 / *Report regarding electric rates in the city of Quebec, P.Q, 1933 by Board of engineers : R. A. Ross, Arthur Sèveyer, Edouard Hamel.*
- *Quebec Power Company and Subsidiary Companies, 1938.*

B - Fonds F19 - Quebec Power Co.

- 3062 et 3066 / *Dossier général sur Quebec Power.*

C - Fonds P1 - Commission Lapointe

- 1 / *Commission Lapointe (correspondance), 1934-1935.*
- 3 / *Liste des documents demandés par la Commission Lapointe.*
- 4 / *Documents remis à Ernest Lapointe.*
- 7 / *Correspondance et mémoire du Conseil fédéré des métiers et du travail, Québec et Lévis.*
- 9 / *Document de la Fédération des Clubs ouvriers libéraux de la province de Québec.*
- 12 / *Documents concernant la Ligue des Propriétaires de Québec Ouest. 1934.*
- 13 / *Griefs des propriétaires de meuneries de la province de Québec. 1934.*
- 16 / *Brochure intitulée : «L'électricité dans la province de Québec. Mémoire de l'Union des municipalités soumis à la Commission de l'électricité» par T.D Bouchard.*
- 18 / *Table des matières des pièces déposées à la Commission Lapointe par divers intervenants.*
- 18 / *Bill no 22 : loi concernant la municipalisation de l'électricité.*
- 21 / *Résolutions de l'Union des municipalités de la province de Québec.*
- 54 / *Quebec Power Company : correspondance.*
- 55 / *Quebec Power Company : tarifs et exhibits fournis à la commission.*
- 56 / *Tarifs de l'énergie électrique dans la ville de Québec depuis 1911.*
- 80 / *Correspondance du Dr Philippe Hamel avec la Commission Lapointe.*
- 81 / *Liste des exhibits produits par le Dr. Philippe Hamel.*
- 81 / *Hamel, Philippe. «Le monopole de l'électricité». Conférence présentée à Montréal le 30 janvier 1933 sous les auspices de L'Association Catholique des voyageurs de commerce du Canada.*
- 107 / *Rapport sur les taux de l'électricité élaboré par la commission spéciale d'enquête nommée par le Conseil de ville de la cité de Québec. 1930.*
- 107 / *Mémoire de M. J. E Grégoire, maire de la ville de Québec. 1934.*
- *Rapport de la Commission de l'électricité de la province de Québec au premier ministre de la province. 1935.*

D - Fonds P3 - Régie de l'électricité

- 130 / *An Act to create the Quebec Electricity Commission : Act 25-26 Geo. V, chapter 24.*

- 131 / *Copy of Act of Legislature of the Province of Quebec authorizing municipalization of Electricity* : « An Act to authorize all municipal corporations to municipalize electricity » : Act 1 Geo. VI, chapter 26, assented to, the 20th May, 1937.
- 132 / *Copy of Act Legislature of the Province of Quebec creating Provincial Electricity Board* : « An Act to establish provincial control of Electricity » : Act 1 Geo. VI, chapter 25, assented to, the 20th May, 1937.
- 153 / Ministère des Terres et Forêts du Québec : correspondance générale.
- 557 / Quebec Power Company : dossier général incluant tarifs, formules de contrats et liste des municipalités desservies par la compagnie.

E - Fonds P5 - Commission des services publics de Québec

- *Les Rapports annuels de la Commission des Services Publics de Québec*. 1920-1935.
- 2828 / Ordonnance No. 1362 : Projet de règlement pour la vente de l'électricité et du gaz.

PUBLICATIONS

- DUTIL, Lorenzo. *Le régime de l'électricité dans la province de Québec : trust ou municipalisation ?* Montréal, Les Éditions nouvelles, 1935.
- **L'école sociale populaire.** *Le programme de Restauration sociale expliqué et commenté.* Montréal, Publication numéro 239-240, L'École sociale populaire, 1934.
- HAMEL Philippe. *Les abus du capitalisme.* Montréal, Imprimerie populaire, 1945.
- HAMEL Philippe. «Notre société croule sous le poids de l'usure». Conférence prononcée au Palais Montcalm, à Québec le 11 février 1940, sous les auspices de la Ligue des Patriotes de Québec.
- HAMEL, Philippe. «Le trust de l'électricité : agent de corruption et de domination, centre de dictature économique». Mémoire présenté à la commission de l'électricité de la Province de Québec, 1934.
- HAMEL, Philippe. «Le trust de l'électricité menace pour la sécurité sociale». Conférence prononcée à l'École du Plateau à Montréal, le 18 janvier 1937.
- HAMEL, Philippe. « Trusts et finance ». Dans *Le Programme de Restauration sociale expliqué et commenté.* L'École Sociale Populaire, Montréal, 1934 : 40 - 72.

SOURCES GOUVERNEMENTALES

- (Canada) Département de l'intérieur, *Central Electric Stations in Canada*. Appendice *Directory*, Ottawa, 1918, 1919, 1922 et 1928.

- (Canada) Ministère du Revenu de l'intérieur, *Rapports, états et statistiques des revenus de l'intérieur du Canada. Inspection des poids et mesures, du gaz et de l'éclairage électrique*, Ottawa, Département de l'intérieur, de 1900 à 1930.
- (Canada) RDC, 1901, volume I : *population*.
- (Canada) RDC, 1911, volume I : *area and population by provinces, districts and subdistricts*.
- (Canada) RDC, 1931, volume V : *earning of wage-earners, dwellings, households, families, blind and deaf-mutes*.
- (Canada) RDC, 1941, volume IX : *logement*.
- (Canada) RDC, 1961, série 7.1 : *population rurale et urbaine*.
- (Québec) Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques municipales*, Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, 1913; 1920-1925; 1932-1933.
- (Québec) *Les rapports annuels de la Commission de l'Électricité de la Province de Québec*, 1936-1937.

LÉGISLATION

- (Québec) SDQ, 34 Vict., Livre deuxième (1870). *Attributions des conseils municipaux*.
- (Québec) SDQ, 62 Vict., Chapitre LVII (1899). *Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec*.
- (Québec) SDQ, 63 Vict., Chapitre 48 (1900). *Loi amendant la charte de la cité de Québec*.
- (Québec) SDQ, 8 Ed. VII, Chapitre 61 (1903). *Loi amendant la charte de la cité de Québec*.
- (Québec) SDQ, 7 Ed. VII, Chapitre 62 (1907). *Loi amendant la charte de la cité de Québec*.
- (Québec) SDQ, 9 Ed. VII, Chapitre 78 (1909). *Loi amendant le Code municipal, relativement à l'approvisionnement de gaz ou d'électricité*.
- (Québec) SDQ, 9 Ed. VII, Chapitre 16 (1909), *Loi établissant la Commission des services d'utilités publiques de Québec*.
- (Québec) SDQ, 1 Geo. V, Chapitre 59 (1911). *Loi amendant la charte de la cité de Québec*.
- (Québec) SDQ, 13 Geo. V, Chapitre 103 (1922). *Loi constituant en corporation Quebec Power Company*.
- (Québec) SDQ, 15 Geo. V, Chapitre 103 (1925). *Loi modifiant la loi constituant en corporation la cité de Québec*.
- (Québec) SDQ, 19 Geo. V, Chapitre 95 (1929). *Loi refondant la charte de la cité de Québec*.
- (Québec) SDQ, 25-26 Geo. V, Chapitre 24 (1935), *Loi créant la Commission de l'électricité de Québec*.

- (Québec) SDQ, 25-26 Geo. V, Chapitre 49 (1935), *Loi concernant la municipalisation de l'électricité*.
- (Québec) SDQ, I Geo. VI, Chapitre 25 (1937), *Loi instituant la Régie provinciale de l'électricité*.

2. SOURCES SECONDES

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- **ARMSTRONG**, Christopher et Henry Vivian **NELLES**. *Monopoly's Moment*. Philadelphia, Temple University, 1986. 393 p.
- **BÉLANGER**, Paul R. et Benoît **LEVESQUE**. «La " théorie " de la régulation, du rapport salarial au rapport de consommation. Un point de vue sociologique». *Cahiers de recherches sociologiques : Régulation et problèmes contemporains*. n°. 17 (automne 1991) : 17-51.
- **BELTRAN**, Alain et Patrice A. **CARRÉ**. *La fée et la servante : la société française face à l'électricité, XIX^e-XX^e siècle*. 348 p.
- **BERNARD**, Carmen. «Dimensions culturelles et ethniques des mouvements sociaux». Dans *Action collective et mouvements sociaux*, de François CHAZEL, dir. Paris, PUF, 1993 : 117-123.
- **BIRNBAUM**, Pierre. «Mouvements sociaux et types d'États : vers une approche comparative». Dans *Action collective et mouvements sociaux*, de François CHAZEL, dir. Paris, PUF, 1993 : 163-175.
- **BOYER**, Robert. «Aux origines de la théorie de la régulation». Dans *Théorie de la régulation l'état des savoirs* de Robert BOYER et Yves SAILLARD, dir. Paris, La Découverte, 1995 : 21-29.
- **BOYER**, Robert et Yves **SAILLARD**. «Un précis de la régulation». Dans *Théorie de la régulation l'état des savoirs* de Robert BOYER et Yves SAILLARD, dir. Paris, La Découverte, 1995 : 58-68.
- **CHANDLER**, Alfred D. *La main visible des managers : une analyse historique*. Paris, Economica, 1988 (1977). 635 p.
- **CHAZEL**, François, dir. «Introduction générale». Dans *Action collective et mouvements sociaux*, de François CHAZEL, dir. Paris, PUF, 1993 : 9-14.
- **CHAZEL**, François. « La place du politique dans les mobilisations contestataires : une découverte progressive». Dans *Action collective et mouvements sociaux* de François CHAZEL, dir. Paris, PUF, 1993 : 145-161.
- **FRIEDBERG**, Ehrard. «Oragnisation et action collective». Dans *Action collective et mouvements sociaux*, de François CHAZEL, dir. Paris, PUF, 1993 : 225-247.
- **GARRIGOU**, Alain. «Le scandale politique comme mobilisation». Dans *Action collective et mouvements sociaux*, de François CHAZEL, dir. Paris, PUF, 1993 : 183-191.

- **HUGHES**, T. P. *Networks of Power : Electrification in Western Society, 1880-1930*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1983. 474 p.
- **MANN**, Patrice. «Crise et attestation charismatique». Dans *Action collective et mouvements sociaux*, de François CHAZEL, dir. Paris, PUF, 1993 : 193-204.
- **NADEL**, Henri. «La régulation et Marx». Dans *Théorie de la régulation l'état des savoirs* de Robert BOYER et Yves SAILLARD, dir. Paris, La Découverte, 1995 : 40-48.
- **SÉGUY**, Jean. «Messianismes et Millénarismes ou l'Attente comme catégorie de l'agir social». Dans *Action collective et mouvements sociaux*, de François CHAZEL, dir. Paris, PUF, 1993 : 93-115
- **TOURAINE**, Alain. «Découvrir les mouvements sociaux». Dans *Action collective et mouvements sociaux* de François CHAZEL, dir. Paris, PUF, 1993 : 17-36
- **TOURAINE**, Alain. *Le retour de l'acteur*. Paris, Fayard, 1984. 349 p.
- **TOURAINE**, Alain. *La voix et le regard*. Paris, Seuil, 1978. 309 p.
- **VERLEY**, Patrick. «Histoire économique et théorie économique». Dans *Théorie de la régulation l'état des savoirs*, par Robert BOYER et Yves SAILLARD, dir. Paris, La Découverte, 1995 : 521-529.
- **WIPPLER**, Reinhard. «Individualisme méthodologique et action collective». Dans *Action collective et mouvements sociaux*, de François CHAZEL, dir. Paris, PUF, 1993 : 207-224.

OUVRAGES SUR LE QUÉBEC

- **ANGERS**, François-Albert. «L'industrialisation et la pensée nationaliste traditionnelle». Dans Robert COMEAU. *Économie québécoise*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 1969 : 417 - 432.
- **ANGERS**, François-Albert. «Naissance de la pensée économique au Canada français». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. Vol. XV, n° 2 (septembre 1961) : 204 - 229.
- **ARCHIBALD**, Clinton. *Un Québec corporatiste ?* Hull, Asticou, 1983. 429 p.
- **BÉLANGER**, Yves et Pierre **FOURNIER**. *L'entreprise québécoise : développement historique et dynamique contemporaine*. Montréal, Hurtubise HMH, 1987 : 29 - 52.
- **BELLAVANCE**, Claude. *Shawinigan Water and Power, 1898-1963. Formation et déclin d'un groupe industriel au Québec*. Montréal, Boréal, 1994. 446 p.
- **BELLAVANCE**, Claude, «L'électrification du Québec méridional au cours des premières décennies du XX^e siècle : éléments de typologie et de périodisation». Dans *Entretiens Jacques Cartier*, Montréal, octobre 1995.
- **BELLAVANCE**, Claude et Paul-André **LINTEAU**, «La diffusion de l'électricité à Montréal au début du XX^e siècle». Dans Horacio **CAPEL** et Paul-André **LINTEAU**, dir. *Barcelona-Montréal : développement urbain comparé*. Barcelone, Édition de la Universitat de Barcelona, 1998 : 239-258.

- **BELLAVANCE**, Claude, Roger **LEVASSEUR** et Yvan **ROUSSEAU**, «De la lutte antimonopoliste à la promotion de la grande entreprise. L'essor de deux institutions économiques au Québec : Hydro-Québec et Desjardins, 1920-1965». *Recherches Sociographiques*, vol. 3, 1999.
- **BELZILE**, Marie-Paule. *Bio-bibliographie du Docteur Philippe Hamel*. Québec, Université Laval, 1949. 114 p.
- **BLANCHARD**, Raoul. *L'Est du Canada français. Tome II*. Paris/Montréal, Masson /Beauchemin, 1935. 336 p.
- **CHALOULT**, René. *Mémoires politiques*. Montréal, Éditions du jour, 1969. 295 p.
- **CHOUINARD**, Denis. «Des contestataires pragmatiques : les Jeunes Canada, 1932-1938». *Revue d'histoire de l'Amérique Française*. Vol. 40, n° 1 (été 1986) : 5-28.
- **CÔTÉ**, Louis-Marie et al. *Les maires de la vieille capitale*. Québec, Société historique de Québec, 1980. 117 p.
- **DALES**, J. H. *Hydroelectricity and Industrial Development in Quebec, 1898-1940*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1957. 269 p.
- **DIRKS**, Patricia. «Dr. Philippe Hamel and the Public Power Movement in the Quebec City, 1929-1934 : The Failure of a Crusade», *Urban History Review*, vol. X, n° 1 (juin 1981) : 17-29.
- **FORTIN**, Andrée. *Passage de la modernité : les intellectuels québécois et leurs revues*. Sainte-Foy, PUL, 1993. 406 p.
- **HOGUE**, Clarence, André **BOLDUC** et Daniel **LAROUCHE**. *Québec, un siècle d'électricité*. Montréal, Libre expression, 1979. 381 p.
- **JONES**, Richard A. «L'idéologie de L'Action catholique, 1917-1939». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. Vol. 27, n° 1 (juin 1973) : 63-76.
- **JONES**, Richard A. «Le spectre de l'américanisation». Dans Claude **SAVARY**, dir. *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*. Québec, IQRC, 1984: 147-166.
- **KESTEMAN**, Jean-Pierre. *La ville électrique : un siècle d'électricité à Sherbrooke, 1880-1988*. Sherbrooke, Les Éditions Olivier, 1988. 234 p.
- **LANTHIER**, Pierre. «L'industrie électrique entre l'entreprise privée et le secteur public, le cas de deux provinces canadiennes : 1890-1930», dans Fabienne **CARDOT**, dir., *Un siècle d'électricité dans le monde*. Paris, PUF, 1987, p. 23-36.
- **LAPOINTE**, Richard. *La politique au service d'une conviction, Philippe Hamel : deux décennies d'action politique*. Mémoire de maîtrise, Université Laval, 1982. 2 microfiches (167 im.); 11 x 15 cm.
- **LEMIEUX**, Vincent. *Le Parti libéral du Québec : alliances, rivalités et neutralités*. Sainte-Foy, PUL, 1993 : 13-50.
- **LINTEAU**, Paul-André, René **DUROCHER** et Jean-Claude **ROBERT**. *Histoire du Québec contemporain, Tome 1 : De la Confédération à la crise*. Montréal, Boréal, 1989. 758 p.

- **LINTEAU**, Paul-André, René **DUROCHER**, Jean-Claude **ROBERT** et François **RICARD**. *Histoire du Québec contemporain*, Tome 2 : *Le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal, 1986. 834 p.
- **MINVILLE**, Esdras. «Le capital étranger (1924)». Dans François Albert **ANGERS**, dir. *La vie économique 1 : Esdras Minville : L'économie du Québec et la science économique*. Montréal, Fides / HEC, 1979 : 57-82.
- **MINVILLE**, Esdras. «Les Américains et nous (1923)». Dans François Albert **ANGERS**, dir. *La vie économique 1 : Esdras Minville : L'économie du Québec et la science économique*. Montréal, Fides / HEC, 1979 : 47-55.
- **OUELLET**, Fernand. *Histoire de la Chambre de commerce de Québec, 1809-1959*. Québec, Université Laval, 1959. 105 p.
- **ROBY**, Yves, *Les Québécois et les investissements américains (1918 - 1929)*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1976 : 207-220.
- **ROY**, Fernande. *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*. Montréal, Boréal Express, 1993 : 79-92.
- **RUMILLY**, Robert. *Histoire de la Province de Québec*. Montréal, Fides, 1940-.
- **SAINT-GERMAIN**, Yves. «La société québécoise et la vie économique : quelques échos de la décennie de la " grande ambivalence ", 1920-1929». Dans Robert **COMEAU**. *Économie québécoise*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 1969 : 433 - 464.
- **SAINT- PIERRE**, Arthur. «Esquisse historique de la pensée sociale au Canada français, 1910 - 1935». *Culture*. Vol. XVIII, n° 3 (septembre 1957) : 316-325.